



DÉPARTEMENT DE LA GUYANE  
COMMUNE DE SAÛL

## CARTE COMMUNALE



### Annexes

Carte Communale

Prescrite par délibération du 01/04/2004  
Enquête publique du 15/05/2014 au 16/06/2014  
Approuvée par délibération du 07/07/2016  
Approuvée par arrêté préfectoral du 04/10/2016



<b>Chapitre 1   Pièces administratives .....</b>	<b>4</b>
1   DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL .....	4
1a   Prescription pour l'élaboration de la carte communale .....	4
1b   Relance de la procédure pour l'élaboration de la carte communale .....	7
1c   Approbation de la Carte Communale .....	9
2   AVIS DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA CONSOMMATION DES ESPACES AGRICOLES (CDCEA).....	12
3   ARRETE PREFECTORAL .....	13
3a   Approbation de la Carte Communale .....	13
<b>Chapitre 2   Les servitudes et contraintes.....</b>	<b>15</b>
1   TABLEAU DES SERVITUDES .....	15
2   SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE .....	16
2a   Protection des monuments historiques.....	16
2b   Le périmètre de protection du forage du bourg de Saül .....	19
2c   Les servitudes radioélectriques contre les obstacles.....	25
2d   Les servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome .....	26
2e   Libre passage et extraction en bordure des cours d'eau .....	41
2f   Immeubles du ministère de la défense .....	42
2g   La réglementation archéologique préventive .....	42
2h   Le décret de création du « Parc amazonien de Guyane » .....	45
3   AUTRES CONTRAINTES.....	51
3a   Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique .....	51
3b   Protection autour des décharges.....	79
<b>Chapitre 3   Le règlement national d'urbanisme .....</b>	<b>80</b>
1   LOCALISATION, IMPLANTATION ET DESSERTE DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENTS.....	80
2   DENSITE ET RECONSTRUCTION DES CONSTRUCTIONS.....	82
3   PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES ET ENERGETIQUES .....	83
4   REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT .....	83
5   PRESERVATION DES ELEMENTS PRESENTANT UN INTERET ARCHITECTURAL, PATRIMONIAL, PAYSAGER OU ECOLOGIQUE	83
6   DISPOSITIONS PARTICULIERES A LA GUADELOUPE, LA GUYANE, LA MARTINIQUE, LA REUNION ET MAYOTTE.....	84
<b>Chapitre 4   Annexes informatives .....</b>	<b>85</b>
1   CONVENTION D'APPLICATION DE LA CHARTE DU PAG SUR LA COMMUNE DE SAUL (2014-2017).....	85

## Chapitre 1 | Pièces administratives

### 1 | DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

#### 1a | Prescription pour l'élaboration de la carte communale

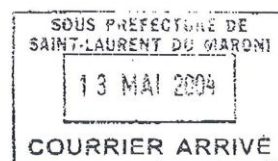
Le Conseil Municipal de Saül a délibéré le 1<sup>er</sup> avril 2004 pour la prescription de l'élaboration d'une carte communale couvrant l'ensemble du territoire communal.

DEPARTEMENT  
DE  
LA GUYANE



FRANCAISE

REPUBLIQUE FRANCAISE  
Liberté-Egalité-Fraternité



#### EXTRAIT DE REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

*Séance du : 1<sup>er</sup> avril 2004*

*Nombre de Conseillers en exercice : 10*

*Date de convocation : 26 mars 2004*

**OBJET** : prescription de l'élaboration  
d'une carte communale

L'an deux mille quatre, le jeudi 1<sup>er</sup> avril à 18H45, le conseil municipal dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire à la mairie de Saül, sous la présidence de **Hermann CHARLOTTE, Maire**

#### ETAIENT PRESENTS

- Hermann CHARLOTTE
- Christian RAYMOND
- Marie DELANNON
- Marie-Claude DEMAILLY
- Camille DEMAILLY
- Yvan ALLINCKX

#### ETAIENT ABSENTS

Marie-Jeanne RAYMOND  
Alain CHARLES  
YA Gé  
Simplice AGASSO

*Monsieur Simplicie AGASSO a donné procuration à Monsieur Hermann CHARLOTTE, Maire*

Conformément à l'article L2121-15 du Code général des collectivités territoriales, Mademoiselle Marie-Claude DEMAILLY a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire qu'elle a acceptées.

.....  
.....  
.....  
.....



**Après avoir entendu l'exposé du maire ;**

Monsieur le Maire rappelle que la commune est dotée d'un MARNU approuvé par le Préfet le 05 mai 2000. Conformément à l'article L.124-3 du code de l'urbanisme (introduit par la loi SRU), ce document cessera de s'appliquer le 05 mai 2004, et le droit des sols de la commune sera régi par le règlement national d'urbanisme et la règle de la constructibilité limitée. Dans ce contexte, il convient de réexaminer dès à présent ce document afin de le mettre à jour en fonction des projets communaux et de le transformer en carte communale (articles L.124-1 à L.124-4 et R.124-1 à R.124-6 du code de l'urbanisme).

Après enquête publique, la carte communale sera approuvée par le conseil municipal et le Préfet. Par la suite, cette procédure permettra au maire de délivrer les autorisations d'occuper les sols au nom de la commune.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :**

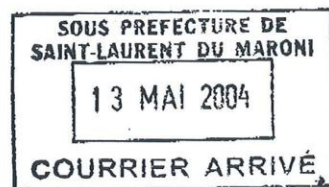
- 1- de prescrire l'élaboration d'une carte communale sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux dispositions des articles L124-1 ; L124-2 et R124-1 et suivants du code de l'urbanisme.
- 2- de demander, conformément à l'article L124-7 du code de l'urbanisme, que les services de la direction départementale de l'équipement soient mis gratuitement à la disposition de la commune pour assurer la conduite de la procédure de l'élaboration de la carte communale.
- 3- d'associer les personnes publiques autres que l'Etat à l'élaboration de la carte communale à leur demande au cours des réunions de travail.
- 4- D'habiliter la commission municipale pour représenter la commune aux réunions de travail des personnes publiques associées.
- 5- de donner tous pouvoirs au maire ou à son représentant pour choisir l'organisme chargé de l'élaboration de la carte communale conformément à la réglementation en vigueur.
- 6- de donner autorisation à monsieur le Maire ou à son représentant pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaires à l'élaboration de la carte communale.
- 7- de solliciter de l'Etat, conformément au décret n° 83-1122 du 22 décembre 1983, afin qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels, et d'études nécessaires à l'élaboration de la carte communale ;
- 8- dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

La présente délibération sera transmise au préfet, et notifiée :

- aux présidents du conseil régional et du conseil général
- aux présidents de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre des métiers et de la chambre d'agriculture

- aux maires des communes limitrophes : Maripasoula, Papaïchton, Régina, Grand-Santi, Mana, Saint-Elie.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et d'une mention dans un journal local diffusé dans le département.



Pour extrait certifié conforme

Saül, le 15 avril 2004

Le Maire  
  
Hermann CHARLOTTE

## 1b | Relance de la procédure pour l'élaboration de la carte communale

Le Conseil Municipal de Saül a délibéré le 23 janvier 2014 pour relancer la procédure d'élaboration de la carte communale.

REPUBLIQUE FRANCAISE  
Liberté-Egalité-Fraternité

ARTEMENT  
DE  
GUYANE

SAUL

FRANCAISE

PREFECTURE DE LA GUYANE  
BUREAU DU COURRIER  
14 FEV. 2014  
ARRIVEE  
Transmis A.....

EXTRAIT DE REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : 23 janvier 2014  
Nombre de Conseillers en exercice : 08  
Date de convocation : 13/01/2014

OBJET : Carte communale

L'an deux mille quatorze, le jeudi vingt-trois janvier à 10h00, le conseil municipal dûment convoqué, est réuni en séance ordinaire à la Mairie de Saül, sous la présidence de Monsieur Hermann CHARLOTTE, Maire

ETAIENT PRESENTS	ETAIENT ABSENTS
<ul style="list-style-type: none"><li>• M. Hermann CHARLOTTE</li><li>• M. Christian RAYMOND</li><li>• Mme DEMAILLY Marie-Claude</li><li>• Mme Marie-Hélène CHARLES</li><li>• Mme POTTIER Isabelle</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Mme Marie-Jeanne RAYMOND</li><li>• M.Ya Gé</li><li>• M. Lionel AGARANDE</li></ul>

Conformément à l'article L2121-15 du Code général des collectivités territoriales, Mme Marie-Hélène CHARLES a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire qu'elle a acceptées.

**Le Maire expose :**

Suite aux différents inconvénients de parutions rencontrés lors de la révision de la **Carte Communale**, je vous propose de bien vouloir accepter de relancer la procédure afin d'éviter tout recours.

**Le conseil municipal**

**OUI** l'exposé du Maire et après examen détaillé ;

**VU** le rapport présenté en séance

**APRES** en avoir délibéré

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, complétée par la loi 82-63 du 22 juillet 1982 ;

**VU** la loi 28-1171 du 31 décembre 1982 modifiée, portant organisation des régions de Guyane, Guadeloupe, Martinique et de la Réunion ;

**VU** la loi 84-747 du 2 août 1984 modifiée, relative aux compétences des régions de Guyane, Guadeloupe, Martinique et de la Réunion ;

**VU** la loi d'orientation 92-125 du 6 février 1982 modifiée, relative à l'Administration Territoriale de la République ;

**ACCEPTE** de relancer la procédure de révision de la **Carte Communale**

**AUTORISE** le Maire ou son représentant légal, à signer tout document s'y rapportant

**Pour extrait certifié conforme**

Saül, le 12 février 2014





**DEPARTEMENT  
DE  
LA GUYANE**



**FRANCAISE**

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
*Liberté-Egalité-Fraternité*



*Séance du : 07/07/2016  
Nombre de Conseillers en exercice 11  
Date de convocation : 27/06/2016*

**EXTRAIT DE REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL N°13/ms/2016**

**OBJET : Approbation de la Carte Communale de Saül.**

L'an deux mille seize, le jeudi 7 juillet 2016 à 10 heures, le conseil municipal dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire à la Mairie de Saül, sous la présidence de Madame, **Marie-Hélène CHARLES, Maire.**

**ETAIENT PRESENTS**

- *Mme. Marie-Hélène CHARLES, Maire*
- *M. Dominique DEMAILLY, 2<sup>ème</sup> Adjoint*
- *Mme Marie-Claude DEMAILLY, conseillère*
- *M. Jean- François BERNARD, conseiller*
- *M. Cédric BENOIT, conseiller*
- *Mme Marie-Laure BOURGEOIS, conseillère*
- *Mme Cécile CHARLES, conseillère*

**ETAIENT ABSENTS**

- \* *M. Samuel AUGUSTIN, 1er Adjoint*
- \* *M. Christian BOUTRIN, conseiller*
- \* *Mme Ya KONG, conseillère*
- \* *Mme Fabienne DUMAS, conseillère*

**Procuration** : Monsieur Samuel AUGUSTIN et Madame Fabienne DUMAS en remis pour voter en leurs noms.

Conformément à l'article **L2121-15** du Code général des collectivités territoriales **Madame Marie-Claude DEMAILLY** a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire qu'elle a acceptée.

.....  
.....  
.....

## **LE MAIRE EXPOSE,**

Il est aujourd'hui temps pour la commune de disposer de sa carte communale. L'ensemble de la procédure a été respectée. Nous nous devons, dès lors, de décider de son approbation ou non.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**OUI** l'exposé du Maire

**VU** la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, complétée par la loi 82-263 du 22 juillet 1982 ;

**VU** la loi 82-1171 du 31 décembre 1982 modifiée, portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion ;

**VU** la loi 84-747 du 2 août 1984 modifiée, relative aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de la Martinique et de la Réunion ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 160-1 et suivants, R. 161-1 et suivants ;

**VU** la délibération en date du 01/04/2004 prescrivant l'élaboration d'une carte communale ;

**VU** les remarques émises par les services et organismes consultés tout au long de l'élaboration de la carte communale ;

**VU** l'avis de la commission départementale de la consommation des espaces agricoles (séance du 08/04/2014) ;

**VU** l'arrêté municipal en date du 24/04/2014 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de carte communale qui s'est déroulée du 15/05/2014 au 16/06/2014 ;

**VU** le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur du 21/07/2014 ;

**CONSIDERANT** que les remarques effectuées par les services et organismes consultés et les résultats de ladite enquête justifient des adaptations mineures du projet de carte communale, présentées dans la note explicative de synthèse exposée en cette séance du conseil municipal ;

**CONSIDERANT** que ces adaptations mineures ne remettent pas en cause l'économie générale du projet de carte communal tel que mis à l'enquête publique ;

**CONSIDERANT** que le projet de carte communale tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé ;



Après en avoir délibéré,

- Décide d'approuver la carte communale telle qu'elle est annexée à la présente ;
- Dit que la carte communale approuvée par le Conseil Municipal sera adressée au Préfet de la Région Guyane afin d'obtenir son approbation, sous forme d'arrêté préfectoral ;
- Dit que les dispositions de la carte communale seront applicables à compter de la publication de l'arrêté préfectoral au recueil des actes administratifs de la préfecture, de l'affichage en mairie de la délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale, de l'insertion d'une mention de cet affichage en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département ;
- Dit que la carte communale approuvée par le préfet et le conseil municipal est tenue à la disposition du public à la mairie aux heures d'ouverture du secrétariat ainsi qu'à la DEAL ;
- Dit, conformément à l'article L. 422-1 du code de l'urbanisme, que l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire, d'aménager ou de démolir et pour se prononcer sur un projet faisant l'objet d'une déclaration préalable est le Maire, au nom de la commune.

Saül, le 15 juillet 2016  
Pour extrait certifié conforme  
Le Maire

  
Marie-Hélène CHARLES





PREFET DE LA REGION GUYANE

Direction  
de l'Alimentation  
de l'Agriculture  
et de la Forêt

Secrétariat de la  
CDCEA

**COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA  
CONSOMMATION DES ESPACES AGRICOLES**

Avis rendu par la CDCEA en sa séance du 08 avril 2014

Commune : Saül

Objet/Procédure : Elaboration de la carte communale

Structure intercommunale : Communauté de communes de l'Ouest Guyanais  
Pas de SCOT

Date de prescription de l'élaboration : 01/04/2004 Date de saisine CDCEA : 21/02/2014

**Eléments généraux :**

- D'une superficie de 4 475 km<sup>2</sup> le territoire de Saül est entièrement recouvert de forêt et la majorité des habitations est regroupée dans le bourg.
- Selon les données produites par le PAG dans le cadre de son observatoire de la dynamique de l'occupation des sols, les surfaces agricoles occupées en 2012 sont de 75 ha.
- La commune souhaite relancer le développement de l'activité agricole afin de conserver le caractère rural de la commune, dans un souci de préservation des ressources et de respect de l'environnement.
- La zone constructible (34ha 68) ne consomme aucun espace agricole identifié.

**La CDCEA émet un avis favorable à l'unanimité pour ce projet de carte communale au titre de la préservation des espaces agricoles, en relevant toutefois que certaines mises à jour devront être effectuées dans le document pour d'autres thématiques.**

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Thierry BONNET



### 3 | ARRETE PREFECTORAL

#### 3a | Approbation de la Carte Communale



#### PREFET DE LA REGION GUYANE

**ARRETE N°2016-10-04-030 /DEAL du 4 octobre 2016**

**portant approbation de la carte communale de la commune de SAÛL**

LE PREFET DE LA REGION GUYANE,  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.160-1 et suivants, et R.161-1 et suivants ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du 17 décembre 2015 portant nomination du préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane – M. JAEGER Martin, « *le conseil des ministres entendu* » ;  
VU la délibération du conseil municipal de la commune de Saül en date 01/04/2004 prescrivant et l'élaboration de la carte communale  
VU la délibération du conseil municipal du 23 janvier 2014 qui relance la procédure d'élaboration de la carte communale;  
VU l'arrêté municipal en date du 24/04/2014 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de carte communale qui s'est déroulée du 15/05/2014 au 16/06/2014  
VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 21/07/2014  
VU l'arrêté municipal 24/MS/2014 en date du 04 avril 2014 prescrivant et organisant l'enquête publique du projet de carte communale du 15 mai 2014 au 16 juin 2014 ;  
VU le rapport du commissaire émettant un avis favorable au projet de carte communale ;  
VU la délibération du conseil municipal de la commune de Saül en date du 7 juillet 2016 approuvant la carte communale ;

SUR proposition du Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Guyane ;

#### **ARRETE**

**Article 1** : La carte communale de la commune de Saül est approuvée.

**Article 2** : Le présent arrêté et la délibération du conseil municipal seront affichés pendant une durée d'un mois à la mairie de Saül. La mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Chacune de ces formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

**Article 3** : Les effets juridiques de la carte communale entreront en vigueur dès l'exécution de l'ensemble des formalités prévues, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

**Article 4** : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de SAÛL et le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,

Martin J. [Signature]

## Chapitre 2 | Les servitudes et contraintes

### 1 | TABLEAU DES SERVITUDES

CODES	SERVITUDE	TEXTE LEGISLATIF	ACTE INSTITUTIF	SERVICE CONCERNE
AC1	<b>Protection des monuments historiques</b> - Eglise Saint Antoine de Padoue (classé)	Loi du 31/12/1913 mod.	Arrêté Préf. du 11/02/93	DRAC
AS1	<b>Périmètre de protection des eaux destinées à la consommation humaine</b> - forage du bourg	Art L 1321.2 du code de la santé publique	arrêté n°1630/ARS/2D/3B en date du 19/10/2012	ARS
EL10	<b>Parc National</b> - Parc amazonien de Guyane	Loi 2006-436 du 14/04/06	Décret n° 2007-266 du 27/02/07	DEAL
PT2	<b>Transmissions radioélectriques (protection contre les obstacles)</b> Aérodrome de Saül - Radio - Balise aérodrome	Art L54 à L56, L63 et R21 à R26 du code des P et T	Décret Minist. Du 01/07/85 Décret du 01/07/85	DEAL
<b>T5 et Sécurité Publique</b>	<b>Servitude aéronautique de dégagement</b> Aérodrome de Saül : Plan d'exposition aux bruits (PEB) Périmètre de dégagement autour de l'aérodrome à prévoir	Art L281-1 et R241-1 à R243-3 du Code de l'Aviation Civile Art L147-3/4/5/7 et R123-14, R147-2/5/6/7/8 du code de l'Urbanisme	Pas d'acte institutif	DEAL
<b>AUTRES SERVITUDES</b>				
<b>SUP EL3</b>	La servitude de marchepied (ou de passage) en bordure des cours d'eau prévoit de laisser une bande libre de 3,25m  Nul ne peut sous peine de devoir remettre le lieu en état, ou à défaut, de payer les frais de la remise en état d'office par l'autorité administrative compétente : -planter des pieux ; -modifier le cours des rivières par tranchée ou par quelque moyen que ce soit ; -extraire des matériaux ; -extraire à moins de 11,70m de la limite des rivières ou de bords de canaux, des terres, sables et autres matériaux.	L 2131-2 du CGPPP  L 2132-7 du CGPPP		DEAL/FLAG
<b>INT1</b>	<b>Cimetière</b> Interdiction de construire dans un périmètre de 100m autour des nouveaux cimetières.	Art L.2223-1 et L2223-5 du CGCT		DEAL
<b>AUTRES CONTRAINTES</b>				
<b>ZNIEFFs</b>	<b>ZNIEFF de type 1 :</b> - Montagne de la Trinité - Mont Belvédère de Saül - Montagne continent - Pic Matecho, roche Carapana et Monts la Fumée - Mont Galbao - Roche Dachine - Massif des Emerillons et Piton Baron  <b>ZNIEFF de type 2 :</b> - Saut Dalles et Saut Stéphanie - Haute Vallée du Sinnamary - Montagne Plomb - Saül - Massifs centraux de la Guyane	Zones naturelles protégées	Réserve naturelle  Zone naturelle Zone naturelle  Zone naturelle Zone naturelle  Zone naturelle	DEAL
<b>Décharges</b>	<b>Décharge actuelle :</b> Interdiction de construire dans un périmètre de 200m autour des décharges. <b>Centre de stockage des déchets en projet :</b> Interdiction de construire dans un périmètre de 200m autour des décharges.			ARS

## 2 | SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

### 2a | Protection des monuments historiques

#### ▶ Arrêté de classement de l'église Saint Antoine de Padoue

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE  
ET DE LA CULTURE

REPUBLIQUE FRANCAISE

COPIE POUR INFORMATION ET EXECUTION

A M<sup>r</sup>... HEULOT.....

DIRECTEUR REGIONAL DES AFFAIRES CULTURELLES

A R R E T E

n°MH.93-IMM.005

portant classement parmi les monuments  
historiques de l'église Saint Antoine de

Padoue à SAUL (Guyane)

Le Ministre d'Etat, Ministre de  
l'Education Nationale et de la Culture,

VU la loi modifiée du 31 décembre 1913 sur les monuments  
historiques modifiée et complétée par les lois des 27 août  
1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et par le décret  
modifié du 18 mars 1924 portant règlement d'administration  
publique pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

VU la loi n° 46-451 du 19 mars 1946 promulgant le  
classement comme département français de la Guadeloupe, de  
la Martinique, de la Réunion et de la Guyane, dont les  
modalités d'application sont précisées par les décrets n°  
47-1018 du 7 juin et n° 47-1019 du 10 juin 1947 ;

VU la loi n° 65-947 du 10 novembre 1965 étendant aux  
départements d'outre-mer l'application de certaines  
dispositions à caractère réglementaire relatives à la loi  
sur la protection des monuments historiques et des sites  
par le décret n° 66-649 du 26 août 1966 ;

VU le décret n° 84.1007 du 15 novembre 1984 instituant  
auprès des commissaires de la République de région une  
commission régionale du patrimoine historique,  
archéologique et ethnologique ;

VU le décret n° 92-395 du 16 avril 1992 relatif aux  
attributions du Ministre d'Etat, Ministre de l'Education  
Nationale et de la Culture ;

VU l'arrêté en date du 17 juillet 1991 portant inscription  
sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques,  
en totalité, de l'église Saint Antoine de Padoue à SAUL  
(Guyane) ;

VU l'avis de la commission régionale du patrimoine  
historique, archéologique et ethnologique de la région de  
Guyane en date du 17 janvier 1991 ;

La commission supérieure des monuments historiques entendue  
en sa séance du 13 avril 1992 ;

VU l'adhésion au classement donnée le 13 novembre 1992 par  
le Maire de la commune de SAUL (Guyane) propriétaire ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDERANT que la conservation de l'église Saint Antoine  
de Padoue à SAUL (Guyane) présente au point de l'histoire  
un intérêt public en raison de son caractère de témoin de  
l'activité des orpailleurs ;



A R R E T E

ARTICLE 1er. - Est classée parmi les monuments historiques en totalité, l'église Saint Antoine de Padoue à SAUL (Guyane), située sur la parcelle n° 1 d'une contenance de 18 a 81 ca, figurant au cadastre Section AB et appartenant à la commune de SAUL (Guyane) depuis une date antérieure au 1er janvier 1956.

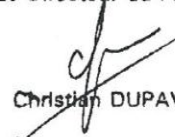
ARTICLE 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques susvisé du 17 juillet 1991.

ARTICLE 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.


ARTICLE 4. - Il sera notifié au Préfet du département et au Maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 11 FEV. 1993

Le Ministre et par délégation  
Le Directeur du Patrimoine

  
Christian DUPAVILLON

Pour ampliation  
Le Chef du bureau de la protection  
des monuments historiques

  
Francis JAMOT

► Plan du périmètre de protection de l'église Saint Antoine de Padoue





## 2b | Le périmètre de protection du forage du bourg de Saül

La déclaration d'utilité publique de la protection du forage situé au bourg a été sollicitée par la commune par délibération le 21 mars 2011, s'en est suivi l'avis d'un hydrogéologue le 24 juin 2011.

Le périmètre de protection a fait l'objet d'un arrêté n° 1630/ARS/2D/3B en date du 19 octobre 2012. Il est à noter que ce forage est situé aux abords immédiats d'une zone agglomérée.



### PREFET DE LA REGION GUYANE

Secrétariat général

Direction des Collectivités Locales  
et des Affaires Juridiques

Bureau en charge de l'Appui  
aux Services de l'État

**ARRETE N° 1630/ARS/2D/3B du 19 OCT. 2012**

**Portant déclaration d'utilité publique les travaux de prélèvement  
et de dérivation des eaux et l'installation des périmètres de  
protection ;**

**Portant autorisation d'utiliser de l'eau en vue de la consommation  
humaine pour la production et la distribution par un réseau  
public ;**

**Portant autorisation de prélèvement ;**

**Relatif au forage de SAÛL BOURG de la commune de SAÛL**

LE PREFET DE LA REGION GUYANE,  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles, L.214-1 à L. 214-13 et R 214-1 à R. 214-60 ;

**VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2212-2, L. 2215-1 ;

**VU** le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1321-1 et suivants et R. 1321-1 et  
suivants ;

**VU** le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 126-1, R. 126-1 à R. 126-3, R. 126-36 ;

**VU** le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif  
aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les  
départements ;

**VU** le décret du 29 avril 2011 portant nomination du préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane –  
M. LABBE Denis ;

1

**VU** l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R.131-38 du code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté du 21 janvier 2010 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 12 mars 1984 modifié définissant le règlement sanitaire départemental de la Guyane;

**VU** le protocole du 11 juin 2010 organisant les modalités de coopération entre le préfet de la Guyane et le directeur de l'Agence régionale de santé de la région Guyane ;

**VU** la délibération en date du 21 mars 2011 de la commune de SAÛL sollicitant le lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique de la protection du forage ;

**VU** le récépissé de déclaration du forage n° D/2006/019 en date du 7 novembre 2006 au titre de la rubrique 1.1.1.0 de l'article R214-1 du code de l'environnement

**VU** l'avis de M. Carré Jean, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique pour la région Guyane, dans son rapport daté du 24 juin 2011 ;

**VU** l'avis daté du 4 octobre 2011 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) ;

**VU** l'avis daté du 13 octobre 2011 du directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (DAAF) ;

**VU** le dossier de demande d'autorisation d'utiliser le forage en date du 20 décembre 2011 ;

**VU** l'enquête publique et l'avis daté du 17 juin 2012 de M. Christian Bruxelles, commissaire enquêteur ;

**VU** l'avis daté du 5 septembre 2012 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Guyane ;

**CONSIDERANT** qu'il est de l'intérêt général d'assurer la sécurité de l'alimentation en eau potable de la commune de SAÛL ;

**CONSIDERANT** qu'il est d'utilité publique d'assurer la protection de la qualité des eaux par la détermination de périmètres de protection autour des points de prélèvement ;

**Sur** proposition de la secrétaire générale de la préfecture :

**ARRETE**

## **Chapitre 1: Déclaration d'Utilité Publique et Prélèvement de l'eau**



**Article 1 :** Sont déclarées d'utilité publique, au titre des articles L 215.13 du code de l'environnement et L. 1321-2 du code de la santé publique :

- la délimitation des périmètres de protection autour du forage de Saül Bourg destiné à l'alimentation en eau de la commune de Saül ;
- l'aménagement et l'exploitation de ce forage ;
- l'institution des servitudes devant grever les terrains inclus dans les périmètres de protection contre la pollution des eaux.

**Article 2 :** La commune de Saül est autorisée à prélever et à dériver des eaux souterraines à partir du forage de Saül Bourg dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Ce prélèvement relève de la déclaration au titre de la nomenclature Eau au titre des articles L 214.1 à L 214.6 et de l'article R 214-1 du code de l'environnement :

Rubrique 1.1.2.0. : prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur à 10 000 m<sup>3</sup>/an [1,1 m<sup>3</sup>/h] mais inférieur à 200 000 m<sup>3</sup>/an [22,8 m<sup>3</sup>/h].

**Article 3 :** Le forage de Saül Bourg est situé sur la commune de Saül.

Les coordonnées géographiques GPS du forage sont :

X = 003°37'29"O

Y = 053°12'32"N

Z = 218 m

Code BSS : 1207D40003

**Article 4 :** Le débit maximum d'exploitation autorisé est de 3 m<sup>3</sup>/h.

(Le débit d'exploitation préconisé est de 2,5 m<sup>3</sup>/h).

**Article 5 :** Le forage sera doté d'un périmètre de protection immédiate de 5 m de côté centré sur le forage. Ce périmètre sera clôturé par un grillage rigide faisant obstacle aux intrusions. Le portail d'entrée sera fermé à clef.

Dans ce périmètre qui doit être propriété du pétitionnaire, toute activité autre que celle destinée à l'entretien de l'ouvrage et du périmètre lui-même est interdite. L'utilisation d'herbicides pour l'entretien de la végétation y est interdit.

Le terrain du périmètre de protection immédiate devra être borné et le tracé devra être reporté sur les documents cadastraux dans un délai de 10 mois après la date de la publication du présent arrêté

**Article 6 :** Le forage de Saül Bourg est doté d'un périmètre de protection rapproché destiné à le protéger de toute contamination et migration de polluant. Les limites du périmètre de protection rapprochée sont portées en annexe 1 au présent arrêté : il correspond longitudinalement à une parcelle de cent mètre de côté s'étendant sur le fond et le flanc du talweg. En rive droite de la crique, il correspond à une bande de terrain de 25 m. En rive gauche de la crique, le périmètre englobe le versant du Talweg jusqu'à limite du sentier existant qui mène au réservoir Hmong. Ce périmètre devra être borné et son tracé devra être reporté sur les documents cadastraux dans un délai de 10 mois après la date de la publication du présent arrêté

A l'intérieur de ce périmètre de protection rapprochée seront interdits toutes les activités et tous les rejets susceptibles d'altérer la qualité de l'eau prélevée :

- le défrichement et l'exploitation du bois,
- la création de toute construction à l'exception de celles destinées au fonctionnement de la distribution d'eau.
- la réalisation de puits ou de forage à l'exception de ceux destinées au fonctionnement de la distribution d'eau.
- l'ouverture d'excavations,
- l'installation de canalisations, de réservoirs ou de dépôts d'hydrocarbures liquides et de produits chimiques ou d'eaux usées de toutes natures. Cette interdiction ne s'applique pas aux canalisations destinées à l'alimentation en eau potable du village.
- les dépôts d'ordures ménagères et de tous déchets susceptibles d'altérer la qualité des eaux par infiltration ou par ruissellement.

## **Chapitre 2 : Traitement et distribution de l'eau**

**Article 7** : La qualité des eaux du forage de Saül Bourg doit répondre en permanence aux limites de qualité des eaux destinées à la consommation humaine, contenues dans l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R.131-38 du code de la santé publique.

**Article 8** : L'installation de traitement de l'eau est conforme au dossier joint à la demande et se compose d'une désinfection à l'hypochlorite de calcium par doseur mécanique de chlore protégé par un pré-filtre à cartouche.

**Article 9** : Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine du forage de Saül Bourg devra être déclaré à l'agence régionale de Santé. Celle-ci pourra être amenée à prévoir des prescriptions complémentaires au présent arrêté

**article 10** : La commune de Saül est tenue de s'assurer que l'eau est conforme en tout temps aux dispositions réglementaires en vigueur. L'exploitant s'assure de la présence permanente d'un résiduel de désinfectant en tout point du réseau. L'ensemble de ces mesures est consigné dans un registre d'exploitation mis à disposition des agents de l'Agence Régionale de Santé.

**Article 11** : Toute anomalie, au niveau de la production, susceptible d'altérer la qualité de l'eau distribuée ou tout résultat analytique de l'auto-contrôle non conforme aux exigences de qualité en vigueur, est porté sans délai à la connaissance de l'Agence régionale de santé.

Tout dépassement des normes de qualité doit faire l'objet d'une enquête pour en rechercher l'origine et être suivi de mesures correctives. L'usage de l'eau peut être immédiatement suspendu par la personne publique responsable de la production ou la distribution de l'eau, sous son initiative ou à la diligence du préfet jusqu'à ce qu'une nouvelle analyse révèle le respect des normes de qualité. En cas de persistance de ces dépassements, l'autorisation peut être retirée ou un système de traitement peut être rendu obligatoire par le préfet.

**Article 12** : Le contrôle sanitaire de l'eau et des matériels au contact de l'eau est réalisé par l'Agence Régionale de Santé.

Les prélèvements sont réalisés par l'Agence Régionale de Santé ou un laboratoire agréé selon la législation en vigueur. Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé par le ministère chargé de la santé. La fréquence et le type d'analyses imposées sont fixés par l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R 1321-16 du code de la santé. Les prélèvements du contrôle sanitaire sont réalisés aux points de prélèvement mentionnés en annexe II du présent arrêté. La réalisation de ce programme est à la charge financière de la commune de Saül.

**Article 13** : L'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire et les synthèses commentées que peut établir l'ARS sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée sont portés à la connaissance de l'exploitant selon les dispositions de la réglementation en vigueur.

## **Chapitre 3 : Dispositions Diverses**

**Article 14** : Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des servitudes dans les périmètres de protection.

**Article 15** : Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de six mois après la date de signature du présent arrêté.



Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le forage de Saül Bourg participe à l'approvisionnement en eau de la commune.

**Article 16 :** Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté, de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie pendant une durée d'un mois des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis, de son insertion dans les documents d'urbanisme dont la mise à jour doit être effective dans un délai maximum de 3 mois après la date de signature de Monsieur le Préfet.

**Article 17 :** En application de l'article L.1324-3 du Code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

**Article 18 :** Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cayenne.

**Article 19 :** Deux annexes sont jointes au présent arrêté.

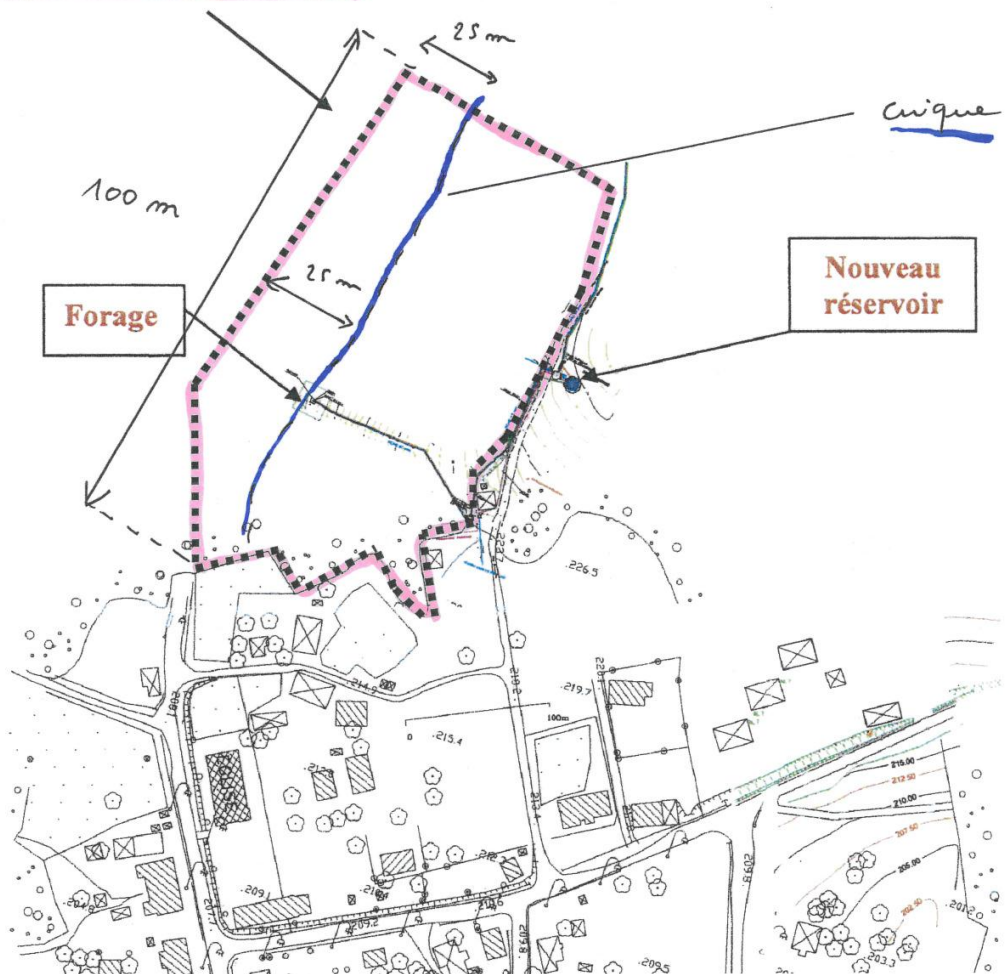
La première délimite le périmètre de protection rapprochée du forage de Saül Bourg et la seconde expose la filière de traitement et les points des prélèvements du contrôle sanitaire.

**Article 20 :** La secrétaire générale de la préfecture, le chef du service administratif et technique de la police de Guyane, le directeur général de l'Agence régionale de santé et le maire de la commune de SAÛL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet

Pour le Préfet  
Le secrétaire général  
  
Anne LAUBIES

Périmètre de protection rapprochée





## 2c | Les servitudes radioélectriques contre les obstacles

Actes non disponibles

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT DURABLES

**Arrêté du 7 juin 2007 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radioélectriques**

NOR : DEVA0755796A

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et le ministre de la défense,

Vu le code de l'aviation civile, notamment son article D. 241-4 ;

Vu l'arrêté du 10 juillet 2006 relatif aux caractéristiques techniques de certains aérodromes terrestres utilisés par les aéronefs à voilure fixe ;

Vu l'avis de la Commission centrale des servitudes aéronautiques en date du 6 mars 2007,

Arrêtent :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Le présent arrêté et ses annexes fixent les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques associées aux aérodromes terrestres, à l'exception des aérodromes dont l'affectataire principal est le ministre chargé de la défense et désignés par lui et à l'exception des hélistations, sans préjudice des dispositions du code des postes et communications électroniques relatives aux servitudes radioélectriques.

Les servitudes aéronautiques de dégagement relatives aux autres installations et emplacements visés aux alinéas c et d de l'article R. 241-2 du code de l'aviation civile sont déterminées par des plans de servitudes aéronautiques avec leurs documents associés particuliers à chaque installation ou emplacement.

#### TITRE I<sup>er</sup>

#### SERVITUDES AÉRONAUTIQUES DE DÉGAGEMENT

**Art. 2.** – Lorsque, pour un aérodrome donné, plusieurs des spécifications techniques déterminées par les annexes au présent arrêté s'appliquent en un même point, la spécification la plus contraignante est prise en considération.

**Art. 3.** – Les servitudes aéronautiques de dégagement s'imposent dans des volumes déterminés par des surfaces virtuelles.

La construction de ces surfaces prend en compte :

- les caractéristiques géométriques du système de pistes de l'aérodrome ;
- le code de référence attribué à chacune de ces pistes tel que défini aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 10 juillet 2006 susvisé ;
- les procédures d'approche, de décollage et d'atterrissage.

Ces surfaces sont déterminées pour le stade ultime de développement de l'aérodrome.

Elles sont établies suivant :

- l'annexe 1 pour les aérodromes recevant des aéronefs à voilure fixe dans le cas général ;
- l'annexe 2 pour les aérodromes utilisés pour l'expérimentation et les essais de nouveaux aéronefs.

Toute adaptation de ces surfaces, liée à la présence d'obstacles préexistants ou aux procédures de navigation aérienne, doit s'appuyer sur une étude d'évaluation des obstacles spécifique au type d'exploitation envisagée. Elle doit être approuvée par les services de l'aviation civile et démontrer que la sécurité et la régularité de l'exploitation des aéronefs ne sont pas affectés.

**Art. 4.** – Les dispositions particulières à prendre concernant les obstacles fixes, minces ou filiformes, sont fixées à l'annexe 3.

Les dispositions particulières à prendre concernant les obstacles mobiles sont fixées à l'annexe 4.

**Art. 5.** – Les servitudes associées aux aides visuelles à l'atterrissage et au décollage sont définies à l'annexe 5.

**Art. 6.** – Les servitudes associées aux installations météorologiques sont définies à l'annexe 6.

## TITRE II

### SERVITUDES AÉRONAUTIQUES DE BALISAGE

**Art. 7.** – Les obstacles à baliser de jour, de nuit, ou de jour et de nuit, sont déterminés en tenant compte de leurs caractéristiques et des conditions dans lesquelles ils se présentent pour les pilotes.

**Art. 8.** – Sur les portions de sol situées au-dessous des surfaces de dégagement d'un aérodrome, telles que définies dans l'arrêté du 10 juillet 2006, l'obligation du balisage lumineux et, éventuellement, du balisage par marques, peut être imposée dans les conditions prévues à l'annexe 7.

**Art. 9.** – Les conditions techniques de réalisation du balisage des obstacles sont fixées par le ministre chargé de l'aviation civile.

## TITRE III

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET APPLICATION

**Art. 10.** – L'arrêté du 31 décembre 1984 modifié définissant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radioélectriques, est abrogé, sauf en ce qui concerne les dispositions relatives à certains aérodromes affectés au ministre chargé de la défense et celles relatives aux hélistations.

**Art. 11.** – Les dispositions fixées par le présent arrêté s'appliquent aux plans de servitudes aéronautiques de dégagement mis à l'enquête publique à compter du premier jour du troisième mois suivant la date de publication du présent arrêté.

**Art. 12.** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à Mayotte, dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

**Art. 13.** – Le directeur général de l'aviation civile, le délégué général pour l'armement, le chef d'état-major des armées, le secrétaire général pour l'administration et le directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 juin 2007.

*Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie,  
du développement et de l'aménagement durables,  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur des affaires stratégiques  
et techniques,  
P. SCHWACH*

*La ministre de l'intérieur,  
de l'outre-mer et des collectivités territoriales,  
Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur des affaires économiques,  
sociales et culturelles de l'outre-mer,  
P. LEYSSENE*

*Le ministre de la défense,  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur du cabinet civil et militaire,  
A. VIAU*

## ANNEXE 1

### SURFACES UTILISÉES POUR LES SERVITUDES AÉRONAUTIQUES DE DÉGAGEMENT DES AÉRODROMES RECEVANT DES AÉRONEFS À VOILURE FIXE : CAS GÉNÉRAL

Les spécifications de la présente annexe ont pour objet de définir autour des aérodromes l'espace aérien qu'il convient de garder libre de tout obstacle pour permettre aux aéronefs à voilure fixe appelés à utiliser ces aérodromes d'évoluer avec la sécurité voulue.



A chaque dispositif de piste, tel que prévu pour le stade ultime de développement de l'aérodrome, correspond, pour cet objectif, une série de surfaces qui définissent les hauteurs que ne doivent pas dépasser les objets dans l'espace aérien.

Les surfaces utilisées pour les servitudes aéronautiques de dégagement associées à une piste d'aérodrome recevant des aéronefs à voilure fixe sont :

- une ou des trouées d'atterrissage ;
- une ou des trouées de décollage ;
- deux surfaces latérales ;
- une surface horizontale intérieure ;
- une surface conique ;
- la surface délimitée par le ou les bords intérieurs de la ou des trouées d'atterrissage et par les lignes d'appui des surfaces latérales.

Pour les pistes d'aérodrome conçues pour recevoir des aéronefs à voilure fixe et destinées à être exploitées en approche de précision, les surfaces précédentes sont complétées par celles dites « OFZ » (Obstacle Free Zone) constituées par :

- une surface intérieure d'approche ;
- une surface d'atterrissage interrompu ;
- des surfaces intérieures de transition.

Les caractéristiques de ces surfaces sont définies en fonction du chiffre de code du code de référence de la piste concernée et de son mode d'exploitation.

### TROUÉE D'ATTERRISSAGE

La trouée d'atterrissage est délimitée par :

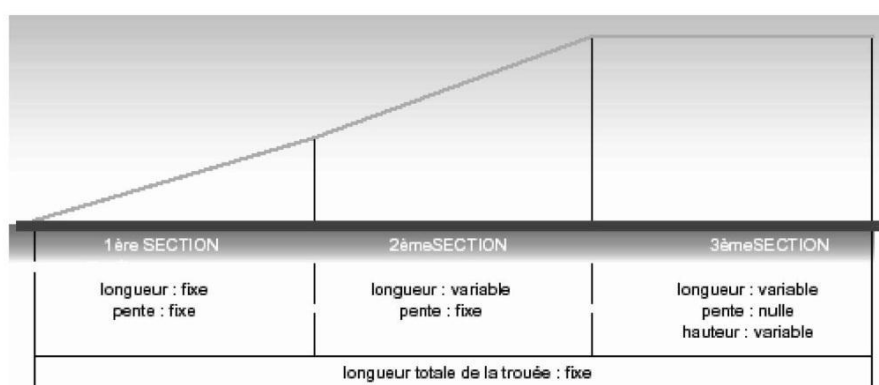
- son bord intérieur constitué par un segment de droite horizontal, perpendiculaire à l'axe de la piste et centré sur celui-ci en un point situé en amont du seuil à une distance spécifiée, la cote altimétrique de ce point étant celle du milieu du seuil ;
- les droites de fond de trouée, intersections du ou des plans constituant la trouée d'atterrissage avec les deux plans verticaux passant chacun par une extrémité du bord intérieur et divergeant l'un et l'autre du plan axial de la piste, selon un angle spécifié ;
- son bord extérieur parallèle au bord intérieur et distant horizontalement de celui-ci de la longueur totale de la trouée.

Lorsque la trouée nécessite plusieurs sections, la dernière est horizontale, sa cote altimétrique étant la plus élevée des deux valeurs suivantes :

- la cote altimétrique du bord intérieur augmentée de 150 mètres ;
- la cote altimétrique augmentée de 100 mètres du point le plus haut du terrain naturel et des obstacles qu'il supporte sous la trouée d'atterrissage.

La première section a pour pente et pour longueur les valeurs données par le tableau ci-après suivant le chiffre de code et le mode d'exploitation.

La deuxième section, lorsqu'elle existe, recoupe la troisième section à une distance de son origine fonction à la fois de l'altitude de cette dernière section et de la longueur de la première.



Lorsqu'une trouée courbe est prévue, l'axe de cette trouée est un arc de cercle situé à l'aplomb de la trajectoire déterminée pour les aéronefs à voilure fixe et possédant la même pente que celle indiquée précédemment pour la trouée droite.

Les limites latérales d'une telle trouée sont, dans sa partie courbe, telles qu'en chacun de leurs points les tangentes à la limite latérale et à l'axe forment l'angle de divergence spécifié pour une trouée rectiligne.

	Piste exploitée à vue (a)				Piste exploitée aux instruments							
					Approche classique (b)				Approche de précision			
									catégorie I		catégorie II ou III	
	chiffre de code				chiffre de code				chiffre de code		chiffre de code	
	1	2	3	4	1	2	3	4	1 ou 2	3 ou 4	3 ou 4	
Largeur à l'origine	60 m	80 m	150 m		150 m		300 m		150 m	300 m		
Distance au seuil	30 m (c)	60 m (c)	60 m		60 m				60 m			
Divergence	10 %				15 %				15 %			
Longueur totale	1 600 m	2 500 m	3 000 m		2 500 m		15 000 m		15 000 m			
1 <sup>ère</sup> section												
Longueur (en m)	1 600	2 500	3 000		2 500		3 000		3 000			
Pente	5 %	4 %	3,33 %	2,5 %	3,33 %		2 %		2,5 %	2 %		
2 <sup>ème</sup> section												
Pente	pas de 2 <sup>ème</sup> section				pas de 2 <sup>ème</sup> section		2,5 %		3 %	2,5 %		

(a) Pour les pistes exploitables à vue de nuit, les caractéristiques à utiliser sont celles des pistes exploitées aux instruments avec approche classique. Toutefois, les surfaces aéronautiques de dégagement à prendre en compte peuvent être celles spécifiées pour les pistes exploitées à vue si un indicateur visuel de pente d'approche « PAPI » est installé.

(b) Toutefois :

- dans le cas d'une piste avec approche classique dotée uniquement de minimums MVI et/ou MVL et exploitées de jour, les surfaces utilisées pour les servitudes aéronautiques de dégagement à prendre en compte peuvent être celles spécifiées pour les pistes utilisées à vue ;
- dans le cas d'une piste avec approche classique dotée uniquement de minimums MVI et/ou MVL, exploitée de nuit et équipée d'un indicateur visuel de pente d'approche « PAPI », les surfaces à prendre en compte peuvent être celles spécifiées pour les pistes utilisées à vue, néanmoins, son utilisation est obligatoire de nuit.

(c) Distance nulle pour les pistes non revêtues.

### TROUÉE DE DÉCOLLAGE

La trouée de décollage est délimitée par :

- un bord intérieur constitué par un segment de droite perpendiculaire au plan axial de la piste et centré sur celui-ci en un point situé :
  - soit en aval de l'extrémité de la piste à une distance spécifiée dans le tableau ci-après ;
  - soit à l'extrémité du prolongement dégagé, lorsque celui-ci existe et que son extrémité est au-delà du point précédent, point dont l'altitude est, dans les deux cas, la plus élevée du prolongement de l'axe de la piste entre l'extrémité de piste et le bord intérieur ;
- deux côtés constitués successivement par :
  - les intersections du plan constituant la trouée de décollage avec les deux plans verticaux passant chacun par une extrémité du bord intérieur et divergeant l'un et l'autre du plan axial de la piste selon un angle spécifié dans le tableau ci-après ;
  - deux parallèles au plan axial de la piste lorsque la largeur de la trouée a atteint la valeur finale ;
- un bord extérieur parallèle au précédent et distant horizontalement de celui-ci de la longueur totale de la trouée.

	Chiffre de code		
	1	2	3 et 4
Largeur à l'origine	60 m	80 m	180 m
Distance par rapport à l'extrémité de la piste <sup>(a)</sup>	30 m <sup>(b)</sup>	60 m <sup>(b)</sup>	60 m
Divergence	10 %	10 %	12,5 %
Pente <sup>(c)</sup>	5 %	4 %	2 %
Largeur finale	380 m	580 m	1 200 m
Longueur totale	1 600 m	2 500 m	15 000 m <sup>(d)</sup>

(a) Dans le cas où il existe un prolongement dégagé, l'origine de la trouée de décollage se situe à l'aplomb de son extrémité.

(b) Distance nulle pour les pistes non revêtues.

(c) La pente de la trouée de décollage est mesurée dans le plan axial de la piste.

(d) La longueur minimale devant permettre la protection jusqu'à une hauteur de 300 mètres au-dessus de la cote d'origine de la trouée, une longueur plus faible peut être adoptée si elle est compatible avec les procédures dont dépend la trajectoire des aéronefs à voilure fixe.

Lorsqu'une trouée courbe est prévue, l'axe de cette trouée est une courbe située à l'aplomb de la trajectoire déterminée pour les aéronefs et possédant la même pente que celle indiquée précédemment pour une trouée plane. La surface de la trouée est alors une surface réglée engendrée par une génératrice horizontale suivant cet axe en lui restant perpendiculaire.

Le tracé des limites latérales d'une telle trouée est effectué sur le même principe jusqu'à ce que l'on obtienne la largeur finale indiquée par le tableau ci-dessus, la valeur de 1 200 mètres correspondant au chiffre de code 3 ou 4, étant toutefois portée à 1 800 mètres lorsque la trajectoire prévue comporte un changement de cap de plus de 15°. Cette largeur maximale étant atteinte, les limites latérales restent parallèles à l'axe de la trouée jusqu'à son extrémité.

## SURFACES LATÉRALES

Chaque surface latérale est développée par une génératrice conservant, dans un plan vertical perpendiculaire au plan axial de la piste, la pente indiquée ci-après et glissant :

- d'une part, sur la ligne d'appui se déduisant de la ligne axiale de la piste, par translation latérale horizontale de longueur égale à la moitié de celle du bord intérieur de la trouée d'atterrissage ;
- d'autre part, sur une des droites de fond de trouée d'atterrissage.

Piste exploitée à vue				Piste exploitée aux instruments					
				Approche classique				Approche de précision	
								catégorie I	catégorie II ou III
chiffre de code				chiffre de code				chiffre de code	chiffre de code
1	2	3	4	1	2	3	4	1, 2, 3 ou 4	3 ou 4
20 %		14,3 %		20 %		14,3 %		14,3 %	14,3 %

Limitée vers le bas par la ligne d'appui suivie par sa génératrice, chaque surface latérale l'est vers le haut par son intersection avec le plan de la surface horizontale intérieure.

Les deux surfaces latérales associées à un seuil se prolongent au-delà de celui-ci, dans le sens de l'atterrissage, jusqu'à se confondre avec les surfaces latérales associées au seuil opposé. Le cas d'une piste utilisable dans un seul sens à l'atterrissage devra faire l'objet d'une étude particulière.



## SURFACE HORIZONTALE INTÉRIEURE

Dans le cas où l'aérodrome ne comporte qu'une piste recevant des aéronefs à voilure fixe, la surface horizontale intérieure couvre l'aérodrome et ses abords à 45 mètres au-dessus du point le plus élevé de la partie utilisable pour l'atterrissage de la piste.

La surface horizontale intérieure est alors délimitée par le contour convexe obtenu à partir :

- de deux demi-circonférences horizontales centrées chacune sur la verticale passant par le milieu du bord intérieur de la trouée d'atterrissage correspondante et dont le rayon est donné par le tableau ci-après ;
- des tangentes communes à ces deux demi-circonférences.

Dans le cas de plusieurs pistes, la hauteur de 45 mètres est mesurée à partir du point le plus élevé des surfaces utilisables pour l'atterrissage. La surface horizontale intérieure est alors délimitée en joignant par des droites tangentes les arcs de cercle centrés à la verticale des milieux des bords intérieurs des différentes trouées d'atterrissage.

Piste exploitée à vue				Piste exploitée aux instruments						
				Approche classique				Approche de précision		
								catégorie I	catégorie II ou III	
chiffre de code				chiffre de code				chiffre de code	chiffre de code	
1	2	3	4	1	2	3	4	1 ou 2	3 ou 4	3 ou 4
2 000 m	2 500 m	4 000 m		3 500 m		4 000 m		3 500 m	4 000 m	4 000 m

## SURFACE CONIQUE

La surface conique s'ouvre vers le haut à partir du contour de la surface horizontale intérieure constituant sa directrice. Elle a pour génératrice une droite inclinée à 5 % dans un plan vertical restant perpendiculaire à la directrice.

Limitée vers le bas par la surface horizontale intérieure, la surface conique s'élève, par rapport à celle-ci, jusqu'à la hauteur spécifiée ci-après.

Piste exploitée à vue				Piste exploitée aux instruments						
				Approche classique				Approche de précision		
								catégorie I	catégorie II ou III	
chiffre de code				chiffre de code				chiffre de code	chiffre de code	
1	2	3	4	1	2	3	4	1 ou 2	3 ou 4	3 ou 4
35 m	55 m	75 m	100 m	60 m		75 m	100 m	60 m	100 m	100 m

SURFACES COMPLÉMENTAIRES ASSOCIÉES AUX ATTERRISSAGES DE PRÉCISION  
(SURFACES LIÉES AUX ZONES DÉGAGÉES D'OBSTACLES OU SURFACES OFZ)

Dans certains cas, les faibles visibilités associées aux approches de précision ne permettent généralement plus d'éviter les obstacles à vue. Il est donc nécessaire d'examiner d'autres surfaces, propres aux approches de précision, appelées « surfaces liées aux zones dégagées d'obstacles » ou « surfaces OFZ ».

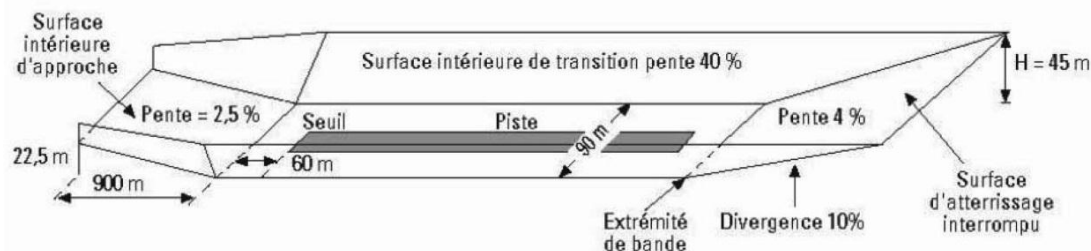
Ces surfaces comprennent :

- la surface intérieure d'approche, portion rectangulaire de la trouée d'atterrissage délimitée par :
  - un bord intérieur, confondu avec une partie du bord intérieur de la trouée, centré comme ce dernier sur l'axe de la piste et ayant la longueur indiquée par le tableau ci-après ;
  - deux côtés partant des extrémités du bord intérieur ainsi déterminé et parallèles au plan vertical passant par l'axe de la piste ;

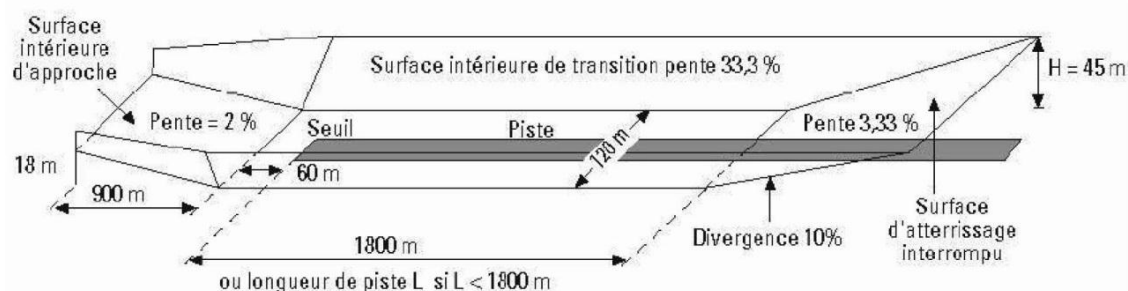
- un bord extérieur parallèle au bord intérieur à une distance horizontale spécifiée par le tableau ci-après ;
- la surface d'atterrissage interrompu, plan incliné selon la pente indiquée dans le tableau ci-après et délimitée par :
  - son bord intérieur horizontal, dont la longueur est égale à celle du bord intérieur de la surface intérieure d'approche, perpendiculaire à l'axe de la piste et centré sur celui-ci en un point situé en aval du seuil d'atterrissage à une distance indiquée dans le tableau ci-après ;
  - deux côtés, partant des extrémités du bord intérieur et divergeant l'un et l'autre du plan vertical axial de la piste selon un angle indiqué par le tableau ci-après ;
  - un bord extérieur intersection du plan support avec la surface horizontale intérieure ;
- la surface intérieure de transition est analogue à la surface latérale mais plus rapprochée de l'axe de la piste. Elle est développée par une génératrice conservant, dans un plan vertical perpendiculaire au plan axial de la piste, la pente indiquée dans le tableau ci-après et glissant successivement :
  - sur l'un des deux côtés de la surface intérieure d'approche ;
  - sur la ligne d'appui se déduisant de l'axe de la piste par translation latérale horizontale de longueur égale à la moitié de celle du bord intérieur de la surface intérieure d'approche ;
  - sur le côté faisant suite de la surface d'approche interrompue ;
  - limitée vers le bas par la ligne d'appui suivie par sa génératrice, chaque surface intérieure de transition l'est vers le haut par son intersection avec le plan horizontal intérieur.

	Approche de précision		
	catégorie I		catégorie II ou III
	chiffre de code		chiffre de code
	1 ou 2	3 ou 4	3 ou 4
Surface intérieure d'approche			
Longueur du bord intérieur	90 m	120 m	120 m
Distance au seuil	60 m	60 m	60 m
Longueur	900 m	900 m	900 m
Pente (%)	2,5	2	2
Surface intérieure de transition			
Pente (%)	40	33,3	33,3
Surface d'atterrissage interrompu			
Longueur du bord intérieur	90 m	120 m	120 m
Distance au seuil	Longueur de la piste, augmentée de 60m	Plus petite valeur entre : - la longueur de la piste - 1 800 m.	Plus petite valeur entre : - la longueur de la piste - 1 800 m.
Divergence (%)	10	10	10
Pente (%)	4	3,33	3,33

Les figures ci-dessous illustrent les définitions des surfaces complémentaires associées aux atterrissages de précision.



Surfaces liées aux zones dégagées d'obstacles (OFZ) pour les pistes avec approche de précision de catégorie 1 et de chiffre de code 1 ou 2.



Surfaces liées aux zones dégagées d'obstacles (OFZ) pour les pistes avec approche de précision de catégorie I, II ou III et de chiffre de code 3 ou 4.

## ANNEXE II

### SURFACES UTILISÉES POUR LES SERVITUDES AÉRONAUTIQUES DE DÉGAGEMENT DES AÉRODROMES EXPLOITÉS POUR L'EXPÉRIMENTATION ET LES ESSAIS DE NOUVEAUX AÉRONEFS

Sur les aérodromes exploités de manière habituelle pour des essais d'aéronefs, les modifications suivantes pourront être apportées aux spécifications fixées par l'annexe I, en ce qui concerne l'origine et la pente des trouées.

L'origine des trouées sera reportée à l'extrémité de prolongements de pistes dont la longueur pourra atteindre la moitié de la longueur de la piste (à chaque extrémité lorsque la piste est utilisable dans les deux sens). La pente de la trouée est uniforme et égale à 1,5 %.

Ces spécifications s'appliqueront seulement aux pistes exploitées pour ces essais.

## ANNEXE III

### PRISE EN COMPTE DIFFÉRENCIÉE DES OBSTACLES FIXES MASSIFS, MINCES ET FILIFORMES

Distinction est faite, parmi les obstacles fixes, entre :

- les obstacles massifs tels que les éminences de terrain naturel, les bâtiments, les forêts, etc.,
- les obstacles minces, tels que les pylônes, les cheminées, etc. dont la hauteur est très importante par rapport aux dimensions horizontales ;
- les obstacles filiformes, tels que les lignes électriques, les lignes téléphoniques, les câbles de téléphériques, etc.,

de manière à prendre en compte la visibilité réduite des obstacles minces et filiformes, la hauteur de ceux-ci peut, selon leur emplacement, être majorée dans les conditions indiquées ci-après.

La hauteur des obstacles minces implantés dans la zone des mille premiers mètres d'une trouée est majorée de 10 m.

La hauteur des obstacles filiformes implantés dans la zone des mille premiers mètres d'une trouée est majorée de 20 m. Cette majoration de 20 m est toutefois réduite à 10 m pour les lignes caténaïres, que la visibilité de la voie ferrée permet de mieux localiser. Au-delà de ces mille premiers mètres de même que sur les zones couvertes par les parties des surfaces latérales associées aux trouées, la hauteur des obstacles filiformes est majorée de 10 m.



La visibilité réduite des obstacles minces et filiformes n'est toutefois pas prise en compte lorsqu'un tel obstacle est défilé par un obstacle massif. Il en est ainsi lorsque cet obstacle mince ou filiforme est situé en dessous de la surface enveloppe inclinée à 15 % et tangente aux limites supérieures de l'obstacle massif en position dominante.

Lorsque plusieurs obstacles minces ne sont horizontalement séparés que d'une distance inférieure aux deux tiers de la hauteur du plus bas de ceux-ci, leur ensemble peut être considéré comme un obstacle massif et la visibilité réduite de chacun d'entre eux n'a pas lieu d'être prise en compte.

S'agissant enfin des antennes réceptrices de radiodiffusion ou de télévision installées au sommet de constructions elles-mêmes situées à proximité d'un aérodrome, elles peuvent être exonérées de l'application de la marge attachée aux obstacles minces sous réserve expresse qu'elles remplissent l'ensemble des conditions suivantes :

- la hauteur des antennes au-dessus de la couverture de la construction, dans la partie située pour chacune d'elles au-dessous de l'antenne, est inférieure ou égale à 4 m ;
- les mâts supports d'antenne ne sont pas haubanés ;
- défini et calculé dans les conditions fixées par la norme de l'union technique de l'électricité relative à l'installation d'antennes de radiodiffusion sonore ou visuelle, le coefficient de sécurité des divers éléments de l'installation est au plus égal à 4.

## ANNEXE IV

### OBSTACLES MOBILES

Les règles relatives aux servitudes aéronautiques de dégagement ci-après ne s'appliquent qu'aux obstacles situés hors aérodromes. Les aéronefs et véhicules de service ou d'entretien se déplaçant sur la plate-forme sont en effet supposés, pour les premiers, avoir été pris en compte lors de la conception de l'aire de mouvement, pour les seconds, être soumis dans leurs évolutions aux consignes du commandant d'aérodrome.

Distinction est faite parmi les obstacles mobiles extérieurs à l'aérodrome entre ceux dits :

- non canalisés, dont les itinéraires ne sont pas prédéterminés et dont la présence doit être gérée par le responsable de l'exploitation de l'aérodrome ;
- canalisés, dans la plupart des cas, soit sur une voie ferrée, soit sur une voie navigable, soit sur une voie routière.

Chacune des voies sur lesquelles se déplacent des obstacles canalisés est considérée comme constituant un obstacle fixe massif dont la hauteur est celle du gabarit qui lui est attaché.

Il est ainsi rappelé que :

- le gabarit routier à préserver est imposé par :
  - le code de la voirie routière (art. R. 131-1 pour les routes départementales et R. 141-2 pour les voies communales) ;
  - la circulaire Equipement-Logement du 17 octobre 1986 pour les routes nationales ;
- le gabarit d'une voie navigable est fixé par la circulaire Equipement n° 76-38 du 1<sup>er</sup> mars 1976, modifiée par la circulaire n° 95-86 en date du 6 novembre 1995 ;
- le gabarit est de 4,80 m au-dessus de la voie, pour les voies ferrées non électrifiées ; lorsque la voie est électrifiée, la ligne caténaire entre dans la catégorie des obstacles faisant l'objet de l'annexe 4.

Le gabarit s'appliquant à chaque type de voie est majoré de 2 m sur les tronçons couverts par une trouée.

Une distance minimale est en outre à respecter pour les voies routières entre le bord intérieur de la trouée d'atterrissage et le bord intérieur de cette voie. Mesurée parallèlement à l'axe de la piste, cette distance minimale est de 300 m pour les pistes de chiffre de code 3 ou 4 et de 150 m pour celles de chiffre de code 1 ou 2.

Dans le cas où la voie routière est en contrebas de l'extrémité d'une piste de chiffre de code 3 ou 4 exploitée à vue, la distance en mètres peut être réduite à  $d = 900/(p + 3)$ ,  $p$  étant la valeur absolue en pourcentage de la pente moyenne du terrain naturel, mesurée dans le prolongement de l'axe de la piste, entre l'extrémité de celle-ci et le bord de la chaussée.

La distance  $d$  calculée à l'aide de la formule ci-dessus ne doit toutefois jamais être inférieure à 150 m.

Pour les pistes accueillant des avions à turboréacteurs et les voies se trouvant en deçà des distances minimales indiquées dans le tableau ci-dessous, des dispositions sont prises pour protéger les usagers de ces voies contre les effets du souffle des réacteurs.

LETRE DE CODE DE LA PISTE	DISTANCE MINIMALE
A	100 m
B	200 m

LETTRÉ DE CODE DE LA PISTE	DISTANCE MINIMALE
C	300 m
D	500 m
E	650 m
F	650 m

## ANNEXE V

SERVITUDES AÉRONAUTIQUES DE DÉGAGEMENT  
APPLICABLES AUX AIDES VISUELLES

D'une manière générale, les aides visuelles installées sur ou à proximité d'un aérodrome ne doivent être ni perturbées – notamment par des feux non aéronautiques – ni masquées.

C'est ainsi que le phare de l'aérodrome, dont l'implantation a été choisie de manière à assurer sa visibilité pour les pilotes, ne doit pas, être masqué par aucun nouvel obstacle à l'intérieur d'un cône de révolution à axe vertical dont le sommet coïncide avec le centre optique du feu et dont la génératrice, dirigée vers le haut, fait avec l'horizontale un angle de 1° (pente de 1,75 %). Ce cône est limité par une circonférence de 2 km de rayon.

Afin de protéger la visibilité des aides visuelles qui, comme le phare d'aérodrome, peuvent être implantées de manière non imposée par la configuration de l'aérodrome cet emplacement sera précisé dans les documents mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Les spécifications données ci-après pour le balisage d'approche et pour les indicateurs visuels de pente concernent par contre des aides visuelles dont l'implantation est dictée par la configuration de l'aérodrome. Il n'y en a pas moins lieu, si leur mise en œuvre est projetée, de les faire figurer dans les documents mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

## 1. Balisage d'approche des aérodromes destinés aux avions

Le plan des feux du dispositif d'approche est une surface rectangulaire symétrique par rapport à l'axe du dispositif lumineux d'approche et passant par les centres optiques de feux. D'une largeur de 120 m, elle s'étend longitudinalement depuis le seuil jusqu'à 60 m au-delà de l'autre extrémité du dispositif. Ce plan peut être incliné par rapport au sol, sa pente maximale étant alors de 0,035.

A l'exception des dispositifs électroniques d'aides à l'atterrissage, aucun objet plus élevé que le plan des feux ne sera toléré à l'intérieur de ce plan.

Toutes les voies routières ou ferrées sont considérées comme des obstacles atteignant la hauteur spécifiée dans l'annexe V.

2. Indicateurs visuels de pente d'approche  
des aérodromes destinés aux avions

Le calage des unités lumineuses et la distance de la barre PAPI par rapport au seuil sont calculés de façon à garantir une marge de franchissement d'obstacle suffisante au-dessus de tous les obstacles situés dans une aire de protection et une marge de franchissement du seuil suffisante pour tous les types d'avion appelés à fréquenter l'aérodrome.

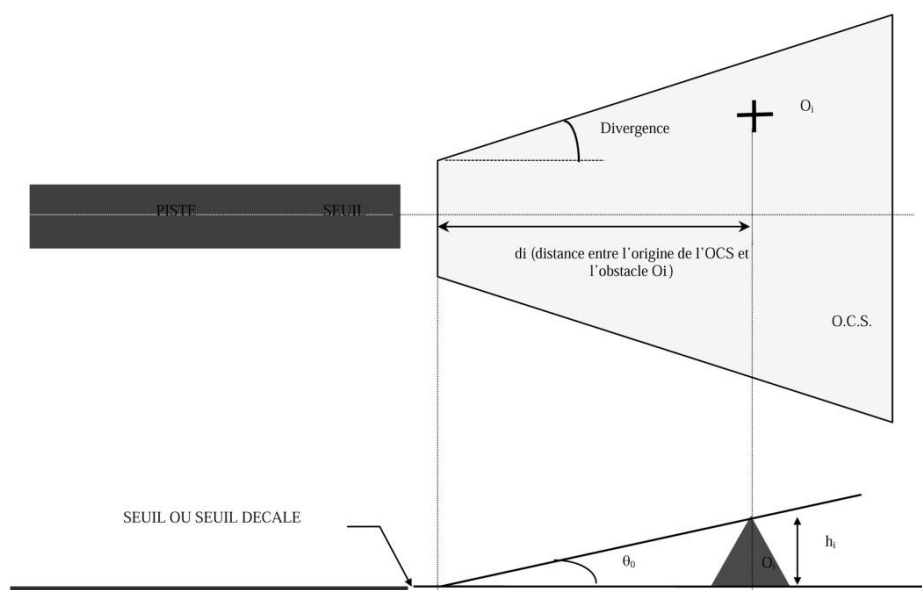
L'aire de protection est appelée OCS (Obstacle Clearance Surface) ou surface dégagée d'obstacle. Différentes selon les conditions d'utilisation de la piste, les caractéristiques de l'OCS sont rassemblées dans le tableau ci-après.

Chiffre de code de la piste	Piste exploitée à vue					Piste exploitée aux instruments	
	Approche à vue de jour			Approche à vue de nuit		Approche classique et Approche de précision	
	1	2	3 et 4	1 et 2	3 et 4	1 et 2	3 et 4
largeur à l'origine	60 m	80 m	150 m	150 m	300 m	150 m	300 m
distance au seuil	30 m	60 m	60 m	60 m	60 m	60 m	60 m
divergence	10 %	10 %	10 %	15 %	15 %	15 %	15 %
longueur totale	7500 m	7500 m	15000 m	7500 m	15000 m	7500 m	15000 m

## Caractéristiques de l'OCS

L'inclinaison de la surface de protection est déterminée par la hauteur et la position de l'obstacle le plus pénalisant repéré dans l'OCS comme indiqué par la figure ci-après.





Si  $d_i$  est la distance, mesurée en projection orthogonale sur l'axe de piste, séparant l'obstacle  $O_i$  du bord intérieur de la surface et  $h_i$  sa hauteur par rapport au seuil, l'angle d'inclinaison  $\theta_0$  de la surface de protection est déterminé par la relation :

$$\operatorname{tg} \theta_0 = \operatorname{Max} \left( \frac{h_i}{d_i} \right)$$

L'angle d'inclinaison  $\theta_0$  de l'OCS détermine également le calage angulaire du dispositif PAPI. En effet, le calage angulaire  $A$  de l'élément lumineux du PAPI signalant la partie la plus basse de la pente de guidage de l'approche suit la relation :  $A = \theta_0 + 0,57^\circ$ .

## ANNEXE VI

### SURFACES UTILISÉES POUR LES SERVITUDES AÉRONAUTIQUES DE DÉGAGEMENT LIÉES AUX INSTALLATIONS MÉTÉOROLOGIQUES ASSOCIÉES AUX AÉRODROMES

L'implantation sur un aérodrome de la ou des stations d'observation, du parc aux instruments ainsi que de certains équipements en dehors de ce parc est choisie, dans toute la mesure du possible, de façon que leurs conditions de dégagement soient satisfaites.

Les surfaces utilisées pour les servitudes aéronautiques de dégagement protégeant le parc aux instruments sont constituées par les plans de pente 1/3 s'appuyant sur les côtés du périmètre du parc. Elles sont limitées à une distance de 300 m mesurée horizontalement au-delà de chacun de ses côtés.

La surface utilisée pour les servitudes aéronautiques de dégagement protégeant les appareils au sol de mesure du vent est un cône d'axe vertical, dont le sommet se trouve au pied du pylône anémométrique et dont les génératrices font avec l'horizontale un angle de  $6^\circ$  (pente de 10 %). Cette surface est limitée par son intersection avec le cylindre de même axe vertical et de 300 m de rayon.

Cette exclusion d'obstacles ne s'applique pas à ceux de hauteur inférieure à 3 m, ni à ceux qui sont vus sous une largeur angulaire inférieure à  $10^\circ$  pourvu qu'ils ne dépassent pas une hauteur de 5,50 m. Enfin dès lors que les capteurs seront situés à une distance minimale de 15 fois la largeur d'un obstacle mince, celui-ci sera toléré quelle que soit sa hauteur.

Aucun obstacle ne doit en principe exister dans un rayon de 100 m autour d'une zone de lâcher pour les mesures en altitude. Au-delà, la surface de dégagement est un cône à axe vertical dont le sommet est au point central et dont les génératrices font avec l'horizontale un angle de  $10^\circ$  (pente de 17,5 %). Cette surface est limitée par son intersection avec le cylindre de même axe vertical et de 300 m de rayon.

Pour les mesures d'insolation et de rayonnement solaire direct, le capteur doit pouvoir suivre la course du soleil sans obstacle interposé au-delà de  $3^\circ$  au dessus de l'horizon. Les mesures de rayonnement global nécessitent que la voûte céleste soit dégagée à partir de  $3^\circ$  au-dessus de l'horizon.

Les surfaces utilisées pour les servitudes aéronautiques de dégagement sont des secteurs de cônes à axe vertical commun dont les génératrices font avec l'horizontale des angles différents suivant les quadrants correspondant aux secteurs de lever et de coucher du soleil.



La délimitation de ces quadrants est effectuée à l'aide de graphiques fournis par les directions régionales de Météo France, permettant d'obtenir la hauteur du soleil à chaque heure des différents jours de l'année en tenant compte de la latitude du point d'observation.

## ANNEXE VII

### BALISAGE DES OBSTACLES

Le balisage des obstacles a pour objectif de signaler la présence d'un danger. Il ne supprime pas le danger lui-même.

La nécessité du balisage dépend, entre autres facteurs, de la façon dont se présentent les obstacles pour le pilote. Ainsi, la présence d'obstacles non balisés à côté d'obstacles balisés peut-elle être plus dangereuse que l'absence totale de balisage.

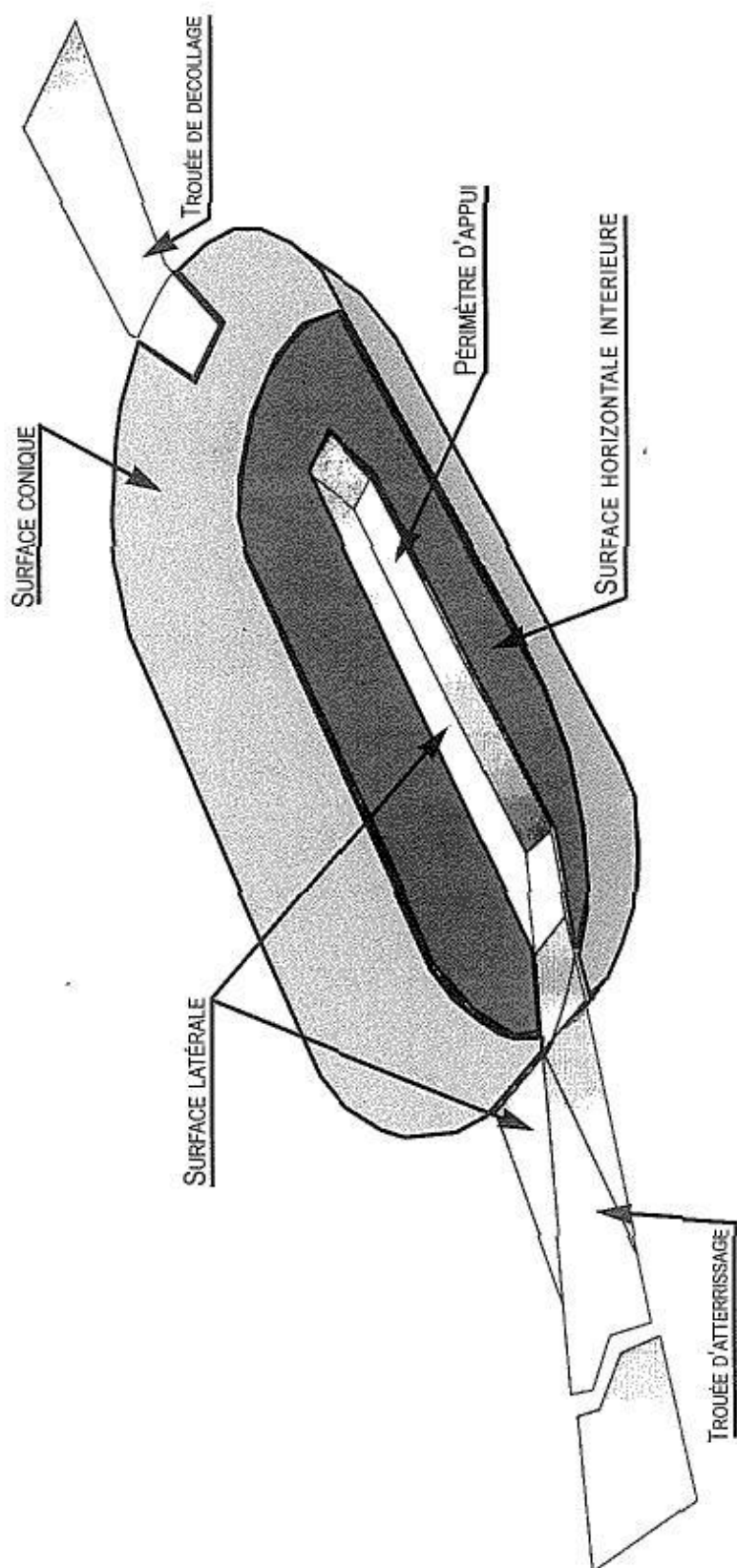
La détermination des obstacles à baliser de jour, de nuit, ou de jour et de nuit, doit, pour ces raisons, faire, dans chaque cas, l'objet d'une étude particulière.

Sous cette réserve fondamentale, l'outil généralement utilisé pour cette étude à l'intérieur des zones couvertes pour les surfaces utilisées pour les servitudes aéronautiques de dégagement d'un aéroport est constitué par des surfaces dites de balisage, parallèles aux surfaces précitées.

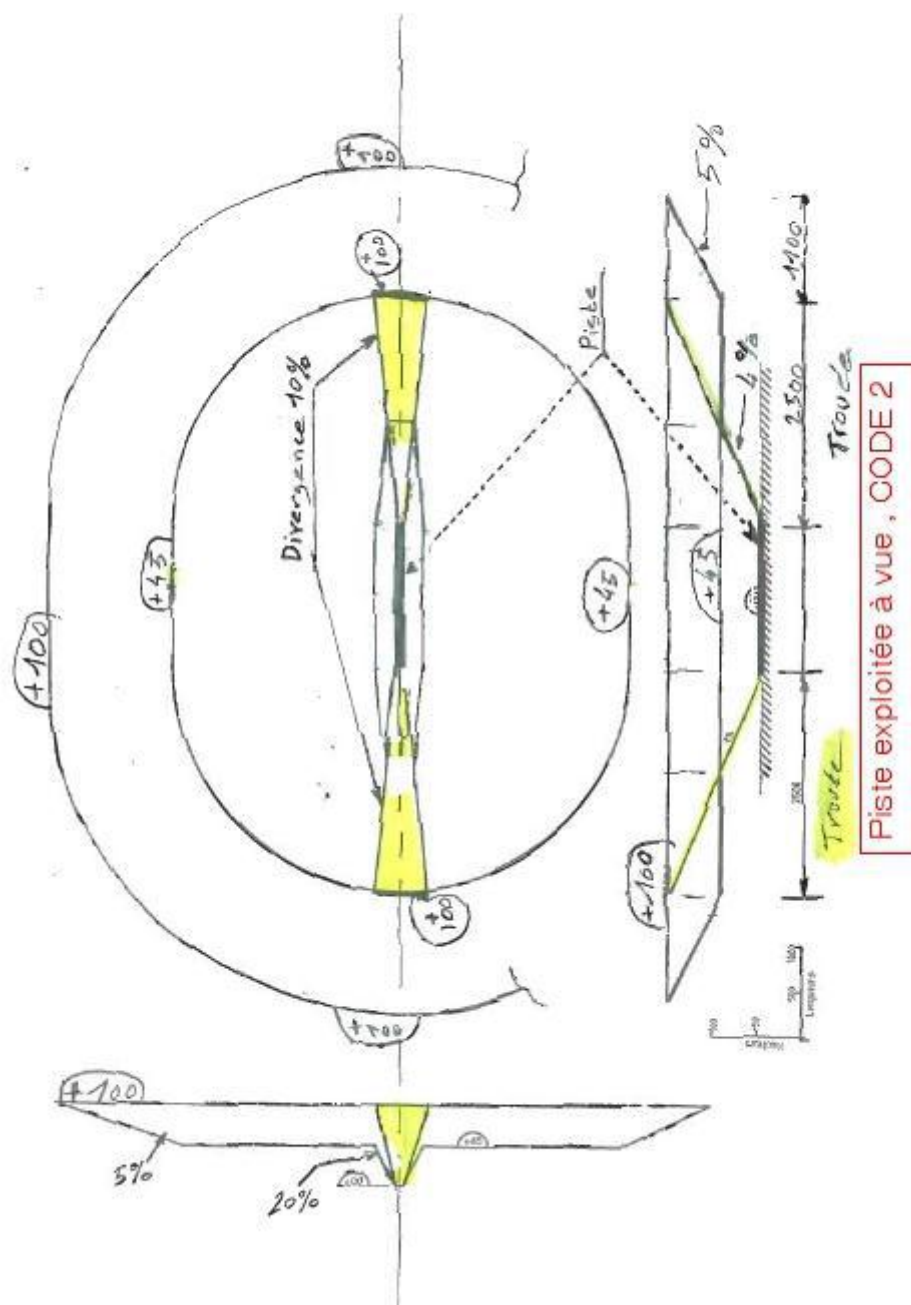
S'agissant d'abord des obstacles massifs et des obstacles minces, ces derniers étant pris alors en compte pour leur hauteur réelle, les surfaces de balisage à considérer sont situées 10 m en dessous des différentes surfaces utilisées pour les servitudes aéronautiques de dégagement et limitées chacune par le plan horizontal ayant pour altitude celle du point le plus bas de la ligne d'appui correspondante.

S'agissant maintenant des obstacles filiformes (également pris ici pour leur hauteur réelle), les surfaces de balisage à considérer sont situées 20 m en dessous des différentes surfaces utilisées pour les servitudes aéronautiques de dégagement et limitées chacune par le plan horizontal ayant pour altitude celle du point le plus bas de la ligne d'appui correspondante.

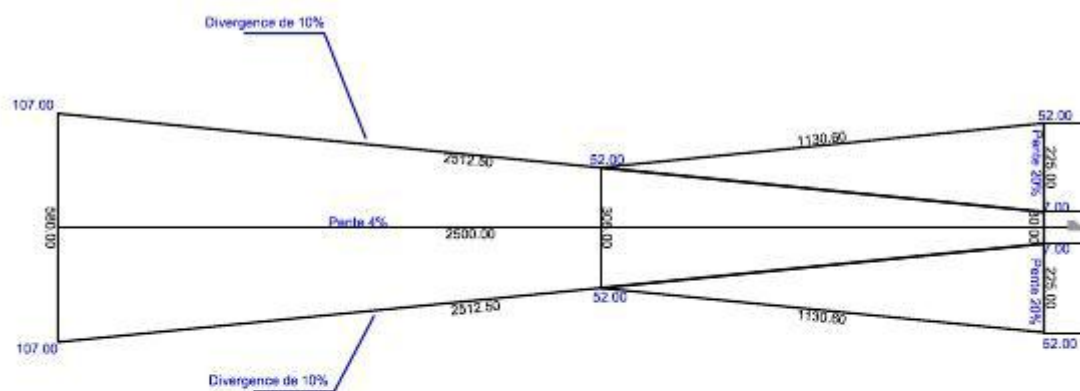
Lorsqu'un tronçon d'obstacle filiforme devant être balisé est situé dans une trouée d'aéroport, la partie à baliser comprendra, outre ce tronçon, deux tronçons adjacents de 50 m de longueur au moins. En outre, dans le cas où deux tronçons distants de plus de 100 m seraient à baliser, chacun des deux tronçons adjacents intermédiaires à baliser sera prolongé suivant le cas jusqu'à leur rencontre ou jusqu'au support le plus proche.



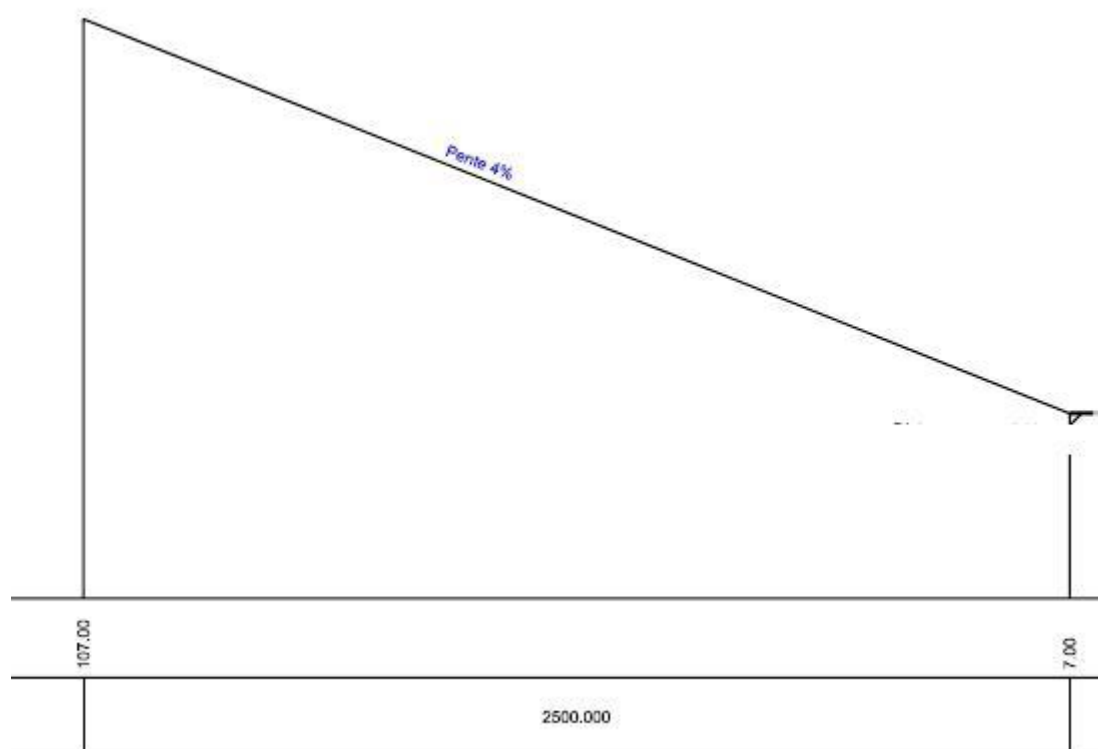
## RACTERISTIQUES DES SERVITUDES DES PISTES AVIONS







Sur cet exemple la référence altimétrique est de 7 m.



## 2e | Libre passage et extraction en bordure des cours d'eau

Tout aménagement, construction, ouvrage, installation, sur le domaine public fluvial doit faire l'objet d'une autorisation d'occupation temporaire.

Nul ne peut, sans disposer d'un titre l'y habilitant, occuper une dépendance du domaine public d'une personne publique ou l'utiliser dans des limites dépassant le droit d'usage qui appartient à tous (Article L2122-1 du Code général de la propriété des personnes publiques).

Ces aménagements doivent prendre soin de conserver la ripisylve des berges afin de limiter le phénomène d'érosion, d'inondation et garantir un certain filtrage des matières.

### ► Code général de la propriété des personnes publiques Article L2131-2

Les propriétaires riverains d'un cours d'eau ou d'un lac domanial ne peuvent planter d'arbres ni se clore par haies ou autrement qu'à une distance de 3,25 mètres. Leurs propriétés sont grevées sur chaque rive de cette dernière servitude de 3,25 mètres, dite servitude de marchepied.

Tout propriétaire, locataire, fermier ou titulaire d'un droit réel, riverain d'un cours d'eau ou d'un lac domanial est tenu de laisser les terrains grevés de cette servitude de marchepied à l'usage du gestionnaire de ce cours d'eau ou de ce lac, des pêcheurs et des piétons.

La responsabilité civile des riverains visés au deuxième alinéa ne peut être engagée au titre des dommages causés ou subis à l'occasion du passage des pêcheurs ou des piétons qu'en raison de leurs actes fautifs.

Les propriétaires riverains des cours d'eau domaniaux sont tenus, dans l'intérêt du service de la navigation et partout où il existe un chemin de halage ou d'exploitation, de laisser le long des bords desdits cours d'eau domaniaux, ainsi que sur les îles où il en est besoin, un espace de 7,80 mètres de largeur. La servitude dont est ainsi grevée leur propriété est dite servitude de halage.

Ils ne peuvent planter d'arbres ni se clore par haies ou autrement qu'à une distance de 9,75 mètres sur les bords où il existe un chemin de halage ou d'exploitation.

Le long des canaux de navigation, les pêcheurs et les piétons peuvent user du chemin de halage et de la portion de berge faisant partie du domaine public, dans la mesure où le permet l'exploitation de la navigation.

Sur décision de l'autorité administrative, le droit visé à l'alinéa précédent peut exceptionnellement être supprimé soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour des raisons de sécurité lorsque les berges sont incluses dans des établissements industriels.

Lorsqu'un cours d'eau est déjà grevé de la servitude prévue au IV de l'article L. 211-7 du code de l'environnement, cette dernière servitude est maintenue.

### ► Code général de la propriété des personnes publiques Article L2132-7

Nul ne peut, sous peine de devoir remettre les lieux en état ou, à défaut, de payer les frais de la remise en état d'office par l'autorité administrative compétente :

1° Jeter dans le lit des rivières et canaux domaniaux ou sur leurs bords des matières insalubres ou des objets quelconques ni rien qui puisse embarrasser le lit des cours d'eau ou canaux ou y provoquer des atterrissements ;

2° Y planter des pieux ;

3° Y mettre rouir des chanvres ;

4° Modifier le cours desdits rivières ou canaux par tranchées ou par quelque moyen que ce soit ;

5° Y extraire des matériaux ;

6° Extraire à moins de 11,70 mètres de la limite desdites rivières ou des bords desdits canaux, des terres, sables et autres matériaux.

Le contrevenant est également passible d'une amende de 150 à 12 000 euros.

## 2f | Immeubles du ministère de la défense

Cantonement de SAL 2000 m<sup>2</sup>

Terrain de la crique cochon 3500 m<sup>2</sup>

Dépôt de carburant (aérodrome)-convention d'occupation Conseil Général

## 2g | La réglementation archéologique préventive

► La loi du 17/01/2001, modifiée le 01/08/2003 et le 9/08/2004 (intégrée au Code du Patrimoine du 20/02/2004)

Elle régit l'archéologie préventive, qui produit actuellement environ 80 % des connaissances archéologiques concernant le territoire français.

Le principe qui régit l'archéologie préventive est que l'Etat (Préfet-DRAC-SRA) décide, par ses prescriptions, de l'opportunité de réaliser des recherches archéologiques, qui ont pour but la détection, la conservation et la sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique, susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement. Elle a également pour objet l'interprétation et la diffusion des résultats obtenus.

Elle s'appuie sur la loi d'archéologie préventive de 2001, modifiée en 2003 et 2004, sur la loi de 1941 (archéologie) et de manière marginale sur la loi de 1913 (Monuments historiques), toutes intégrées dans le Code du Patrimoine (20 février 2004).

### Les documents permettant la saisine du SRA

La loi du 17 janvier 2001 et l'article 1<sup>er</sup> du décret 2002-89, permettent au Service Régional de l'Archéologie (SRA) de la DRAC de recevoir automatiquement, pour avis, les autorisations de lotir, ZAC et de tous dossiers soumis à étude d'impact, pour lesquels le SRA est saisi régulièrement sur toute la Guyane par la DEAL, la DAAF, l'ONF.

L'objectif premier de cette démarche est d'intégrer les procédures archéologiques le plus en amont possible dans les opérations d'aménagement, afin d'éviter les retards préjudiciables à la bonne réalisation de ces projets. Il s'agit notamment d'éviter les "mauvaises surprises" liées à la découverte tardive de contraintes archéologiques.

Le SRA peut ainsi émettre des prescriptions sur les autorisations de démolir, les autorisations de construire et les autorisations d'installations ou de travaux divers, afin de préserver le patrimoine archéologique enfoui de sites remarquables connus.

Il s'agit généralement de prescriptions de diagnostic. Pour chaque opération de diagnostic, un rapport est remis à l'aménageur et au SRA, qui juge bon, après avis de la Commission nationale de la recherche archéologique (CNRA), de la suite à donner; dans certains cas, des fouilles sont prescrites, avant aménagement et destruction des vestiges archéologiques.

### Les PLU, SCOT, CU, Cartes communales...

Les éléments archéologiques portés à la connaissance sur les PLU, SCOT, cartes communales et les réponses aux CU, réalisés régulièrement par le SRA sont à considérer comme des "documents d'alerte patrimonial"; en effet, il s'agit d'attirer, en amont, l'attention de tout aménageur, élu, concepteur...sur les contraintes archéologiques liées à tel projet situé sur un terrain précis, pour pouvoir penser puis réaliser une opération d'aménagement compatible avec la préservation du patrimoine archéologique.

### Les sites archéologiques inscrits ou classés "Monuments historiques" ou en abords de monuments historiques

L'instruction des dossiers d'urbanisme ou des travaux à effectuer s'effectue soit à la Conservation régionale des monuments historiques (CRMH), soit dans le service départemental d'architecture et du patrimoine (SDAP), qui ont des avis à émettre et qui jugent de l'opportunité de consulter le SRA, si les destructions (permis de démolir) ou constructions (PC, déclarations préalables...) peuvent avoir des implications pour la conservation du patrimoine archéologique, enfoui ou en élévation.

### Le mobilier archéologique

La loi, qui maintient le principe du partage à parts égales entre Etat et propriétaire du terrain, de la propriété du mobilier archéologique issu des opérations d'archéologie préventive, a introduit une disposition propice à l'enrichissement des collections publiques. En effet, si à l'issue d'un délai d'un an à compter de la réception du rapport de fouilles, le propriétaire n'a pas exprimé une intention contraire, il est réputé avoir renoncé à la propriété des vestiges qui lui étaient échus. La propriété des vestiges est alors transférée à titre gratuit à l'Etat. Ce dernier peut ensuite transférer à titre gratuit la propriété de ces vestiges à la commune où ils ont été découverts, si la commune le demande et s'engage à en assurer la bonne conservation.

L'Etat conserve son droit de revendication, dans le cas où le propriétaire n'a pas renoncé à son droit de propriété.



### Les découvertes fortuites

La loi de 1941 régit les découvertes fortuites. Toute personne trouvant, par hasard, du mobilier (objets en céramique, bois, fer...) pouvant intéresser l'archéologie doit le déclarer le plus vite aux autorités municipales et/ou au SRA sous peine de poursuites pénales.

#### ► Analyse des lois de janvier 2001 et août 2003

##### La loi de janvier 2001: principales mesures

L'archéologie préventive est devenue légalement une composante à part entière de la recherche archéologique, avec la création d'un établissement public à caractère administratif, l'INRAP (Institut national de recherches archéologiques préventives), qui succède à l'AFAN. Cet institut est placé sous tutelle des ministères de la Culture et de la Recherche.

L'Etat (SRA) édicte les prescriptions archéologiques (motivées), désigne le responsable d'opération, contrôle les opérations de terrain, et de post-fouille (rapports de diagnostics et de fouilles, en particulier, qui doivent répondre à certaines normes scientifiques et pratiques), récupère les archives de fouilles et le mobilier archéologique pour dépôt dans des collections publiques.

Les archéologues de l'EPA (INRAP) exécutent les diagnostics et fouilles sous le contrôle scientifique des services de l'Etat et rendent rapport, archives de fouilles et mobilier au SRA.

La loi instaure de plus une redevance pour les diagnostics et une redevance de fouilles, pour les aménagements pour lesquels le SRA avait émis une prescription.

La loi prévoit aussi la création de zonages archéologiques, documents d'alerte destinés à éviter les dégâts possibles occasionnés par de futurs aménagements.

NB : En Guyane, aucun zonage n'a été proposé à la signature du préfet ; le SRA préfère travailler en collaboration avec le SDAP et la CRMH pour ce qui concerne les autorisations d'urbanisme des centres historiques de Cayenne et Saint-Laurent-du-Maroni.

##### La loi d'août 2003

La loi du 1<sup>er</sup> août 2003, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2003, alors que tous les décrets d'application ne sont pas encore parus, conserve l'architecture générale de la loi de 2001, mais apporte des modifications substantielles sur certains points.

Cette loi introduit une concurrence pour les opérations de fouilles, qui pourront être effectuées soit par l'INRAP, soit par un service de collectivité agréé, soit par un opérateur privé agréé. L'aménageur devient maître d'ouvrage pour les opérations de fouilles.

Une redevance générale (mutualisante) pour les diagnostics est perçue mais a été modifiée le 9 août 2004; un fonds de péréquation alimenté par un prélèvement de 30 % sur la redevance devrait permettre aux aménageurs les plus impécunieux de bénéficier de subventions pour les fouilles (après passage des dossiers devant une commission), et ainsi d'assurer les moyens nécessaires aux objectifs scientifiques de toutes les opérations prescrites.

Seuls l'INRAP et les services archéologiques de collectivités agréés peuvent assurer les opérations de diagnostic.

NB : En Guyane, aucun service départemental d'archéologie n'existe.

Les fouilles sont financées par l'aménageur au coût réel ; c'est-à-dire que le SRA établira son cahier des charges technique et scientifique, document qui sera envoyé à l'aménageur qui pourra choisir entre les différents opérateurs.

La désignation du responsable scientifique de la fouille reste du ressort du SRA.

D'autre part, la DRAC (SRA) sera "liquidateur" d'une partie de la redevance d'archéologie préventive (dossiers à étude d'impact en application du code de l'environnement, dossiers d'urbanisme en saisine directe, dégrèvements...). La liquidation des redevances pour les autres types de dossiers sera normalement assurée par la DDE.

#### ► Aspects techniques et financiers

##### La prescription de diagnostic archéologique

Le SRA est amené à émettre des prescriptions de diagnostic archéologique.

Afin d'éviter les blocages de travaux d'aménagements, il est nécessaire de prendre le problème archéologique le plus en amont possible, au niveau du dépôt du permis, voire lors de la phase de gestation du projet (choix de son emplacement, notamment), lorsque cela est faisable.

Ainsi, dès réception de cette prescription vous devrez prendre contact avec le SRA, afin de mettre sur pied une opération de diagnostic archéologique. Ce diagnostic ou étude d'impact archéologique, a pour but de déterminer la présence et/ou l'importance de vestiges archéologiques sur le terrain concerné.

Le code pénal, sous les articles 322-1 et 2, prévoit des incriminations spécifiques sanctionnant les atteintes au patrimoine archéologique (actuellement jusqu'à 5 ans d'emprisonnement et environ 75 000 € d'amende -).

Le coût du diagnostic est pris en charge par la redevance d'archéologie préventive instaurée par la loi de 2001.

A l'issue de ce diagnostic, trois cas de figure peuvent se présenter :

- le terrain concerné ne recèle aucun site menacé, malgré sa localisation dans une zone sensible; après la réception du rapport de sondages négatifs, l'affaire est close.
- le terrain concerné ne recèle que des vestiges mal conservés, déjà remaniés, jugés peu importants par le SRA ; après la réception du rapport de sondages, l'affaire est close.
- un site archéologique est repéré grâce aux sondages (cf. infra); sa taille et son importance scientifique sont déterminées.

Deux options se présentent alors :

- soit la partie de l'emprise recelant les vestiges est exclue de l'aménagement,
- soit lorsqu'ils ne présentent pas la nécessité d'une conservation en place (quasiment tous les sites en Guyane), une fouille de sauvetage doit être réalisée avant tout aménagement. Cette fouille est à la charge de l'aménageur.

#### La prescription de fouille

Le diagnostic a également pour objectif le chiffrage des moyens nécessaires à la fouille ; un cahier des charges scientifique et technique est établi par le service de l'archéologie et est remis à l'aménageur. Il sert de base à l'établissement d'un devis. En Guyane l'INRAP est le seul opérateur archéologique agréé.

Après la signature d'une convention entre l'aménageur et l'INRAP, une autorisation est délivrée par le SRA à l'aménageur et la fouille dirigée par un archéologue compétent et autorisé par le SRA, peut alors avoir lieu.

#### La redevance d'archéologie préventive

Un entrepreneur public ou privé qui prévoit de faire des travaux de construction touchant le sous-sol, et soumis à autorisation ou à déclaration préalable, doit verser une redevance d'archéologie préventive (RAP) destinée à financer les fouilles archéologiques. Le versement de cette redevance et son calcul dépendent de la nature du projet de construction.

La redevance d'archéologie préventive doit être versée, qu'il y ait fouille ou non, pour les travaux ou aménagements affectant le sous-sol :

- soumis à autorisation ou déclaration préalable, qui créent plus de 5 m<sup>2</sup> de surface de plancher ou d'emprise au sol
- ou donnant lieu à une étude d'impact (carrières par exemple).

Sont exonérés du paiement de la redevance :

- les travaux concernant les logements locatifs construits ou améliorés avec le concours financier de l'État,
- les travaux agricoles et forestiers.

Attention : pour les permis de construire déposés depuis le 1er janvier 2013, la construction d'une maison individuelle réalisée par une personne physique (particulier construisant pour lui-même par exemple) n'est plus exonérée.

Calcul de la redevance

La RAP est calculée, selon la nature des travaux :

- par le préfet du département, la direction départementale des territoires (DDT ou DDTM) ou par le maire dans le cas des travaux soumis à autorisation ou déclaration préalable,
- par le préfet de région ou la direction régionale des affaires culturelles (Drac) pour les autres travaux.

Pour les projets soumis à autorisation (permis de construire ou d'aménager...) ou déclaration, le taux de la redevance correspond à 0,40 % de la valeur forfaitaire de l'ensemble immobilier, qui est actualisée chaque année.

Taux de la redevance d'archéologie préventive par m <sup>2</sup>		
	2014	
Projet soumis à autorisation ou déclaration	712€ x 0,40 % = 2,848 € hors Île-de-France	807€ x 0,40 % = 3,228 € en Île-de-France
Autre projet d'aménagement	0,54 €	0,54 €

Comme en matière de taxe d'aménagement, les particuliers peuvent bénéficier d'un abattement de 50 % applicable aux 100 premiers m<sup>2</sup> de locaux d'habitation en résidence principale.

### Décret n° 2007-266 du 27 février 2007 créant le parc national dénommé «Parc amazonien de Guyane»

NOR : DEVN0710009D

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'écologie et du développement durable et du ministre de l'outre-mer,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 331-1 à L. 331-29 et ses articles R. 331-1 à R. 331-85 ;

Vu le code du domaine de l'Etat ;

Vu le code général des propriétés des personnes publiques ;

Vu la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux, notamment son article 31 ;

Vu le décret n°95-622 du 6 mai 1995 fixant la liste des forêts et terrains à boisier ou à restaurer appartenant à l'Etat, dont la gestion et l'équipement sont confiés à l'Office national des forêts ;

Vu les pièces afférentes aux études préliminaires à la prise en considération du projet de création du parc national de Guyane, notamment l'avis des conseils municipaux des communes de Camopi, Maripasoula, Papaïchton, Régina, Saint-Élie, Saül, du conseil régional de la Guyane, du conseil général de la Guyane, de la chambre d'agriculture de la Guyane, de la chambre de commerce et d'industrie de la Guyane, du Conseil national de protection de la nature et du comité interministériel des parcs nationaux ;

Vu l'arrêté du 13 mars 2006 portant prise en considération du projet de création du parc national de Guyane ;

Vu l'arrêté du 11 août 2006 du préfet de la Guyane prescrivant l'ouverture d'une enquête préalable à la création du parc national de Guyane et le dossier de l'enquête publique ;

Vu le rapport et les conclusions de la commission d'enquête du 23 novembre 2006 ;

Vu l'avis du préfet de la Guyane du 30 novembre 2006 ;

Vu l'avis du Conseil national de protection de la nature en date du 15 juin 2006 ;

Vu l'avis du comité interministériel des parcs nationaux en date du 15 janvier 2007 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

#### TITRE Ier CRÉATION ET DÉLIMITATION

##### Article 1

Il est créé, dans le département de la Guyane, un parc national dénommé « Parc amazonien de Guyane ».

Le cœur du parc, constitué d'espaces appartenant au territoire des communes de Camopi, Maripasoula, Papaïchton, Saint-Élie et Saül, et les parties du territoire des communes de Camopi, Maripasoula, Papaïchton et Saül qui ont vocation à constituer l'aire d'adhésion de ce parc sont délimités sur la carte au 1/500 000 annexée au présent décret (1).

Le cœur du parc national ne comporte pas d'espaces urbanisés au sens de l'article L. 331-4 du code de l'environnement.

#### TITRE II RÈGLES GÉNÉRALES DE PROTECTION DANS LE COEUR DU PARC

##### Article 2

Les dispositions du présent titre définissent, en application du 1° de l'article L. 331-2 du code de l'environnement et conformément aux articles L. 331-4 à L. 331-5, L. 331-15 à L. 331-15-6, R. 331-18 à R. 331-21 et R. 331-52, les règles générales de protection applicables dans le cœur du Parc amazonien de Guyane.

Les modalités d'application de ces règles sont précisées par la charte du parc.

#### Chapitre Ier Dispositions générales

##### Section I Règles relatives à la protection du milieu naturel

##### Article 3

Il est interdit :

1° D'introduire à l'intérieur du cœur du parc national des animaux ou des végétaux, quel que soit leur stade de développement ;

2° De porter atteinte, de quelque manière que ce soit, aux animaux non domestiques, aux roches, aux minéraux ou aux fossiles ;

3° De porter atteinte, de quelque manière que ce soit, aux végétaux non cultivés du cœur du parc national quel que soit leur stade de développement, sauf pour construire des carbets, ouvrir des layons ou des clairières ou faire du feu dans les secteurs délimités à cette fin par la charte du parc ;

4° De détenir ou transporter, de quelque manière que ce soit, des animaux non domestiques, des végétaux non cultivés, ou des parties de ceux-ci, quel que soit leur stade de développement, des roches, minéraux ou fossiles en provenance du cœur du parc national ;

5° D'emporter en dehors du cœur du parc national, de mettre en vente, vendre ou acheter des animaux non domestiques, des végétaux non cultivés, ou les parties de ceux-ci, quel que soit leur stade de développement, des roches, des minéraux ou des fossiles en provenance du cœur du parc national ;

6° De collecter des spécimens ;

7° De faire, par quelque procédé que ce soit, des inscriptions, signes ou dessins sur les pierres, les arbres ou tout bien meuble ou immeuble ;

8° D'allumer du feu en dehors des immeubles à usage d'habitation ;

9° De déposer, abandonner ou jeter, en un lieu public ou privé, à l'exception des emplacements désignés à cet effet, des ordures, déchets, matériaux ou tout autre objet de quelque nature que ce soit, même si ce dépôt, cet abandon ou ce jet a été réalisé par la personne ayant la jouissance du lieu ou avec son autorisation.

Il peut être dérogé aux interdictions édictées aux 1° à 6° avec l'autorisation du directeur de l'établissement public, donnée après avis du conseil scientifique.



Il peut également être dérogé à l'interdiction édictée par le 7° pour les besoins de la signalisation en forêt avec l'autorisation du directeur de l'établissement public du parc et à celle édictée par le 8° dans les conditions définies par la charte du parc.

#### Article 4

Les mesures destinées à assurer la protection d'espèces animales ou végétales sont prises par le directeur de l'établissement public du parc après avis du conseil scientifique, et après avis du comité de vie locale lorsque la conservation de ces espèces s'avère nécessaire à la subsistance des communautés d'habitants ou au maintien de leurs modes de vie traditionnels.

#### Article 5

L'éradication des espèces animales ou végétales envahissantes, ou, à défaut, leur contrôle est décidé par le directeur de l'établissement public du parc et mise en oeuvre selon les modalités recommandées par le conseil scientifique.

L'élimination de certains animaux non domestiques peut être organisée par le directeur de l'établissement public du parc lorsqu'ils menacent la sécurité des personnes ou lorsqu'ils causent au milieu naturel, aux cultures ou aux habitations des dégâts importants.

### Section II Règles relatives aux travaux

#### Article 6

I. - Peuvent être autorisés par le directeur de l'établissement public, après avis du conseil scientifique et du comité de vie locale, en application des articles L. 331-4 et L. 331-15-2 du code de l'environnement :

- 1° Les travaux, constructions et installations nécessaires à la réalisation par l'établissement public du parc de ses missions ;
- 2° Les travaux, constructions et installations d'intérêt général pour lesquels des contraintes techniques ou topographiques rendent techniquement ou financièrement inacceptable une autre localisation ;
- 3° Les travaux, constructions et installations nécessaires à la sécurité civile ;
- 4° Les travaux, constructions et installations nécessaires à la défense nationale lorsqu'ils ne sont pas couverts par le secret de la défense nationale ;
- 5° Les travaux et installations de captage destinés à l'alimentation en eau des constructions ou installations existantes à la date de création du parc ou autorisées ;
- 6° Les travaux, constructions et installations ayant une finalité scientifique ou pédagogique ;
- 7° Les travaux, constructions et installations nécessaires à l'accueil du public ;
- 8° Les installations ou constructions légères à usage touristique ;
- 9° Les travaux ayant pour objet l'aménagement et l'entretien des espaces, sites et itinéraires destinés à la pratique des sports de nature non motorisés.

II. - Des travaux, constructions ou installations qui ne figurent pas sur la liste du I peuvent être autorisés par le conseil d'administration de l'établissement public, dans les conditions prévues par l'article R. 331-18 du code de l'environnement.

### Section III Règles relatives aux activités

#### Article 7

La recherche et l'exploitation de matériaux non concessibles sont interdites.

#### Article 8

La chasse et la pêche sont interdites.

Il peut être dérogé à cette interdiction avec l'autorisation du directeur de l'établissement public du parc au profit de missions ou d'expéditions d'une durée supérieure à quinze jours qui ne peuvent assurer leur autonomie alimentaire.

#### Article 9

Le port d'armes pouvant être utilisées pour la chasse et celui de filets, engins et instruments de pêche ainsi que leur détention dans un véhicule ou une embarcation sont interdits.

Il peut être dérogé à cette interdiction avec l'autorisation du directeur de l'établissement public du parc au profit de missions ou d'expéditions, afin de leur permettre d'effectuer des prélèvements à des fins scientifiques ou alimentaires ou d'assurer leur sécurité.

#### Article 10

Les activités agricoles, pastorales ou forestières sont soumises à autorisation du directeur de l'établissement public.

#### Article 11

Les activités commerciales, autres que celles associées au tourisme, et artisanales sont interdites.

#### Article 12

L'accès, la circulation et le stationnement des personnes, des animaux domestiques, des véhicules et des embarcations peuvent être réglementés par le directeur de l'établissement public et, le cas échéant, soumis à autorisation dans les secteurs définis à cet effet par la charte du parc.

#### Article 13

Le survol à une hauteur inférieure à trois cents mètres du sol est interdit, sauf autorisation accordée par le directeur de l'établissement public.

Les déposes en hélicoptère sont réglementées par le directeur de l'établissement public, après avis des autorités chargées de la circulation aérienne.

#### Article 14

Les prises de vue ou de son réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle sont, sans préjudice des dispositions de l'article R. 411-21 du code de l'environnement, subordonnées à l'autorisation du directeur de l'établissement public après avis du comité de vie locale, et, le cas échéant, au paiement d'une redevance.

## Article 15

Les compétitions sportives sont soumises à autorisation du directeur de l'établissement public après avis du conseil scientifique et du comité de vie locale.

## Chapitre II Dispositions particulières

### Section I Dérogations permanentes consenties pour certaines activités d'intérêt général

#### Article 16

I. - Ne sont pas applicables aux personnels de l'établissement public du parc chargés de la gestion du cœur du parc ainsi qu'aux personnes autorisées à effectuer les destructions prévues aux 4° et 5° de l'article L. 331-10 du code de l'environnement ou des opérations d'éradication et d'élimination mentionnées à l'article 5 du présent décret, dans l'exercice de leurs fonctions :

1° L'interdiction prévue par l'article 9, sans préjudice des dispositions générales régissant le port, la détention et le transport d'armes de toutes catégories ;

2° La réglementation relative à l'accès, à la circulation et au stationnement prévue à l'article 12.

II. - L'interdiction prévue par le premier alinéa de l'article 13 n'est pas applicable aux survols réalisés dans le cadre de la gestion du parc.

#### Article 17

Les unités et personnels du ministère de la défense peuvent, dans le cadre de l'exercice de leurs missions, librement :

1° Prélever et détruire des végétaux non cultivés pour construire des carbets, ouvrir des layons ou des clairières ou faire du feu, par dérogation au 3° de l'article 3 ;

2° Chasser et pêcher afin d'assurer leur subsistance lorsque leurs missions excèdent une durée de quinze jours, par dérogation à l'article 8, sans préjudice des dispositions des 5° et 6° de l'article 3 ;

3° Accéder, circuler et stationner, par dérogation à l'article 12, avec leur matériel réglementaire, par dérogation à l'article 9 ;

4° Effectuer des survols en dérogeant à l'article 13, sous réserve de tenir informé le directeur de l'établissement public des vols et, le cas échéant, des déposes en aéronef qui sont effectués, dans les meilleurs délais.

#### Article 18

I. - Les personnels chargés des secours, de police et des douanes bénéficient, dans l'exercice de leurs missions, des dérogations prévues aux 1°, 3° et 4° de l'article 17.

II. - Sans préjudice des dispositions générales régissant le port, la détention et le transport d'armes de toutes catégories, l'interdiction prévue par l'article 9 n'est pas applicable aux officiers, fonctionnaires et agents mentionnés à l'article 12 du code de procédure pénale et aux personnels actifs de la police nationale et des douanes, dans l'exercice de leurs fonctions.

### Section II Dispositions particulières aux communautés d'habitants

#### Article 19

Les communautés d'habitants visées par l'article L. 331-15-3 du code de l'environnement, situées sur le territoire des communes de Camopi, Maripasoula et Papaïchton qui tirent traditionnellement leurs moyens de subsistance de la forêt, sont identifiées par la charte du parc après avis des autorités coutumières mentionnées à l'article 28.

#### Article 20

La réglementation du cœur du parc national prend en compte les modes de vie traditionnels, notamment les pratiques culturelles, de ces communautés d'habitants.

#### Article 21

Ces communautés d'habitants ne sont pas soumises à la réglementation du parc en matière :

1° D'accès, de circulation et de stationnement des personnes, des animaux domestiques, des véhicules et des embarcations ;

2° D'activités agricoles, pour la pratique de l'agriculture itinérante sur brûlis traditionnelle ;

3° De travaux, pour la création et l'entretien de nouveaux villages à leur usage ;

4° De protection des animaux non domestiques, pour la domestication des animaux sauvages.

#### Article 22

Les droits d'usage collectifs qui sont reconnus à ces communautés d'habitants permettent librement à leurs membres de :

1° Prélever ou détruire des végétaux non cultivés afin de construire des carbets, d'ouvrir des layons ou des clairières et faire du feu aux fins de subsistance ;

2° Chasser et pêcher, sauf dans le cadre d'excursions touristiques ou d'expéditions professionnelles ;

3° Exercer une activité artisanale et, dans ce cadre, prélever des roches, minéraux, végétaux non cultivés et animaux non domestiques ;

4° Se livrer à une activité de troc et, le cas échéant, vendre ou acheter le surplus de produits de la chasse et de la pêche exclusivement à d'autres membres des communautés d'habitants, ou aux résidents du parc au sens de l'article 23, pour leur consommation.

### Section III Dispositions particulières aux résidents du parc

#### Article 23

Les personnes mentionnées au 3° de l'article L. 331-15-3 du code de l'environnement ayant leur domicile réel dans le parc bénéficient des dispositions prévues par la présente section lorsqu'elles remplissent les conditions définies par la charte du parc. Jusqu'à l'entrée en vigueur de la charte du parc, les personnes physiques ou morales ayant leur domicile réel ou leur siège sur les parties des territoires qui ont vocation à constituer l'aire d'adhésion sont considérées comme résidant dans le parc et les conditions prévues par l'alinéa précédent sont définies par le conseil d'administration du parc.

#### Article 24

Les personnes visées à l'article 23 ne sont pas soumises à la réglementation du parc en matière :

- 1° D'accès, de circulation et de stationnement des personnes, des animaux domestiques, des véhicules et des embarcations ;
- 2° D'activités agricoles pour la pratique de l'agriculture itinérante sur brûlis traditionnelle.

#### Article 25

Les personnes visées à l'article 23 peuvent, à titre occasionnel :

- 1° Prélever ou détruire des végétaux non cultivés afin de construire des carbet, d'ouvrir des layons ou des clairières et faire du feu aux fins de subsistance ;
- 2° Chasser et pêcher aux seules fins de se procurer des moyens personnels de subsistance ;
- 3° Prélever des roches, minéraux, végétaux non cultivés et animaux non domestiques pour la confection d'objets domestiques à leur usage ;
- 4° Se livrer à une activité de troc et, le cas échéant, vendre ou acheter le surplus de produits de la chasse et de la pêche exclusivement à d'autres résidents du parc au sens de l'article 23, ou aux membres des communautés d'habitants, pour leur consommation.

### TITRE III ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PARC AMAZONIEN DE GUYANE

#### Article 26

Un établissement public national à caractère administratif est créé pour assurer la gestion et l'aménagement du Parc amazonien de Guyane.

Il a son siège à Cayenne, dans le département de la Guyane.

Les forêts, bois et terrains relevant du domaine de l'Etat, situés dans le cœur du parc, sont affectés à l'établissement public du parc et gérés par celui-ci.

#### Article 27

I. - Le conseil d'administration de l'établissement public est composé :

1° De dix représentants de l'Etat :

- le directeur du service déconcentré chargé de la protection de la nature ;
- le directeur du service déconcentré chargé de la santé et des affaires sociales ;
- le directeur du service déconcentré chargé de l'agriculture et de la forêt ;
- le directeur du service déconcentré chargé de l'équipement ;
- le directeur du service déconcentré chargé de la culture ;
- un représentant du ministre chargé de la recherche ;
- le directeur du service déconcentré chargé de l'industrie ;
- un représentant du ministre de la défense ;
- le directeur du service déconcentré chargé du tourisme ;
- un représentant du ministre de l'outre-mer.

2° De représentants des collectivités territoriales et des autorités coutumières :

- le président du conseil régional et un conseiller régional désigné par son assemblée ;
- le président du conseil général et un conseiller général désigné par son assemblée ;
- le président de l'association des maires du département de la Guyane ;
- les présidents des communautés de communes concernées ;
- les cinq maires des communes concernées ;
- cinq représentants des autorités coutumières, désignés dans les conditions prévues à l'article 28.

3° De seize personnalités :

- a) Le président du conseil scientifique de l'établissement public du parc ;
- b) Le président du comité de vie locale de l'établissement public du parc ;
- c) Onze personnalités à compétence locale :
  - trois personnes représentant respectivement la chambre d'agriculture, la chambre des métiers et la chambre de commerce et d'industrie de Guyane ;
  - deux représentants d'associations de protection de l'environnement, nommés sur proposition du préfet de la Guyane ;
  - deux personnalités compétentes dans le domaine du tourisme, nommées sur proposition du préfet de la Guyane ;
  - deux représentants d'associations oeuvrant pour les questions économiques, sociales et culturelles du cœur du parc, nommés sur proposition du préfet de la Guyane ;
  - une personnalité compétente dans le domaine du patrimoine matériel et immatériel, nommée sur proposition du préfet de la Guyane ;
  - un représentant d'associations de chasseurs, nommé sur proposition du préfet de la Guyane ;
- d) Trois personnalités à compétence nationale ou représentant des organismes à compétence nationale :
  - deux personnalités désignées par le ministre chargé de la protection de la nature ;
  - un représentant de l'Office national des forêts.

4° D'un représentant du personnel, élu avec son suppléant par le personnel de l'établissement public du parc sur une liste présentée par les organisations syndicales habilitées à désigner des représentants au comité technique paritaire de l'établissement.

II. - Les membres mentionnés aux 1° et 2° du I peuvent se faire suppléer par un membre du service ou de l'organisme auquel ils appartiennent ou un élu de la même assemblée délibérante, à l'exception des représentants des autorités coutumières, qui peuvent se faire représenter par un autre membre de la communauté du territoire concerné.

Les membres mentionnés au 3° peuvent donner mandat à un autre membre du conseil d'administration.

#### Article 28

I. - Les représentants des autorités coutumières mentionnées à l'article L. 331-15-4 du code de l'environnement comprennent :

- 1° Sur le territoire de la commune de Papaïchton, un représentant de l'autorité coutumière du centre-bourg et des hameaux ;
- 2° Sur le territoire de la commune de Maripasoula :
  - un représentant de l'autorité coutumière du centre-bourg ;
  - un représentant de l'autorité coutumière des hameaux du haut Maroni ;



3° Sur le territoire de la commune de Camopi :

- un représentant de l'autorité coutumière des hameaux du moyen Oyapock, des hameaux situés sur les rives de la rivière Camopi et du centre-bourg ;
- un représentant de l'autorité coutumière des hameaux du haut Oyapock et des hameaux de Trois-Sauts.

II. - Les représentants des autorités coutumières sont désignés par le Gran Man concerné ou, à défaut, par l'assemblée des capitaines et chefs de famille du territoire, réunie par le maire de la commune concernée.

#### Article 29

Le comité de vie locale exerce les attributions du conseil économique, social et culturel mentionné à l'article R. 331-37 du code de l'environnement.

Il peut déléguer à certains de ses membres compétence pour rendre des avis, notamment lorsque ceux-ci concernent les centres-bourgs et hameaux mentionnés au I de l'article 28.

#### Article 30

Le directeur de l'établissement public du parc rend compte à chaque réunion du conseil d'administration des autorisations qu'il a accordées au titre des articles 3, 6, 8, 9, 10, 12, 13, 14 et 15 depuis la réunion précédente.

### TITRE IV DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

#### Article 31

L'article R. 331-85 du code de l'environnement est complété par un alinéa ainsi rédigé : « 8° Décret no 2007-266 du 27 février 2007 créant le Parc amazonien de Guyane. »

#### Article 32

Jusqu'à l'entrée en vigueur du décret d'approbation de la charte du parc, les travaux ou activités ayant pour objet ou pour effet de modifier l'état ou l'aspect du cœur du parc sont soumis à l'autorisation du directeur de l'établissement public, après avis du conseil scientifique, dans les conditions définies par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration est informé des autorisations accordées dans les conditions prévues par l'article 30.

#### Article 33

Jusqu'au dépôt de la marque collective spécifique prévue au 5° de l'article L. 331-29 du code de l'environnement, toute utilisation à des fins commerciales ou publicitaires d'une dénomination comportant les mots : « Parc amazonien de Guyane », « parc national » ou « parc de Guyane » ou toute autre dénomination susceptible d'évoquer le Parc amazonien de Guyane est, y compris à l'intérieur du parc, subordonnée à l'autorisation du directeur de l'établissement public du parc.

Le conseil d'administration est informé des autorisations accordées dans les conditions prévues par l'article 30.

#### Article 34

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, la ministre de l'écologie et du développement durable et le ministre de l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 27 février 2007.

Dominique de Villepin

Par le Premier ministre :

La ministre de l'écologie et du développement durable, Nelly Olin

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, Thierry Breton

Le ministre de l'outre-mer, François Baroin

(1) La carte peut être consultée au ministère de l'écologie et du développement durable, direction de la nature et des paysages, à Paris, à la préfecture de la Guyane, à Cayenne, ainsi qu'à la mairie de chacune des communes visées à l'article 1er du présent décret.

Source : DIREN Guyane et Mission Parc, ONF  
 Réalisation : DIREN Guyane, Cellule SIG, S.LINARES - 02 mars 2007.  
 Décret n° 2007-266 du 27 février 2007.

50

### 3 | AUTRES CONTRAINTES

#### 3a | Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

DEAL de Guyane

Propositions de mise à jour des ZNIEFF de Guyane pour la période 2009-2012



Type: 1

## Monts Belvédère de Saül

n° régional: 00390001

n° national: 030120044

### Résumé des modifications proposées

☐ Création ☐ Désinscription ☐ Type ☐ Dénomination ☒ Contour ☒ Compléments d'informations

#### Descriptif des modifications:

La ZNIEFF des Monts Belvédère de Saül (type I) se situe à 25 kilomètres au nord-ouest du bourg de Saül. Elle s'inscrit au sein de la vaste ZNIEFF de type II de la région de Saül et couvre une zone de massif forestier de haute altitude. Cette ZNIEFF globalement méconnue avant cette phase de modernisation a fait l'objet d'une mission pluridisciplinaire d'inventaires en décembre 2012. Ces inventaires ont pu mettre en avant une forte richesse spécifique et la présence d'espèces remarquables (déterminantes ZNIEFF, endémiques régionales, classées en Liste Rouge des espèces menacées, protégées et/ou rares en Guyane) du fait de la présence d'habitats particuliers comme les cambrouses, les forêts basses sur cuirasses latéritiques ou les forêts sub-montagnardes.

#### Sources cartographiques:

Le secteur nord-est de la ZNIEFF des monts Belvédère de Saül épouse désormais la limite de la zone cœur de parc du PAG. Les contours ont été ajustés sur la base du scan 50 IGN.

Se reporter aux pages suivantes de l'atlas cartographique :

Zonages ZNIEFF 2003 / Modernisation des ZNIEFF de Guyane- Carte 19

### Localisation

#### Relations type I/II

2 - Saül

#### Communes

Maripasoula  
Saül

#### Superficie

11765,78 ha

#### Altitude(s)

De 142m à 753m

### Commentaire général

La ZNIEFF des Monts Belvédère de Saül (type I) se situe à 25 kilomètres au nord-ouest du bourg. Elle s'inscrit au sein de la vaste ZNIEFF de type II de la Région de "Saül".

Ce massif de reliefs élevés alimente, au nord-est, le bassin de la Mana et, à l'ouest, celui du Petit Inini.

Les monts Belvédère font partie de l'ensemble géomorphologique de roches volcano-sédimentaires et intrusives basiques du Protérozoïque inférieur dénommé Chaîne Inini-Camopi, où sont situés les sommets les plus élevés de Guyane. Les monts Belvédère culminent à 750 mètres.

Les habitats présents sur ce secteur sont essentiellement des forêts drainées de basse et de moyenne altitude. Des forêts alluviales, des forêts basses sur cuirasse, des forêts à caractère submontagnard et des cambrouses y sont également répandues.

Les forêts hautes de moyenne altitude sont dominées par des Mimosoideae, Burseraceae et Vochysiaceae. Ces forêts se situent sur un paysage « tout en pente » qui est dominé par des modèles massifs au dénivelé supérieur à 100 mètres. Ces habitats se caractérisent comme les habitats des paysages multi-concaves par la dominance des faciès à Burseraceae, Mimosoideae et la moindre fréquence des faciès à Caesalpinioideae. Cette régression laisse place à d'autres familles dont la place est significativement plus importante sur les reliefs : les Vochysiaceae (plus particulièrement *Vochysia tomentosa*), les Malvaceae (notamment *Sterculia pruriens* et *S. speciosa*) et les Annonaceae (plus particulièrement *Crematosperma brevipes*). Cet habitat est significativement favorable à plusieurs autres taxons donnant des arbres de grandes tailles: le chawari (*Caryocar glabrum*), le samaati (*Chimarrhis microcarpa*), le yayamadou kwatae (*Virola kwatae*) et yayamadou-montagne (*V. micheli*).

Les forêts de moyenne altitude et forêts submontagnardes (> 500 m) sont marquées par la forte présence de Mimosoideae et Lauraceae. Le seuil des 500 mètres marque une modification significative de la composition des formations forestières tant dans le sous-bois que dans la canopée avec une augmentation significative de l'abondance des Mimosoideae (principalement *Inga* spp.) et une baisse franche de la densité des Burseraceae. Les Urticaceae (*Pourouma minor* étant l'espèce la plus présente sur l'ensemble du site) pionnières ont quant à elles tendance à être plus abondantes à haute altitude du fait d'une canopée moins haute (< 30 m) et plus ouverte. Les palmiers de sous-bois déjà peu abondants dans l'étage inférieur sont ici quasi-absents. Dans le sous-bois, les Marantaceae peu présentes entre 200 et 500 m réapparaissent. A noter la découverte d'une petite population d'*Ossaea coerctiflora*, espèce de Melastomataceae intégralement protégée. La présence de fougères arborescentes qui caractérise normalement cet habitat, n'est pas très marquée. Seuls quelques individus d'*Alsophila cuspidata* et de *Cyathea surinamensis* ont été observés.





La forêt basse sur cuirasse n'apparaît véritablement dans sa forme la plus aboutie qu'à partir des altitudes les plus élevées soit au-delà de 650 m et demeure très marquée au dessus de 700 m où elle prend un caractère de forêt submontagnarde riche en épiphytes.

Une vingtaine de plantes déterminantes sont recensées sur ce massif.

Certaines sont endémiques ou sub-endémiques de Guyane : *Tovomita gazelli* (Cuscutaceae), *Swartzia canescens* (Fabaceae), *Alouea longipetiolata* (Lauraceae), *Ossaea coarctiflora* (Melastomataceae).

Les orchidées sont particulièrement diversifiées sur ce secteur et plusieurs espèces très rares y sont détectées : *Lycaste macrophylla*, *Scaphyglottis dunstervillei*.

Au niveau de la faune, cette région éloignée et difficile d'accès conserve encore de belles populations de grands mammifères comme l'Atèle (*Ateles paniscus*), le Tapir (*Tapirus terrestris*) et le Jaguar (*Panthera onca*).

Un premier inventaire des chiroptères a permis de mettre en évidence des espèces cavernicoles déterminantes comme *Lonchorhina inusitata*, *Pteronotus parnellii* et *Anoura geoffroyi*.

Parmi les amphibiens déterminants fréquentant la ZNIEFF, se distinguent *Pristimantis espedeus*, espèce directement liée aux forêts d'altitude, ainsi que *Atelopus spumarius*, *Pristimantis gutturalis*, *Hypsiboas dentel*, *Leptodactylus heyeri*.

Enfin l'avifaune est caractérisée par la présence d'espèces forestières rares typiques de l'intérieur de la Guyane :

*Anabate rubiginosus* (*Automolus rubiginosus*), Moucheron d'Euler (*Lathrotriccus euleri*), Troglodyte à poitrine blanche (*Henicorhina leucosticta*), Todiastre de Joséphine (*Hemitriccus josephinae*), Batare à gorge noire (*Frederickena viridis*), Batare de Cayenne (*Sakesphorus melanothorax*).

Quelques espèces caractéristiques des massifs de l'intérieur de la Guyane sont également présentes : Araponga blanc ou oiseau-cloche (*Procnias alba*), Moucheron à bavette blanche (*Contopus albobularis*).

Cette zone demeure globalement inexplorée, mais son altitude élevée nous laisse supposer que ses milieux et son intérêt biologique sont du même type que ceux du mont Galba.

Le massif des monts Belvédère représente très certainement une des zones refuges de flore et de faune forestières datant du Pliocène, reconnues en Guyane comme d'anciens centres de spéciation, fruits d'une longue évolution qui a permis le développement d'un taux d'endémisme et d'une biodiversité remarquables. Il s'agit d'un facteur prépondérant du potentiel de richesse floristique et faunistique du site.

Cette ZNIEFF bénéficie désormais de la protection du Parc Amazonien de Guyane.

#### Bilan des connaissances

Mammifères: Faible	Reptiles: Faible	Ptéridophytes: Faible	Champignons: Nul
Oiseaux: Faible	Insectes: Nul	Bryophytes: Nul	Algues: Nul
Amphibiens: Faible	Phanérogames: Moyen	Lichens: Nul	Habitats: Faible
Poissons: Nul			

#### Critères de délimitation

La délimitation est basée sur les critères suivants :

- Formations végétales, étages de végétation
- Répartition des espèces (faune, flore)
- Répartition et agencement des habitats

La ZNIEFF encadrant les monts Belvédère de Saül est délimitée de la manière suivante :

W, N et E : Au Nord, à l'Est et à l'Ouest, la ZNIEFF suit la délimitation de la zone de cœur du Parc Amazonien de Guyane entre les points A et B.

S : Au Sud, la limite suit la courbe de niveau des 350m entre les points B et A.

Coordonnées des points mentionnés (WGS84, UTM 22 nord):

A (226939m; 407456m) - B (231278m; 408908m)

#### Compléments descriptifs

##### Typologie des milieux

Cambrouses de Guyane  
Criques en sous-bois de forêt dense de basse altitude  
Criques en sous-bois de forêt dense de moyenne altitude  
Forêts denses de terre ferme de moyenne altitude  
Forêts denses et basses sur cuirasses latéritiques de moyenne altitude, 10 - 15 m de hauteur  
Forêts denses et hautes de terre ferme de basse altitude

##### Géomorphologie

Affleurement rocheux  
Montagne  
Plateau



Forêts denses sempervirentes humides de basse altitude de Guyane < 500 m  
 Forêts des torrents et des vallons encaissés  
 Forêts plus ou moins denses et basses de terre ferme de basse altitude  
 Forêts submontagnardes et forêts de nuages  
 Rochers humides de sous-bois de la forêt dense

**Statuts de propriété**

Domaine de l'état  
 Indéterminé

**Mesures de protection**

Protections réglementaires nationales  
 Parc national, zone cœur  
 Parc national, aire d'adhésion

**Facteurs d'évolution****Critères d'intérêt**

Autres intérêts de la zone  
 Géomorphologique  
 Paysager  
 Scientifique  
 Intérêts fonctionnels  
 Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales  
 Intérêts patrimoniaux  
 Mammifères  
 Floristique  
 Oiseaux  
 Reptiles  
 Amphibiens  
 Faunistique  
 Ecologique

**Sources de données**

Bibliographie: Barrioz S., 2012 - Inventaire pluridisciplinaire de la ZNIEFF "Mont Belvédère de Saül" - association Kwata / DEAL Guyane  
 Bibliographie: Blanc M. & Cochard A., 2012 - Inventaire pluridisciplinaire de la ZNIEFF "Mont Belvédère de Saül" - DEAL Guyane  
 Bibliographie: Brunaux O., 2012 - Inventaire pluridisciplinaire de la ZNIEFF "Mont Belvédère de Saül" - Sylvitude ONF / DEAL Guyane  
 Bibliographie: Claessens O., 2012 - Inventaire pluridisciplinaire de la ZNIEFF "Mont Belvédère de Saül" - DEAL Guyane  
 Bibliographie: DIREN Guyane, 1992 - Fiche Znieff antérieure de 1992  
 Bibliographie: DIREN Guyane, 1997 - Fichier ZNIEFF/ Faune informatisé.  
 Bibliographie: GASC J.P., SARTHOU C., GARROUSTE R., VILLIERS J.-F., CREMERS G. & THOLLAY J.-M., 1998 - Inselbergs et savanes-roches en Guyane : biodiversité et conservation des milieux associés aux affleurements granitiques. In : M. FLEURY & O. PONCY Ed. "Conserver, gérer la biodiversité, quelle stratégie pour la Guyane", JATBA, Revue d'Ethnobiologie, vol.  
 Bibliographie: GRANVILLE J.-J. de, 1974 - A propos des zones botaniquement intéressantes en Guyane à protéger en priorité. Multiq. ORSTOM, Cayenne : 3 p., 1 carte.  
 Bibliographie: MORI S.A., CREMERS G., GRACIE C., GRANVILLE J.J. de, HOFF M., MITCHELL J.D., 1997 - Flora of central French Guiana: A manual of the vascular plant families of a lowland moist forest in northeastern South America. Part I: Gymnosperms, pteridophytes, and monocotyledons. New York: Botanical Garden.  
 Bibliographie: MORI S.A., GRACIE C. & MITCHELL J.-D., 1998 - Ecotourisme et protection du patrimoine naturel dans le centre de la Guyane française. In : M. FLEURY & O. PONCY Ed. "Conserver, gérer la biodiversité, quelle stratégie pour la Guyane", JATBA, Revue d'Ethnobiologie, vol. 40 (1-2) : 299-310.  
 Bibliographie: Ravet M., 2012 - Inventaire pluridisciplinaire de la ZNIEFF "Mont Belvédère de Saül" - DEAL Guyane  
 Bibliographie: Tribot J. & Cobiqo M., 2012 - Inventaire pluridisciplinaire de la ZNIEFF "Mont Belvédère de Saül" - Sylvitude ONF / DEAL Guyane  
 Collection: Base AUBLET2, Herbar de Guyane, AMAP, IRD, mai 2013  
 Collection: Données association Kwata - 2010  
 Informateur: Barrioz Sébastien - Association Kwata  
 Informateur: BLANC Michel  
 Informateur: CLAESSENS Olivier  
 Informateur: Michel Blanc  
 Informateur: Tribot Jérémie & Cobiqo Maxime

**Listes d'espèces au 01/10/2014**

Type: **1****Pic Matécho et Monts La Fumée**

n° régional: 00390002

n° national: 030120047

**Résumé des modifications proposées**
☐ Création ☐ Désinscription ☐ Type ☐ Dénomination ☒ Contour ☐ Compléments d'informations
**Descriptif des modifications:**

Cette ZNIEFF a fait l'objet d'une mise à jour de ses listes d'espèces, notamment au regard des listes d'espèces déterminantes de la modernisation.

Elle présente notamment la 3e station de Guyane du très rare *Astrocarum minus*.

**Sources cartographiques:**

Les contours ont été ajustés sur la base du scan 50 IGN.

*Se reporter aux pages suivantes de l'atlas cartographique :*

*Zonages ZNIEFF 2003 / Modernisation des ZNIEFF de Guyane - Carte 19*

*Zonages ZNIEFF 2003 / Modernisation des ZNIEFF de Guyane - Carte 20*

**Localisation****Relations type I/II**

2 - Saül

**Communes**

Régina  
Saint-Élie  
Saül

**Superficie**

66565,82 ha

**Altitude(s)**

De 112m à 550m

**Commentaire général**

La ZNIEFF du "Pic Matécho et Monts La Fumée" (type I) est située au nord-est du village de Saül. Elle s'inscrit au sein de la vaste ZNIEFF de type II de la Région de "Saül".

Ce massif, culminant à 550 mètres avec l'inselberg du pic Matécho, alimente quelques grands affluents de l'Approuague : crique Grand Carapana, crique Arataï et crique Couy.

Cette ZNIEFF contraste avec les hauts reliefs de la Chaîne Inini-Camopi, en se localisant sur un massif granitique, correspondant à la haute vallée de l'Approuague. Celle-ci se présente par un modelé typique fait d'une succession de collines en demi-orange, réparties selon une maille assez lâche marquée par le réseau hydrographique. Ces collines de basse altitude sont principalement constituées par les monts La Fumée. Dans cet ensemble, le pic Matécho s'individualise par son relief plus élevé et accidenté.

La diversité des biotopes que présente le secteur, avec l'inselberg du pic Matécho et sa savane-roche, associés à la grande forêt des monts La Fumée, sont à l'origine d'une importante biodiversité. La grande paroi verticale du pic Matécho est un élément paysager et biologique majeur, unique aux environs de Saül.

La ZNIEFF s'inscrit dans un axe floristique majeur pour le département de la Guyane (chaîne Inini-Camopi), avec notamment plusieurs plantes endémiques ou rares. Plus d'une centaine d'espèces végétales déterminantes sont connues de la zone : *Peperomia maguirei* (Piperaceae), *Endlicheria punctulata* (Lauraceae), *Stelestylis surinamensis* (Orobanchaceae), *Smilax riedeliana* (Smilacaceae), *Ouratea saülensis* (Ochnaceae), *Dilkea vanessae* (Passifloraceae), *Vantanea ovicarpa* (Humiriaceae), *Allophylus robustus* (Sapindaceae), *Oroton longiradiatus* (Euphorbiaceae), *Lindsaea cultriformis* (Lindsaeaceae).

Le secteur a fait l'objet de prospections botaniques poussées et de nombreuses espèces nouvelles pour la science ont été découvertes lors de ces inventaires : *Rhodostemonodaphne leptodactyla* (Lauraceae), *Smilax saülensis* (Smilacaceae), *Protium inodorum* (Burseraceae).

Parmi les plantes extrêmement rares, citons *Elaphandra moriana*, une Asteraceae uniquement connue au monde de cet inselberg et de celui de la Trinité. *Couepia rankiniae* (Chrysobalanaceae) n'a été récoltée que sur le pic Matécho et, au Brésil, près de Manaus.

L'orchidée *Pelexia delicatula* n'est mondialement connue que de cette ZNIEFF (Saut Maïs et pic Matécho).

Les peuplements faunistiques caractéristiques des milieux d'inselbergs sont ici particulièrement bien représentés : Moucherolle hironnelle (*Hirundinea ferruginea*), Faucon orangé (*Falco deiroleucus*), Tangara à galons rouges (*Tachyphonus phoenicius*).

La zone concernée abrite également de nombreuses espèces déterminantes rares : Tersine hironnelle (*Tersina viridis*), Moucherolle d'Euler (*Lathrotriccus euleri*), Moucherolle à bavette blanche (*Contopus albogularis*), Organiste doré





(Euphonia cyanocephala), Bécarde du Surinam (Pachyramphus surinamus), Ibijau à longue queue (Nyctibius aethereus).

Les autres groupes de vertébrés n'ont pas fait l'objet de prospections poussées mais il faut signaler que la grande faune est encore très bien représentée dans ce secteur éloigné et difficile d'accès.

Il faut enfin souligner l'existence d'un petit lac d'altitude dans le secteur du pic Matécho, présentant notamment un grand intérêt paléocologique.

Cette ZNIEFF est désormais incluse dans la zone de libre adhésion du Parc Amazonien de Guyane.

### Bilan des connaissances

Mammifères: Faible	Reptiles: Nul	Ptéridophytes: Moyen	Champignons: Faible
Oiseaux: Moyen	Insectes: Faible	Bryophytes: Moyen	Algues: Nul
Amphibiens: Faible	Phanérogames: Bon	Lichens: Nul	Habitats: Moyen
Poissons: Nul			

### Critères de délimitation

La délimitation est basée sur les critères suivants :

- Contraintes du milieu physique
- Formations végétales, étages de végétation
- Répartition des espèces (faune, flore)
- Répartition et agencement des habitats

La ZNIEFF est limitée de la manière suivante :

N: La limite nord suit la rive gauche de la crique Dagobert depuis sa confluence avec la crique Deux Branches, confluence avec la crique Deux Branches, jusqu'au point A, source de la crique Dagobert. Après le passage du talweg menant au point B, elle emprunte le talweg d'une crique sans nom menant au point C. La limite franchit le col pour rejoindre la crique Petit Karapana jusqu'au point D. Elle suit sa rive droite jusqu'à sa confluence avec la crique Grand Karapana.

E: La limite remonte la rive gauche de la crique Grand Karapa jusqu'au point E puis remonte un talweg pour rejoindre la source de la crique Mayota (point F). Elle longe la rive droite de cette dernière, rejoint la rive droite de la crique Arataye jusqu'à sa confluence avec un affluent sans nom au point G. Elle remonte la rive gauche de ce dernier jusqu'à sa source au point H. La délimitation passe le talweg pour rejoindre la crique Couy au point I. Elle remonte cette dernière jusqu'au point J, passe le talweg au sud-est pour rejoindre un affluent de la crique Blanche au point K. Elle suit la rive droite de cet affluent jusqu'à rejoindre la crique Blanche puis remonte celle-ci jusqu'à sa source au point L. Elle passe le talweg pour rejoindre la source d'un affluent de la crique Calebasse (point M) et descend ce dernier jusqu'à la crique Calebasse au lieu dit Carbet Mais. Elle longe alors la rive gauche de la crique Calebasse jusqu'au Carbet Mitan (point N).

S: La limite sud emprunte le talweg entre le Carbet Mitan (point N) et la crique Cariacou (point O) puis un autre talweg sur l'autre rive pour rejoindre la source d'un affluent de la crique Nouvelle France (point P). Elle longe la rive droite de cet affluent jusqu'à rejoindre la crique Nouvelle France au point Q. Elle remonte un affluent sans nom jusqu'au point R et rejoint la crique Cochon, emprunte un talweg passant par le point S et rejoint le sentier de l'aéroport au point T.

W: Elle suit ensuite les sentiers pour rejoindre la piste de Bélizon, (elle exclut les zones d'habitats diffus et agricoles au niveau du bourg de Saül) jusqu'au lieu-dit Bamboula (point U) et rejoint la source de la crique Deux Branches (point V). Elle longe la rive droite de la crique Deux Branches jusqu'à sa confluence avec la crique Dagobert.

Coordonnées des points mentionnés (WGS84, UTM 22 Nord):

A (257964m; 431078m) - B (258720m; 431631m) - C (259907m; 431768m) - D (260917m; 431813m) - E (267430m; 423068m) - F (268506m; 422626m) - G (262088m; 421355m) - H (276972m; 410715m) - I (277114m; 409914m) - J (273071m; 408443m) - K (273792m; 407535m) - L (271488m; 405398m) - M (270989m; 405293m) - N (263084R 398715m) - O (261752R 399396m) - P (260612R 399383m) - Q (258494R 399103m) - R (256320m; 401109m) - S (255836m; 401308m) - T (255449m; 401181m) - U (257313m; 422670m) - V (256946m; 423249m)

### Compléments descriptifs

#### Typologie des milieux

Berges rocheuses herbacées tropicales  
Berges tropicales herbacées  
Cours et abords des maisons  
Criques en sous-bois de forêt dense de basse altitude  
Criques en sous-bois de forêt dense de moyenne altitude  
Cultures extensives ou traditionnelles  
Eaux douces (eaux dormantes, lacs, étangs et mares)

#### Géomorphologie

Affleurement rocheux  
Colline  
Crête  
Eboulement  
Escarpe, versant pentu  
Falaise continentale  
Montagne



Falaises continentales et rochers exposés	Rivière, fleuve
Forêts à Euterpe oleracea (Pinotières)	Sommet
Forêts denses de terre ferme de moyenne altitude	Talweg
Forêts denses et hautes de terre ferme de basse altitude	Vallée
Forêts denses sempervirentes humides de basse altitude de Guyane < 500 m	Vallon
Forêts hygrophiles et méso-hygrophiles secondaires ou dégradées de Guyane	Versant de faible pente
Forêts inondables de bas-fonds de basse altitude	
Forêts inondables et forêts sur flats	
Forêts marécageuses de moyenne altitude	
Forêts marécageuses, marécages boisés et forêts sur sols hydromorphes de Guyane	
Forêts plus ou moins denses et basses de terre ferme de basse altitude	
Forêts ripicoles	
Forêts ripicoles des berges concaves, instables et à érosion forte	
Forêts submontagnardes à mousses 700 - 850 m	
Forêts tropicales de montagne de Guyane	
Fourrés isolés des savanes-roches, 1 à 5 m de hauteur	
Friches et brousses	
Jardins urbains à Hibiscus rosa-sinensis	
Lisières des savanes-roches	
Rochers sous forêts de basse altitude	
Sauts et seuils rocheux de rivière - rapides	
Savanes-roches	
Terrains en friches et terrains vagues	
Zones rudérales et terrains vagues	

## Statuts de propriété

Domaine de l'état  
Propriété privée (personne physique)

## Mesures de protection

Protections réglementaires nationales  
Parc national, aire d'adhésion

## Facteurs d'évolution

Pratiques liées aux loisirs  
Sports et loisirs de plein-air (possible)  
Chasse (avéré)

## Critères d'intérêt

### Autres intérêts de la zone

Géomorphologique  
Paysager  
Scientifique

### Intérêts fonctionnels

Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales

### Intérêts patrimoniaux

Floristique  
Ecologique  
Mammifères  
Oiseaux  
Amphibiens  
Faunistique

## Sources de données

Bibliographie: AUBLET2, 2001 - AUBLET2, février 2001.  
Bibliographie: AUBLET2, 2001 - AUBLET2, juillet 2001.

Type: **1**

## Mont Galbao

n° régional: 00390003

n° national: 030120048

### Résumé des modifications proposées

☐ Création ☐ Désinscription ☐ Type ☐ Dénomination ☒ Contour ☒ Compléments d'informations

#### Descriptif des modifications:

Nous proposons de retravailler les délimitations afin d'apporter plus de cohérence écologique à la délimitation de cette ZNIEFF. Le zonage s'étend désormais sur le sommet de ce relief en fer à cheval pour mettre en évidence l'intérêt écologique de la forêt sommitale avec des espèces comme *Procnias alba*, *Picus rubiginosus*, *Oyathea marginalis* et *Oyathea imrayana*. Enfin, les données d'un inventaire herpétologique mené en mars 2013 ont été intégrées afin d'actualiser la liste des espèces.

#### Sources cartographiques:

La délimitation se base sur la courbe de niveau des 350m (scan50 IGN, 2011) afin de mettre en évidence les forêts sommitales qui caractérisent ce relief.

Se reporter aux pages suivantes de l'atlas cartographique :

Zonages ZNIEFF 2003 / Modernisation des ZNIEFF de Guyane - Carte 19

### Localisation

#### Relations type I/II

2 - Saül

#### Communes

Saül

#### Superficie

4408,39 ha

#### Altitude(s)

De 350m à 730m

### Commentaire général

La ZNIEFF du Mont Galbao (type I) est située à 10 kilomètres au sud-ouest de Saül. Elle s'inscrit au sein de la vaste ZNIEFF de type II de la Région de "Saül".

Ce massif, culminant à plus de 700 mètres, forme un fer à cheval de 6 kilomètres de diamètre qui s'ouvre vers le nord-ouest. Ces reliefs alimentent, au nord, le bassin de la Mana qui y prend sa source, et à l'ouest et au sud, celui du Maroni.

Le mont Galbao fait partie de l'ensemble géomorphologique de roches volcano-sédimentaires et intrusives basiques du Protérozoïque inférieur, dénommé Chaîne Inini-Camopi, où sont situés les sommets les plus élevés de Guyane.

Par son altitude, ce massif possède une belle forêt submontagnarde à nuages (particulièrement bien représentée sur les sommets nord-est du massif qui forment de larges plateaux) qui abrite des espèces caractéristiques de ce milieu, mais aussi originales de cette localité exceptionnelle pour sa richesse floristique. Plus de 60 espèces de plantes déterminantes, rares ou endémiques sont en effet connues de cette montagne, en particulier : *Aristolochia bukuti*, *Aristolochia consimilis*, *Aristolochia cremersii* (Aristolochiaceae), *Pachystachys coccinea* (Acanthaceae), *Dicranopygium pygmaeum* (Oyclanthaceae), *Inga nubium* (Fabaceae), *Clidemia saülensis*, *Leandra didemnioides* et *Miconia sastrai* (Melastomataceae), *Hillia parasitica* (Rubiaceae), *Notopleura saülensis* (Rubiaceae), *Eugenia argyrophylla* (Myrtaceae), *Piper coruscans*, *Piper glabrescens*, *Piper hirtilimum* et *Piper phytolacifolium* (Piperaceae) et pas moins de 11 espèces de Rubiaceae ! *Piresia macrophylla* (Poaceae) et *Oxalis frutescens* (Oxalidaceae) ne sont connues, en Guyane, que des monts Galbao.

Les mousses et épiphytes vasculaires y prolifèrent, dont la très rare orchidée *Lepanthes ruscifolia*.

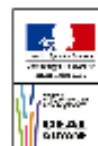
Dans le sous-bois vivent plusieurs plantes endémiques des massifs centraux de la Guyane dont *Clidemia saülensis* (Melastomataceae), *Eugenia galbaensis* (Myrtaceae) et *Notopleura microbracteata* (Rubiaceae). Deux espèces de Passifloraceae ne sont, à ce jour, connues au monde que des monts Galbao : *Dilkea granvillei* et *Passiflora saülensis*. Le sommet sud du massif se distingue par l'existence d'une crête étroite balayée par des vents assez violents et surtout par les affleurements de roche mère (gabbro) qui font se succéder, notamment sur le versant nord, falaises, surplombs et éboulis et qui hébergent une flore saxicole pouvant parfois évoquer celle des inselbergs.

La forêt de pente de basse altitude, entre 350 et 500 mètres, présente un aspect majestueux avec des fûts élevés, une flore riche et un sous-bois d'air. La flore et la végétation sont comparables à celles décrites pour les montagnes de l'Inini, malgré quelques différences dans la composition floristique de ces deux massifs.

Il faut également noter la présence de vastes cambrouses sur les versants.

D'une manière générale, la faune n'a pas été inventoriée sur ce site. Cependant, nous pouvons signaler parmi l'avifaune, la présence d'une population d'*Araponga blanc* ou oiseau-cloche (*Procnias alba*), espèce déterminante strictement associée aux forêts d'altitude. D'autres espèces liées aux massifs centraux sont présentes : Grisin à croupion roux (*Terenura callinota*) et le Pic or-olive (*Picus rubiginosus*). Enfin, le secteur s'illustre par la présence de





nombreuses espèces déterminantes : Conopophage à oreilles blanches (*Conopophaga aurita*), Grimpar à menton blanc (*Dendrocincla merula*), Faucon orangé (*Falco deiroleucus*), Harpie huppée (*Morphnus guianensis*), Gobe-moucheron guyanais (*Poliophtila guianensis*), Coracine chauve (*Perisoreus tricolor*), Sclérure à gorge rousse (*Sclerurus mexicanus*).

La grande faune y est encore bien représentée notamment la présence d'Atèle (*Ateles paniscus*), de Capucin à face blanche (*Cebus olivaceus*), de Tapir (*Tapirus terrestris*), de Pécari à lèvres blanches (*Tayassu pecari*) et de Jaguar (*Panthera onca*).

L'inventaire de chauves-souris cavernicoles au pied du mont Galbao (*Lonchorhina inusitata*, *Pteronotus parnellii*) ainsi que des données d'observation de Coq-de-roche orange (*Rupicola rupicola*) suggèrent l'existence de cavités rocheuses importantes.

Au niveau des Batraciens, présence d'une importante population de *Dendrobates tinctorius*.

Le mont Galbao représente une des zones refuges de flore et de faune forestières datant du Pléistocène, reconnues en Guyane comme d'anciens centres de spéciation, fruits d'une longue évolution qui a permis le développement d'un taux d'endémisme et d'une biodiversité remarquables. Ce facteur prépondérant de la richesse floristique et faunistique du site (nombreuses espèces végétales et animales originales, rares ou endémiques), doit être associé ici à la grande variété de microclimats et de biotopes qui peut y être rencontrée.

Cette ZNIEFF bénéficie désormais de la protection du parc Amazonien de Guyane.

## Bilan des connaissances

Mammifères: Faible	Reptiles: Nul	Ptéridophytes: Moyen	Champignons: Faible
Oiseaux: Faible	Insectes: Faible	Bryophytes: Moyen	Algues: Nul
Amphibiens: Faible	Phanérogames: Faible	Lichens: Nul	Habitats: Faible
Poissons: Nul			

## Critères de délimitation

La délimitation est basée sur les critères suivants :

- Formations végétales, étages de végétation
- Répartition des espèces (faune, flore)
- Répartition et agencement des habitats

La ZNIEFF est constituée par le sommet du Mont Galbao et délimitée par la courbe de niveau 350 m.

## Compléments descriptifs

### Typologie des milieux

Autres clairières forestières  
Cambrouses à *Guadua macrostachya* et *Lasiacis ligulata*  
Cambrouses de Guyane  
Clairières à *Borreria alata*  
Ombrières en sous-bois de forêt dense de moyenne altitude  
Forêts denses de terre ferme de moyenne altitude  
Forêts denses et basses sur cuirasses latéritiques de moyenne altitude, 10 - 15 m de hauteur  
Forêts denses et hautes de terre ferme de basse altitude  
Forêts denses sempervirentes humides de basse altitude de Guyane < 500 m  
Forêts plus ou moins denses et basses de terre ferme de basse altitude  
Forêts submontagnardes à mousses 700 - 850 m  
Forêts submontagnardes et forêts de nuages  
Rochers sous forêts de basse altitude  
Savanes-roches - formations d'inselbergs

### Statut de propriété

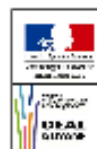
Domaine de l'état

### Géomorphologie

Affleurement rocheux  
Escarpement, versant pentu  
Falaise continentale  
Montagne  
Plateau

### Mesures de protection

Protéctions réglementaires nationales  
Parc national, zone cœur



## Facteurs d'évolution

### Pratiques liées aux loisirs

- Chasse (avéré)
- Sports et loisirs de plein-air (possible)

## Critères d'intérêt

### Autres intérêts de la zone

- Pédagogique ou autre (prédser)
- Scientifique
- Géomorphologique
- Paysager

### Intérêts fonctionnels

- Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales

### Intérêts patrimoniaux

- Faunistique
- Ecologique
- Floristique
- Mammifères
- Oiseaux
- Amphibiens
- Poissons

## Sources de données

- Bibliographie: AUBLET2, 2001 - AUBLET2, février 2001.
- Bibliographie: AUBLET2, 2001 - AUBLET2, juillet 2001.
- Bibliographie: BUCK, W.R., 2003 - Guide to the plants of central French Guiana, Part 3. Mosses. Mem. New York Botanical Garden 76 (3), New York, 167 pp.
- Bibliographie: GRADSTEIN, S.R. & A.L. ILKJUNI-BORGES., 2009 - Guide to the plants of central French Guiana, Part 4. Liverworts and Hornworts. Mem. New York Botanical Garden 76 (4), New York, 140 pp.
- Bibliographie: GRANVILLE J.-J. de, 1974 - A propos des zones botaniquement intéressantes en Guyane à protéger en priorité. Multigr. ORSTOM, Cayenne : 3 p., 1 carte.
- Bibliographie: GRANVILLE J.-J. de, 1985 - Projets de Réserves Biologiques Domaniales en Guyane. Multigr., Centre ORSTOM de Cayenne. 1 carte. : 1-2.
- Bibliographie: GRANVILLE J.-J. de, 1986 - Rapport de mission sur les Monts Galbao (Guyane française), 7 janvier au 3 février 1986. Multigr. ORSTOM, Cayenne : 20 p., 5 photos, 2 cartes.
- Bibliographie: GROUPE d'ETUDE et de PROTECTION des OISEAUX de GUYANE, 2001 - Base de données Alapi.
- Bibliographie: HOFFM., CREMERS G. & GRANVILLE J.-J. de, 1995 - Florule des inselbergs de Guyane. Multigr. Institut de Botanique, Strasbourg: 32 p.
- Bibliographie: LESCURE J., 1996 - Analyse de toutes les publications qui mentionnent les amphibiens de Guyane Française jusqu'en 1996 (non publié).
- Bibliographie: MORI, S.A., GRACIE C. & MITCHELL J.-D., 1998 - Ecotourisme et protection du patrimoine naturel dans le centre de la Guyane française. In : M. FLEURY & O. PONCY Ed. "Conserver, gérer la biodiversité, quelle stratégie pour la Guyane", JATBA, Revue d'Ethnobiologie, vol. 40 (1-2) : 299-310.
- Bibliographie: MORI, S.A. et al., 2002 - Guide to the vascular plants of central French Guiana, Part 2. Dicotyledons. Mem. New York Botanical Garden 76 (2), New York, 776 pp.
- Bibliographie: MORI, S.A. et al., 1997 - Guide to the vascular plants of central French Guiana, Part 1. Pteridophytes, Gymnosperms and Monocotyledons. Mem. New York Botanical Garden 76 (1), New York, 422 pp.
- Bibliographie: TOSTAIN O., DUJARDIN J.L., ERARD C. & THIOLLAY J. M., 1992 - Oiseaux de Guyane. Société d'études ornithologiques, Paris. Collection: Base AUBLET2, Herbar de Guyane, AMAP, IRD, mai 2013
- Collection: Base de données Alapi (GEPOG / Brucy L. & Kim A.)
- Collection: Base de données Alapi (GEPOG / Renaudier A.)
- Collection: Base de données Alapi (GEPOG / Renaudier A., Brucy L., Kim A.)
- Collection: Base de données Alapi (GEPOG / Renaudier A., Cambrezy C.)
- Collection: Base de données Alapi (GEPOG)
- Collection: Données association Kwata - 2010
- Collection: GEPOG - Base de donnée Alapi
- Informateur: Ecobios
- Informateur: Pelletier Vincent
- Informateur: Renaudier Alexandre



Type: **1**

## Roche Dachine

n° régional: 00390004

n° national: 030120002

### Résumé des modifications proposées

☐ Création ☐ Désinscription ☐ Type ☐ Dénomination ☒ Contour ☐ Compléments d'informations

#### Descriptif des modifications:

Les contours de la Roche Dachine ont été révisés sur la base des nouveaux référentiels cartographiques existants. Les listes d'espèces ont été révisées sur la base des nouvelles listes déterminantes.

#### Sources cartographiques:

La délimitation de la Roche Dachine est basée sur les criques qui encadrent ce relief (BD Topo IGN, 2011).

*Se reporter aux pages suivantes de l'atlas cartographique :*

*Zonages ZNIEFF 2003 / Modernisation des ZNIEFF de Guyane - Carte 19*

*Zonages ZNIEFF 2003 / Modernisation des ZNIEFF de Guyane - Carte 21*

### Localisation

#### Relations type I/II

2 - Saül

#### Superficie

1195,16 ha

#### Communes

Saül

#### Altitude(s)

De 161m à 220m

### Commentaire général

La ZNIEFF de la Roche Dachine (Type I), dont les coordonnées géographiques sont 3°28' N et 53°13' O, est située à 17 kilomètres au sud de Saül. Cette ZNIEFF s'inscrit dans la grande ZNIEFF de type II "Saül". La crique Limonade, affluent de la rivière Grand Inini, constitue une de ses limites.

L'élément le plus remarquable de cette ZNIEFF est un inselberg composé de granites Caraïbes, avec une altitude modeste de 220 m. Il présente des pentes relativement douces sur la face ouest et une paroi quasi verticale sur la face est. Les affleurements rocheux sont recouverts d'une végétation basse et broussailleuse, de type « savane-roche », adaptée à des conditions écologiques contraignantes : quasi absence de sol, forte sécheresse, ruissellement important en saison des pluies, température très élevée de la roche pendant l'ensoleillement. L'ensemble est discontinu et forme une véritable mosaïque végétale depuis la strate algale recouvrant la roche jusqu'aux groupements herbacés et arbustifs.

L'originalité de cette savane-roche réside dans sa composition floristique. En effet, elle se distingue nettement des autres inselbergs connus par les éléments ci-dessous :

Contrairement à la plupart des savanes-roches de Guyane dominées par les Bromeliaceae du genre *Pitcairnia*, la végétation herbacée est ici dominée par une Fabaceae du genre *Stylosanthes*. Elle se rapproche ainsi du type de savane-roche à Poaceae rencontré aux roches de Mompé-Soula et localement dans le massif des Tumuc-Humac. Par ailleurs, *Pitcairnia* du groupe *geiskesii* totalement absent est remplacé partiellement par *Ananas comosus* (espèce déterminante et protégée).

Enfin, les groupements arbustifs, formés de fourrés plus ou moins denses, ne sont composés que par très peu de *Clusia*, quelques *Syagrus stratocola* (espèce déterminante) et énormément d'*Ananas comosus*.

Sur les lisières de ces bosquets, on rencontre une Polypodiaceae épiphyte, *Serpocaulon triseriale*. Dans ce milieu, il faut noter également la présence d'un *Agave* déterminant et protégé, *Furcraea foetida* (Asparagaceae) et d'une Cactaceae (*Selenicereus* sp.) qui est un genre nouveau pour la Guyane, ainsi qu'une très grosse Vanille (Orchidaceae). Notons aussi l'absence totale d'une Gentianaceae (*Irlbachia purpurascens*) d'ordinaire abondante.

Plus d'une quarantaine d'espèces végétales déterminantes, endémiques ou particulièrement peu communes en Guyane sont connues de cet inselberg et de la forêt environnante : la grande orchidée protégée *Cyrtopodium andersonii* et, entre autres, *Matelea sastreii* (Asclepiadaceae), *Aristolochia consimilis* (Aristolochiaceae), *Calea solidaginea* subsp. *deltophylla* (Asteraceae), *Ichthyothere davidsei* (Asteraceae), *Hemontia cardiophylla* (Cucurbitaceae), *Swartzia canescens* (Fabaceae), *Bauhinia longispis* (Fabaceae), *Aegiphila membranacea* (Lamiaceae), *Couratari gloriosa* (Lecythidaceae), *Rouleria laxiflora* (Linaceae), *Ouphea blackii* (Lythraceae), *Ouratea candollei* (Ochnaceae), *Ouratea macrocarpa* (Ochnaceae), *Famea tinguana* (Rubiaceae), *Cosmibuena grandiflora* (Rubiaceae).

Cette grande savane-roche est associée à d'autres petits affleurements rocheux et à de nombreuses cambrouses. L'ensemble de ces savanes-roches constitue de véritables systèmes insulaires, refuges d'espèces présentes sous la forme de populations isolées et relictuelles, témoignant de phases climatiques sèches anciennes. Les peuplements isolés les uns des autres par le massif forestier peuvent ainsi présenter des originalités propres à chaque inselberg ou groupe d'inselbergs ; différences pouvant s'observer même entre des sites proches.

Les cambrouses désignent des formations denses, monospécifiques de graminées bambusiformes. Les espèces qui les





constituent sont *Laciasis ligulata* ou *Guadua macrostachya* (Poaceae). L'origine de ces cambrouzes reste mal connue (sols pauvres, affleurements rocheux ?). L'hypothèse d'anciennes zones de cultures, devenues stériles à toute recolonisation forestière, peut également être envisagée, sachant que ces formations sont souvent situées à proximité d'inselbergs, secteurs jadis souvent fréquentés par les populations amérindiennes.

Les forêts hautes de terre ferme qui entourent la Roche Dachine ne montrent pas une très grande originalité mais demeurent peu prospectées. Toutefois, *Philodendron placidum* (Araceae), rare en Guyane, est abondant sur ce site.

D'un point de vue avifaunistique, des espèces remarquables caractéristiques des savanes-roches ont été observées : le Sporophile curio (*Oryzoborus angolensis*) et le Bruant dingolo (*Zonotrichia capensis*). Par ailleurs, il est à noter la présence d'espèces inféodées aux massifs de forêt primaire et rares en Guyane : la Moucherolle royale (*Onychorhynchus coronatus*), le Batara de Cayenne (*Sakesphorus melanothorax*), le Gobemoucheron guyanais (*Poliophtila guyanensis*), le Todiostre de Joséphine (*Hemitriccus josephinae*) ; dont certaines avec une aire de répartition disjointe telles la Coracine rouge (*Haematoderus militaris*) et la Moucherolle à bavette blanche (*Contopus albogularis*). Hormis les oiseaux, les prospections naturalistes n'ont pas concerné les autres groupes faunistiques. Cependant, certaines espèces de grands mammifères remarquables régulières de la forêt non perturbée ont été observées : l'Atèle (*Ateles paniscus*), le Capucin blanc (*Cebus olivaceus*), le Grand Fourmilier (*Myrmecophaga tridactyla*), le Jaguar (*Panthera onca*) et le Tapir (*Tapirus terrestris*).

Cette ZNIEFF bénéficie désormais de la protection du Parc Amazonien de Guyane.

#### Bilan des connaissances

Mammifères: Faible	Reptiles: Nul	Ptéridophytes: Faible	Champignons: Nul
Oiseaux: Faible	Insectes: Nul	Bryophytes: Nul	Algues: Nul
Amphibiens: Faible	Phanérogames: Moyen	Lichens: Nul	Habitats: Moyen
Poissons: Nul			

#### Critères de délimitation

La délimitation est basée sur les critères suivants :

- Formations végétales, étages de végétation
- Répartition des espèces (faune, flore)
- Répartition et agencement des habitats

La ZNIEFF de la Roche Dachine est délimitée de la manière suivante :

N : Au Nord, la limite débute à la source d'un affluent en rive droite de la crique Limonade (point A) et suit le talweg reliant cette source au point B, source d'une crique sans nom. La limite nord de la ZNIEFF est ensuite marquée par cette crique, du point B au point C, puis emprunte une ligne droite reliant les points C et D, source d'un affluent en rive droite de la crique Limonade.

E : La limite est suit ensuite le cours de cet affluent, depuis sa source (point D) jusqu'à sa confluence avec la crique Limonade (point E).

S : Au Sud, la ZNIEFF est délimitée par la crique Limonade du point E jusqu'au point de confluence d'un affluent en rive droite (point F).

W : La limite ouest suit le cours de cet affluent depuis son point de confluence avec la crique Limonade (point F) jusqu'à sa source (point A).

Coordonnées des points mentionnés (WGS84, UTM 22 nord) :

A (251864m; 384735m) - B (252506m; 384874m) - C (252846m; 385711m) - D (253399m; 385390m) - E (254090m; 381933m) - F (252378m; 380432m)

#### Compléments descriptifs

##### Typologie des milieux

Cambrouzes de Guyane  
Criques en sous-bois de forêt dense de basse altitude  
Eboulis d'inselbergs  
Forêts à *Euterpe oleracea* (Pinotières)  
Forêts denses et hautes de terre ferme de basse altitude  
Forêts inondables des berges des rivières et fleuves  
Forêts inondables et forêts sur flats  
Forêts marécageuses, marécages boisés et forêts sur sols hydromorphes de Guyane

##### Géomorphologie

Affleurement rocheux  
Escarpement, versant pentu  
Méandre, courbe  
Rivière, fleuve  
Ruisseau, torrent  
Sommet  
Source, résurgence  
Talweg  
Vallon  
Versant de faible pente



Forêts plus ou moins denses et basses de terre ferme  
de basse altitude  
Forêts ripicoles  
Fourrés à Ananas ananassoides, *Syagrus stratincola* et  
*Polypodium triseriale*  
Lisières des savanes-roches  
Rochers sous forêts de basse altitude  
Sauts et seuils rocheux de rivière - rapides  
Savanes-roches - formations d'inselbergs

## Statut de propriété

Domaine de l'état

## Mesures de protection

Protections réglementaires nationales

Parc national, aire d'adhésion

Parc national, zone cœur

## Facteurs d'évolution

## Critères d'intérêt

### Autres intérêts de la zone

Scientifique

Paysager

Géomorphologique

### Intérêts fonctionnels

Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales

### Intérêts patrimoniaux

Floristique

Mammifères

Oiseaux

Écologique

Phanérogames

Amphibiens

Faunistique

## Sources de données

Bibliographie: AUBLET2, 2001 - AUBLET2, février 2001.

Bibliographie: CATZEFLIS, F., 2001 - Base de données mammifères.

Bibliographie: CREMERS G. & CROZIER F., 1997 - Mission sur la savane-roche Dachine: Flore et végétation. ORSTOM, Cayenne, 19pp.

Bibliographie: DIREN Guyane, 1992 - Fiche Znieff antérieure de 1992

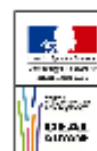
Bibliographie: DIREN Guyane, 1997 - Fichier ZNIEFF/ Faune informatisé.

Bibliographie: THIOLLAY J.M., 1999 - Distribution des oiseaux en forêts guyanaise.

Collection: Base AUBLET2, Herbar de Guyane, AMAP, IRD, mai 2013

Collection: Données association Kwata - 2010

Informateur: TOSTAIN Olivier, THIOLLAY Jean-Marc



Type: 1

## Haute Limonade

n° régional: 00390005

n° national: 030030092

## Résumé des modifications proposées

☒ Création ☐ Désinscription ☐ Type ☐ Dénomination ☐ Contour ☐ Compléments d'informations

## Descriptif des modifications:

Ce zonage de type I a été créé afin de mettre en évidence une zone de dairières ripicoles et de forêts inondables remarquables.

Cette vallée présente de nombreuses espèces d'intérêt dans les groupes taxonomiques de la flore, des amphibiens, des oiseaux et des mammifères. L'ichtyofaune conserve également un caractère remarquable malgré les exploitations aurifères existantes en amont de la ZNIEFF.

Il faut également noter les projets d'orpaillage qui pèsent sur l'équilibre écologique de cette crique.

## Sources cartographiques:

Les délimitations de la ZNIEFF sont basées sur le scan50 IGN (2012).

Le zonage inclue une zone tampon de 300m autour de la crique Limonade, depuis sa confluence avec la crique Cariacou jusqu'au secteur de la crique Cambrouze.

*Se reporter aux pages suivantes de l'atlas cartographique :*

*Zonages ZNIEFF 2003 / Modernisation des ZNIEFF de Guyane - Carte 19*

## Localisation

## Relations type I/II

2 - Saül

## Superficie

909,14 ha

## Communes

Saül

## Altitude(s)

De 176m à 262m

## Commentaire général

La ZNIEFF de la "Haute Limonade" (type I) se situe sur la commune de Saül, à environ 5 kilomètres au sud du bourg. Elle est incluse avec plusieurs autres ZNIEFF de type I dans la grande ZNIEFF de type II de la région de "Saül". Le secteur visé concerne tout le haut bassin versant de la crique Limonade, depuis sa source jusqu'à sa confluence avec la crique Cariacou. Cette vaste zone de plus de 900 hectares est essentiellement constituée de forêts inondables et de grandes dairières ripicoles, ainsi que de forêts primaires drainées sur les collines. Cette mixité d'habitats forestiers humides, au pied du massif de Galbao, confère à la région une grande diversité biologique.

La crique Limonade comprend des secteurs vaseux, sableux et rocheux. La faune aquatique y est particulièrement bien représentée avec plusieurs espèces de poissons déterminants: *Moenkhausia aff. intermedia*, *Moenkhausia moisae*, *Astyanax validus*, *Crenicichla albopunctata*, *Kribia itanyi*, *Leporinus gossei*, *Melanocharacidium dispilomma*. L'avifaune déterminante directement liée à la rivière est particulièrement riche, exceptionnelle ainsi au sein des massifs de l'intérieur: Onoré agami (*Agamia agami*), Héron coiffé (*Ptilerodius pileatus*), Butor zigzag (*Zebrilus undulatus*), Caurale-soleil (*Eurypyga helias*), Hoazin huppé (*Opisthocomus hoatzin*) historiquement présent dans les grandes dairières du secteur de Cariacou.

Les clairières inondables sont nombreuses et représentent de vastes superficies dans ce bassin soumis à de fortes pluviométries et des inondations fréquentes. Ces grandes dairières arbustives sont quasiment impénétrables et constituent une zone refuge pour la grande faune, comme le Tapir (*Tapirus terrestris*) encore bien représenté sur le site. Ces secteurs riches en lianes extrêmement denses forment aussi un habitat de prédilection pour les passereaux déterminants de l'intérieur de la Guyane: Grisin noirâtre (*Cercomacra nigrescens*), Anabate à couronne rousse (*Automolus rufipileatus*), Anabate rubigineux (*Automolus rubiginosus*), Synallaxe de Mac Connell (*Synallaxis macconnelli*), Batara à gorge noire (*Frederickena viridis*), Batara de Cayenne (*Sakesphorus melanothorax*), Alapi à sourcils blancs (*Mymoborus leucophrys*), Todirostre de Joséphine (*Hemitriccus josephinae*). Sont aussi directement liés à ces clairières le Ara vert (*Ara severa*), le Jacamar brun (*Brachygalba lugubris*) et le Sporophile curio (*Oryzoborus angolensis*).

Dans les secteurs de bambous de ces dairières est présente la rare grenouille *Dendropsophus leali*, uniquement connue de quelques localités en Guyane à ce jour.

Enfin, c'est au sein de ces clairières que fut récemment découvert un arbre nouveau pour la Guyane, d'affinité andine: *Erythrina poeppigiana* (Fabaceae). Des survols aériens en période de floraison synchrone ont permis de préciser que cet arbre est restreint géographiquement à ces clairières des proches environs de Saül.





Les forêts inondables sont nombreuses dans les secteurs de flat aux abords de la crique. Dans cet habitat se distinguent des formations importantes d'un palmier très localisé en Guyane : *Astrocaryum murumuru*. Ces forêts très humides au sous-bois dense sont riches en faune vertébrée. Plus d'une dizaine d'espèces de batraciens déterminants exploitent ces habitats temporairement inondés ainsi que les forêts drainées attenantes : *Hypsiboas dentei*, *Dendropsophus* sp. 1, *Scinax proboscideus*, *Otophryne pyburni*, *Hamptophryne boliviana*, *Pristimantis gutturalis*, *Anomaloglossus degranvillei*, *Allobates granti*, *Dendrobates tinctorius*, *Atelopus spumarius barbotini*, *Rhinella lescurei* ainsi que *Dendropsophus leali* dont c'est un des trois sites connu en Guyane.

L'avifaune qui exploite les zones forestières de la crique Limonade est exceptionnellement riche, avec la présence conjointe sur le même site d'espèces extrêmement rares en Guyane : Géocoucou pavonin (*Dromococcyx pavoninus*), Geai de Cayenne (*Oyanocoryx cayanus*), Coraïne rouge (*Haematoxerus militaris*), Ibis à ailes blanches (*Nyctibius leucopterus*), Granatelle de Pelzel (*Granatellus pelzelni*). Sont également présentes de nombreuses autres espèces déterminantes de la qualité des habitats : Amazone de Dufresne (*Amazona dufresniana*), Chouette mouchetée (*Ciccaba virgata*), Harpie féroce (*Harpia harpyja*), Milan bec-en-croix (*Chondrohierax uncinatus*), Autour à ventre gris (*Accipiter poliogaster*), Aigle noir-et-blanc (*Spizastur melanoleucus*), Grimpier strié (*Xiphorhynchus obsolitus*), Ermite d'Antonie (*Threnetes niger*), Anabate rougequeue (*Philydor ruficaudatus*), Moucherolle d'Euler (*Lathrotricus euleri*), Moucherolle royal (*Onychorhynchus coronatus*).

Au niveau botanique, le site abrite plus d'une quarantaine d'espèces déterminantes dont plusieurs endémiques ou sub-endémiques de Guyane française : *Ruellia fulgens* (Acanthaceae), *Justicia prevostiae* (Acanthaceae), *Clidemia saulensis* (Melastomataceae), *Leandra agrestis* (Melastomataceae), *Palmorchis prospectorum* (Orchidaceae), *Epidendrum oldemanii* (Orchidaceae), *Stylogyne incognita* (Primulaceae), *Notopleura lateralis* (Rubiaceae), *Pouteria rodriguesiana* (Sapotaceae), *Rinorea pectino-squamata* (Violaceae).

Plusieurs autres plantes semblent particulièrement peu répandues en Guyane française : *Justicia sprucei* (Acanthaceae), *Aristolochia bukuti* (Aristolochiaceae), *Licania caudata* (Chrysobalanaceae), *Tapura singularis* (Dichapetalaceae), *Notopleura guadalupensis* (Rubiaceae), *Hamelia axillaris* (Rubiaceae), *Faramea tinguana* (Rubiaceae), *Peperomia maguirei* (Piperaceae), *Cinnamomum triplinerve* (Lauraceae), *Adotis rubricaulis* (Melastomataceae), *Pteris propinqua* (Pteridaceae), *Batemannia armillata* (Orchidaceae).

De par sa proximité immédiate du bourg et en raison de la richesse aurifère du secteur, la crique Limonade est soumise à de nombreuses pressions anthropiques : pêche, chasse, tourisme, orpaillage illégal et demandes d'exploitation d'or et de sable.

Ce secteur fait désormais partie de la zone de libre adhésion du parc Amazonien de Guyane.

## Bilan des connaissances

Mammifères: Moyen	Reptiles: Faible	Ptéridophytes: Moyen	Champignons: Faible
Oiseaux: Moyen	Insectes: Faible	Bryophytes: Moyen	Algues: Nul
Amphibiens: Moyen	Phanérogames: Moyen	Lichens: Nul	Habitats: Moyen
Poissons: Faible			

## Critères de délimitation

La délimitation est basée sur les critères suivants :

- Contraintes du milieu physique
- Formations végétales, étages de végétation
- Répartition des espèces (faune, flore)
- Répartition et agencement des habitats

La ZNIEFF de la Haute Limonade inclut :

E : À l'Est, la crique Limonade depuis sa confluence avec la crique Cariacou (point A) jusqu'à sa source (point B). La crique est englobée par une zone tampon de 300m environ.

W : la ZNIEFF comprend également deux affluents en rive gauche de la crique Limonade et une zone de 300m autour, depuis leurs confluences (points C et E) jusqu'à leurs sources (points D et F). L'espace encadré entre ces deux affluents est inclus.

Coordonnées des points mentionnés (WGS84, UTM 22 nord):

A (258461m; 392028m) - B (249808m; 399402m) - C (250695m; 398313m) - D (249695m; 398077m) - E (251696m; 397893m) - F (249677m; 397893m)

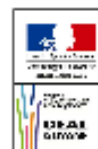
## Compléments descriptifs

### Typologie des milieux

Autres clairières forestières  
Cambrouses à *Guadua macrostachya* et *Lasiacis ligulata*  
Criques en sous-bois de forêt dense de basse altitude  
Forêts à *Euterpe oleracea* (Pinotières)

### Géomorphologie

Lit majeur  
Lit mineur  
Plaine, bassin  
Rivière, fleuve



Forêts denses et hautes de terre ferme de basse altitude  
 Forêts inondables des berges des rivières et fleuves  
 Forêts inondables et forêts sur flats  
 Forêts marécageuses, marécages boisés et forêts sur  
 sols hydromorphes de basse altitude  
 Forêts plus ou moins denses et basses de terre ferme  
 de basse altitude  
 Forêts ripicoles  
 Rochers sous forêts de basse altitude  
 Sauts et seuils rocheux de rivière - rapides

Ruisseau, torrent  
 Vallée

## Statuts de propriété

Domaine de l'état

## Mesures de protection

Protections réglementaires nationales  
 Parc national, aire d'adhésion

## Facteurs d'évolution

Implantation, modification ou fonctionnement d'infrastructures et aménagements lourds

Habitat humain, zones urbanisées (possible)  
 Extraction de matériaux (avéré)

Pollutions et nuisances

Nuisances sonores (avéré)  
 Nuisances liées à la surfréquentation, au piétinement (possible)  
 Rejets de substances polluantes dans les sols (avéré)  
 Rejets de substances polluantes dans les eaux (avéré)

Pratiques et travaux forestiers

Coupes, abattages, arrachages et déboisements (avéré)

Pratiques liées à la gestion des eaux

Comblement, assèchement, drainage, poldérisation des zones humides (avéré)  
 Modification des fonds, des courants (avéré)  
 Création ou modification des berges et des digues, îles et îlots artificiels, remblais et déblais, fossés  
 (avéré)

Pratiques liées aux loisirs

Pêche (possible)  
 Chasse (avéré)

## Critères d'intérêt

Intérêts fonctionnels

Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales  
 Fonctions de régulation hydraulique

Intérêts patrimoniaux

Faunistique  
 Oiseaux  
 Reptiles  
 Amphibiens  
 Poissons  
 Ecologique  
 Mammières  
 Floristique

## Sources de données

Bibliographie: BUCK, W.R., 2003 - Guide to the plants of central French Guiana, Part 3. Mosses. Mem. New York Botanical Garden 76 (3), New York, 167 pp.

Bibliographie: Ecobios, 2008 - Inventaire floristique et faunistique. Dossier de demande du permis d'exploitation. Dossier de demande d'autorisation d'ouverture des travaux.

Bibliographie: GRADSTEIN, S.R. & A.L. ILKJUNI-BORGES., 2009 - Guide to the plants of central French Guiana, Part 4. Liverworts and Hornworts. Mem. New York Botanical Garden 76 (4), New York, 140 pp.

Bibliographie: MORI, S.A. et al., 2002 - Guide to the vascular plants of central French Guiana, Part 2. Dicotyledons. Mem. New York Botanical Garden 76 (2), New York, 776 pp.

Bibliographie: MORI, S.A. et al., 1997 - Guide to the vascular plants of central French Guiana, Part 1. Pteridophytes, Gymnosperms and Monocotyledons. Mem. New York Botanical Garden 76 (1), New York, 422 pp.

Collection: Base AUBLET2, Herblaire de Guyane, AMAP, IRD, mai 2013

Type: **1** **Massif des Émérillons et piton Baron**

n° régional: 00430002

n° national: 030120056

## Résumé des modifications proposées

☐ Création ☐ Désinscription ☐ Type ☐ Dénomination ☒ Contour ☐ Compléments d'informations

## Descriptif des modifications:

Précédemment délimitée par des droites, cette ZNIEFF a fait l'objet d'un réajustement de ses contours selon les nouvelles données de référence IGN.

L'inventaire des espèces a été mis à jour sur la base des nouvelles listes d'espèces déterminantes ZNIEFF.

## Sources cartographiques:

Les contours de la ZNIEFF sont basés sur le scan50 IGN (2011), notamment sur les cours d'eau du fond IGN (BD Topo).

*Se reporter aux pages suivantes de l'atlas cartographique :*

*Zonages ZNIEFF 2003 / Modernisation des ZNIEFF de Guyane- Carte 21*

*Zonages ZNIEFF 2003 / Modernisation des ZNIEFF de Guyane- Carte 22*

## Localisation

## Relations type I/II

2 - Massifs centraux de la Guyane

## Communes

Camopi  
Maripasoula  
Régina  
Saül

## Superficie

15936,16 ha

## Altitude(s)

De 142m à 580m

## Commentaire général

Le secteur « Massif des Émérillons et piton Baron » (ZNIEFF de type I) s'inscrit au sein de la vaste zone des Massifs centraux de Guyane, ZNIEFF de type II.

Il se situe dans un contexte géologique de granites caralbes, géomorphologiquement comparable aux monts Bakra et à la région des Tumuc-Humac. Le relief est extrêmement accidenté avec de hautes crêtes culminant à 600 m séparant les mailles irrégulières et profondément imprimées du réseau hydrographique.

Sur les pentes les plus raides, les affleurements rocheux nombreux se présentent sous l'aspect de vastes zones dénudées. Comme dans les autres massifs granitiques de Guyane, les hautes vallées encaissées des criques sont encombrées par l'amoncellement en sous-bois d'énormes blocs rocheux. Témoins d'éboulements anciens ayant eu lieu lors de phases climatiques plus sèches, ces éboulis, situés au pied des collines du sud du massif, figurent parmi les plus spectaculaires de Guyane.

Les principaux habitats de cette ZNIEFF sont constitués de savanes-roches liées aux inselbergs, de forêts basses de transition et de forêts primaires de moyenne altitude présentant un caractère submontagnard.

La végétation herbacée des savanes-roches se révèle plus pauvre que celle des inselbergs du sud, probablement en raison ici d'une altitude moindre. Il existe cependant des différences dans la composition floristique d'une savane-roche à l'autre, même peu éloignée. Certaines se révèlent riches en espèces rares et endémiques. On y trouve ainsi l'orchidée *Phragmipedium lindleyanum*, seule espèce guyanaise inscrite à l'annexe 1 de la Convention de Washington. Trois *Bromeliaceae* protégées sont également inventoriées sur ce site : *Pitcairnia geyskesii*, *Pitcairnia sastrai* et *Ananas ananassoides*.

La florule des parois rocheuses, plus humides qu'en savane-roche, présente d'intéressantes espèces saxicoles, dont *Peperomia gracileana* (*Piperaceae*), endémique des massifs centraux de Guyane et réglementairement protégée.

La diversité des habitats présents sur cette zone permet aux peuplements faunistiques de présenter une grande diversité d'espèces. La plus grande abondance d'atèles jamais constatée sur l'ensemble des sites inventoriés jusqu'à aujourd'hui par la méthode des transects linéaires a été découverte sur ce site.

L'avifaune du site présente des caractéristiques évidentes d'un peuplement submontagnard guyanais, avec peu d'espèces, de très faibles densités, et un cortège caractéristique de ces milieux. C'est le cas du tangara orangé (*Piranga flava*), du pic or-olive (*Piculus rubiginosus*) et de l'araponga blanc ou oiseau-cloche (*Procnias albus*).

Les savanes-roches ont également un cortège d'oiseaux caractéristiques de cet habitat : moucherolle hirondelle (*Hirundinea ferruginea*), sporophile curio (*Oryzoborus angolensis*), bruant chingolo (*Zonotrichia capensis*). Enfin, les importants chaos rocheux en contre-bas des savanes-roches favorisent la présence du coq-de-roche orange (*Rupicola rupicola*).

**Bilan des connaissances**

Mammifères: Faible	Reptiles: Faible	Ptéridophytes: Moyen	Champignons: Nul
Oiseaux: Faible	Insectes: Nul	Bryophytes: Nul	Algues: Nul
Amphibiens: Faible	Phanérogames: Moyen	Lichens: Nul	Habitats: Moyen
Poissons: Nul			

**Critères de délimitation**

La délimitation est basée sur les critères suivants :

- Formations végétales, étages de végétation
- Répartition des espèces (faune, flore)
- Répartition et agencement des habitats

La ZNIEFF encadrant le massif des Emerillons et le piton Baron est délimitée dans la manière suivante :

N et E : Au Nord, la limite suit un affluent de la crique Sal, depuis son point de confluence avec la crique Sal (point A) jusqu'à sa source (point B), puis traverse le talweg menant au point C, source d'un affluent de l'Approuague. La limite nord continue ensuite le long de cet affluent jusqu'à son point de confluence avec l'Approuague, puis se poursuit le long de l'Approuague jusqu'à l'une de ses sources (point D). La ZNIEFF emprunte ensuite le talweg situé entre les points D et E, source de la crique Emerillon, puis suit cette crique jusqu'à son point de confluence avec la crique Inipi (point F).

S : Au Sud, la limite sud se poursuit le long de la crique Inipi, puis le long de l'un de ses affluents jusqu'à sa source (point G). La limite suit ensuite le talweg, du point G au point H, source d'une crique sans nom, puis continue le long de cette crique jusqu'au point I. La ZNIEFF est ensuite délimitée par le talweg menant au point J, source d'une crique sans nom, puis par cette même crique jusqu'au point K. La limite sud se poursuit ensuite en ligne droite jusqu'au point L, source d'un affluent de la crique Carbet Brûlé, puis continue le long de cet affluent jusqu'au point M, confluence avec un autre affluent.

W : A l'Ouest, la limite suit cet affluent jusqu'à sa source (point N). La limite de la ZNIEFF traverse ensuite le talweg séparant les points N et O, source d'un affluent de la crique Carbet Brûlé, puis longe cet affluent jusqu'à son point de confluence avec la crique Carbet Brûlé (point P). La limite continue le long de la crique Carbet Brûlé jusqu'à sa source (point Q), puis traverse le talweg jusqu'au point R et enfin se termine en suivant la crique Sal jusqu'au point A.

Coordonnées des points mentionnés (WGS84, UTM 22 nord):

A (261114m; 360251m) - B (266162m; 360931m) - C (267165m; 361207m) - D (269620m; 360784m) - E (270498m; 360968m) - F (281083m; 353952m) - G (272356m; 352411m) - H (272163m; 351584m) - I (269905m; 347607m) - J (268675m; 346875m) - K (264898m; 349883m) - L (264355m; 350011m) - M (262856m; 350945m) - N (263555m; 352204m) - O (262865m; 352687m) - P (262006m; 354287m) - Q (262617m; 357239m) - R (262314m; 357929m)

**Compléments descriptifs****Typologie des milieux**

Criques en sous-bois de forêt dense de basse altitude  
Forêts à Euterpe oleracea (Pinotières)  
Forêts denses de terre ferme de moyenne altitude  
Forêts denses et hautes de terre ferme de basse altitude  
Forêts hygrophiles et méso-hygrophiles secondaires ou dégradées de Guyane  
Forêts marécageuses, marécages boisés et forêts sur sols hydromorphes de Guyane  
Forêts plus ou moins denses et basses de terre ferme de basse altitude  
Forêts ripicoles  
Forêts submontagnardes à mousses 700 - 850 m  
Forêts tropicales de montagne de Guyane  
Fourrés isolés des savanes-roches, 1 à 5 m de hauteur  
Lisières des savanes-roches  
Savanes-roches  
Savanes-roches - formations d'inselbergs

**Statuts de propriété**

Domaine de l'état

**Géomorphologie**

Affleurement rocheux  
Eperon, piton  
Escarpement, versant pentu  
Lit majeur  
Lit mineur  
Montagne  
Plaine, bassin  
Rivière, fleuve  
Ruisseau, torrent  
Sommet  
Talweg  
Vallée  
Versant de faible pente

**Mesures de protection**

Protections réglementaires nationales





Indéterminé

Parc national, aire d'adhésion

Parc national, zone cœur

## Facteurs d'évolution

|

## Critères d'intérêt

Autres intérêts de la zone

Paysager

Géomorphologique

Scientifique

Intérêts fonctionnels

Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales

Intérêts patrimoniaux

Mammifères

Reptiles

Faunistique

Ecologique

Oiseaux

Amphibiens

## Sources de données

Bibliographie: AUBLET2, 2001 - AUBLET2, février 2001.

Bibliographie: AUBLET2, 2001 - AUBLET2, juillet 2001.

Bibliographie: COPPENS D'EECKENBRUGGE G., 1993 - Prospection en Guyane française (mission "génétique de l'ananas"). CIRAD, Fort de France, 109 pp.

Bibliographie: GEPOG, 2001 - Base de données Alapl. (2001)

Bibliographie: GRANVILLE J.-J. de, 1974 - A propos des zones botaniquement intéressantes en Guyane à protéger en priorité. Multiq. ORSTOM, Cayenne : 3 p., 1 carte.

Bibliographie: GRANVILLE J.-J. de, 1980 - Du Sommet Tabulaire aux Monts Bakra, premières observations sur la flore et le milieu naturel. La Nature et l'Homme en Guyane, ORSTOM, Centre de Cayenne : 1 - 15, 2 flq.

Bibliographie: GROUPE d'ETUDE et de PROTECTION des OISEAUX de GUYANE, 2001 - Base de données Alapl.

Bibliographie: HOFF M., CREMERS G. & GRANVILLE J.-J. de, 1995 - Flore des inselbergs de Guyane. Multiq. Institut de Botanique, Strasbourg: 32 p.

Collection: Base AUBLET2, Herbar de Guyane, AMAP, IRD, mai 2013

Collection: Base de données Alapl (GEPOG / Nabillos I.)

Collection: Données association Kwata - 2010

Collection: GEPOG - Base de donnée Alapl



Type: 2

Saül

n° régional: 00390000

n° national: 030120045

## Résumé des modifications proposées

☐ Création ☐ Désinscription ☐ Type ☐ Dénomination ☒ Contour ☐ Compléments d'informations

## Descriptif des modifications:

La délimitation Sud de la ZNIEFF de type II « Saül » a été révisée afin d'intégrer les ZNIEFF de type I « Monts Belvédères de Saül », « Montagne Continent », « Mont Galbao », « Roche Dachine » et « Pic Matecho et Monts la Fumée ».

La limite sud, précédemment limitée par les limites des scans IGN, a été étendue jusqu'aux criques Inini et Cariacou.

La ZNIEFF « Montagne Continent » a été désinscrite par manque d'informations alors que la Haute Limonade a fait l'objet d'une inscription en type I du fait d'une

## Sources cartographiques:

La délimitation a fait l'objet d'une correction de "superposition" (erreur méthodologique). La limite nord de la ZNIEFF intègre désormais la limite nord de la ZNIEFF de type I « Pic Matecho, monts la fumée ».

La limite ouest de la ZNIEFF intègre désormais la limite ouest des ZNIEFF de type I « Pic Matecho, monts la fumée », « Mont Galbao » et « Roche Dachine ».

La limite est de la ZNIEFF s'étend donc jusqu'à la crique Palofini et la limite sud jusqu'à la crique Grand Inini.

De façon générale, les contours ont été ajustés sur la base du scan 50 IGN.

*Se reporter aux pages suivantes de l'atlas cartographique :*

*Zonages ZNIEFF 2003 / Modernisation des ZNIEFF de Guyane- Carte 19*

*Zonages ZNIEFF 2003 / Modernisation des ZNIEFF de Guyane- Carte 20*

*Zonages ZNIEFF 2003 / Modernisation des ZNIEFF de Guyane- Carte 21*

## Localisation

## Relations type I/II

- 1 - Haute Limonade
- 1 - Mont Galbao
- 1 - Monts Belvédère de Saül
- 1 - Pic Matecho et Monts La Fumée
- 1 - Roche Dachine

## Superficie

213952,6 ha

## Communes

Maripasoula  
Régina  
Saint-Élie  
Saül

## Altitude(s)

De 107m à 745m

## Commentaire général

La ZNIEFF de la Région de "Saül" (type II) est située au centre géographique de la Guyane. Elle comprend plusieurs ZNIEFF de type I correspondant aux principaux reliefs du secteur (mont Galbao, monts Belvédère, monts La Fumée et pic Matecho). Ceux-ci comptent parmi les plus hauts sommets de Guyane, et forment un paysage accidenté encadrant une cuvette où est implanté le village de Saül. Cette grande ZNIEFF englobe également les ZNIEFF de type I de la "Haute Limonade" et de la « Roche Dachine ».

La région de Saül s'inscrit dans la zone de contact entre les hauts reliefs de la Chaîne Inini-Camopi, à l'ouest, et les collines d'altitude moins élevée de la haute vallée de l'Approuague, à l'est. Ainsi, la montagne Continent, les monts Belvédère et Galbao sur substratum de roches volcano-sédimentaires métamorphisées et des roches intrusives basiques, constituent le lien entre les montagnes Bellevue de l'Inini et le Sommet Tabulaire des Massifs Centraux. La distribution des reliefs de cet ensemble géomorphologique est interrompue au passage de la haute vallée de l'Approuague. Ce couloir correspond à un massif granitique (monts La Fumée) dont le modelé typique est une succession de collines en demi orange, réparties selon une maille assez lâche dessinée par le réseau hydrographique. Dans la partie orientale de la ZNIEFF, on remarque l'émergence du pic Matecho et de la « Roche Carapana », faisant partie de l'ensemble des inselbergs de cette haute vallée de l'Approuague.

Le climat local se distingue par un nombre de jours de pluie relativement important et des écarts de température significatifs entre le jour et la nuit. Dans cette région, la pluviométrie et la bonne capacité de rétention en eau des sols, jointes à l'altitude, confèrent au secteur le rôle d'un des principaux château d'eau de la Guyane. Les fleuves Mana, Sinnamary et Approuague y prennent leur source ainsi que certains grands affluents du Lawa et de l'Oyapock.

Différents types de forêt se développent sur ces massifs en fonction des conditions écologiques présentes.

La Chaîne Inini-Camopi constitue une zone de grandes cuirasses d'altitude que l'on retrouve ici particulièrement sur les monts Belvédère et Galbao. Ces reliefs tabulaires les plus élevés sont couverts d'une forêt à tendance submontagnarde au dessus de 500 mètres d'altitude, forêt à nuages caractéristique (riches en épiphytes, mousses et fougères



arborescentes) dans les hautes vallées encaissées, qui évolue en une formation rabougrie sur les plateaux. Sur les versants et les montagnes de basse altitude, les sols sont riches et profonds et une des forêts tropicales les plus majestueuses du nord-est de l'Amérique du Sud s'y rencontre, avec une haute futaie d'arbres de grand diamètre et un sous-bois clair.

Les collines granitiques sont recouvertes d'une forêt ombrophile sempervirente de terre ferme. Celle-ci tend d'ailleurs actuellement à reconquérir les grandes dalles d'affleurement granitique, à l'exception de celles aux pentes les plus fortes. Là, s'observent les savanes-roches, constituées d'une végétation basse et discontinue herbacée. Enfin, dans les vallées, aux abords des criques et des fleuves, la couverture forestière se modifie également (composition et structure), jusqu'à former une forêt ripicole, inondable ou marécageuse de physionomie variable.

La ZNIEFF s'inscrit en fait dans un axe floristique majeur pour le département de la Guyane. La multitude des conditions écologiques que présente le secteur permet d'y observer une grande diversité de biotopes principalement forestiers. Comme pour la plupart des massifs de la chaîne Inini-Camopi, ce sont tout particulièrement les hauts reliefs aux alentours du village de Saül qui présentent des forêts d'un grand intérêt esthétique, et surtout une très importante richesse spécifique avec, notamment, plusieurs plantes endémiques ou rares. La région correspond en effet à une zone de refuge forestier quaternaire où l'écosystème forestier s'est développé dans toute sa complexité et sa biodiversité. De nombreuses plantes endémiques de Guyane française ont été décrites dans cette région et demeurent à ce jour uniquement connues de cette ZNIEFF.

Il s'agit donc d'une des régions de Guyane présentant les plus forts taux de biodiversité, pour la flore comme pour la faune. Ainsi, les peuplements faunistiques caractéristiques des milieux d'inselbergs et des différents types de forêt primaire d'altitude ou de fonds de vallée, sont ici particulièrement bien représentés.

Au niveau herpétologique la présence *Corallus caninus* et de *Dendrobates tinctorius* ne résume pas et de loin, la grande biodiversité de cette faune en ce lieu.

Les qualités exceptionnelles des milieux naturels forestiers de cette région, ont favorisé l'aménagement de sentiers de randonnées renforçant l'attrait touristique de la zone. L'écotourisme représente un axe de développement important pour le village.

Cette ZNIEFF fait désormais partie du Parc Amazonien de Guyane.

#### Bilan des connaissances

Mammifères: Moyen	Reptiles: Moyen	Ptéridophytes: Moyen	Champignons: Faible
Oiseaux: Moyen	Insectes: Faible	Bryophytes: Faible	Algues: Nul
Amphibiens: Moyen	Phanérogames: Bon	Lichens: Nul	Habitats: Moyen
Poissons: Faible			

#### Critères de délimitation

La délimitation est basée sur les critères suivants :

- Formations végétales, étages de végétation
- Répartition des espèces (faune, flore)
- Répartition et agencement des habitats

La ZNIEFF est délimitée de la manière suivante :

N : Au Nord, la limite suit une crique sans nom, du point A jusqu'à sa source (point B), puis continue le long du talweg jusqu'au point C, situé sur un affluent de la crique Adolphe et suit enfin cet affluent et la crique Adolphe jusqu'au point D. Après avoir passé le talweg, la limite nord rejoint le point E, source d'un affluent de la crique Sophie, poursuit le long de cet affluent, puis après son point de confluence avec la crique Sophie, continue le long de la crique Sophie jusqu'au point F, point de confluence avec un affluent de la crique, que la limite suit jusqu'à sa source (point G). La ZNIEFF rejoint ensuite en ligne droite le point H, source de la crique Saint Léon, puis continue le long de la crique Saint Léon jusqu'à son point de confluence avec la Mana, dont la limite longe ensuite la rive gauche jusqu'au point I. A partir du point I, la limite poursuit le long de la crique Destinée jusqu'à sa source (point J), traverse en ligne droite jusqu'au point K, source d'un affluent de la crique Deux Branches, suit cet affluent jusqu'à son point de confluence avec la crique Deux Branches (point L) et enfin continue le long de la crique Deux Branches, puis le long de la crique Daqobert jusqu'à sa source (point M). Après le passage du talweg menant au point N, de la crique sans nom menant au point O et du deuxième talweg menant au point P, la ZNIEFF est délimitée par la crique Petit Karapana jusqu'au point Q.

E : A l'Est, la limite prend le talweg jusqu'au point R, source de la crique Mayota, puis suit cette crique et la crique Arataï jusqu'au point S, point de confluence d'un affluent de la crique Arataï. La limite est poursuivie ensuite le long de cet affluent jusqu'à sa source (point T), continue en ligne droite jusqu'au point U, situé sur la crique Couy, puis suit la crique Couy jusqu'à sa source (point V). Après avoir passé le talweg menant au point W, source d'un affluent de la crique Blanche, la ZNIEFF suit cet affluent, puis la crique Blanche jusqu'à sa source (point X), continue par le talweg jusqu'au point Y, source d'un affluent de la crique Calebasse, et enfin longe le cours de cet affluent et de la crique Calebasse jusqu'à sa source (point Z). La limite est de la ZNIEFF continue par le talweg jusqu'au point AA, source d'un affluent de la crique Cariacou, puis suit cet affluent, la crique Cariacou, la crique Limonade et enfin l'un des affluents de la crique Limonade jusqu'à sa source (point AB).

S : Au Sud, la limite prend le talweg menant au point AC, source d'un autre affluent de la crique Limonade, suit cet affluent jusqu'à son point de confluence avec la crique Limonade, et enfin longe la crique Limonade jusqu'à son point de confluence avec la rivière Grand Inini. A partir du point de confluence de la crique Limonade, la limite sud suit la



rivière Grand Inini jusqu'au point de confluence de la crique Palofini (point AD).

W : A l'Ouest, la ZNIEFF est délimitée par la crique Palofini, puis la crique Eda et enfin la crique Goéland jusqu'au point AE. A partir du point AE, la limite ouest prend le talweg menant au point AF, suit l'affluent de la rivière Petit Inini, puis la rivière Petit Inini et enfin la crique Nathaniel jusqu'à sa source (point AG), puis termine en prenant le talweg situé entre les points AG et AH, et enfin rejoint le point A en suivant la crique depuis le point AH. Le bourg de Saül, l'aéroport ainsi qu'une zone tampon de 200m sont exclus du zonage.

Coordonnées des points mentionnés (WGS84, UTM 22 nord):

A (218837m; 418720m) - B (220679m; 420166m) - C (221196m; 420592m) - D (222211m; 421652m) - E (222678m; 421673m) - F (228466m; 427466m) - G (230637m; 425492m) - H (231378m; 425599m) - I (239190m; 425766m) - J (243005m; 427724m) - K (243157m; 428242m) - L (243700m; 432006m) - M (257964m; 431078m) - N (258720m; 431631m) - O (259907m; 431768m) - P (260917m; 431813m) - Q (267430m; 423068m) - R (268506m; 422626m) - S (282086m; 421348m) - T (276972m; 410715m) - U (277114m; 409914m) - V (273071m; 408443m) - W (273792m; 407535m) - X (271488m; 405398m) - Y (270989m; 405293m) - Z (262619m; 398413m) - AA (262012m; 398219m) - AB (256108m; 380657m) - AC (255146m; 380518m) - AD (230421m; 378380m) - AE (227307m; 401756m) - AF (226420m; 402095m) - AG (219430m; 418077m) - AH (219211m; 418730m)

## Compléments descriptifs

### Typologie des milieux

Abattis de Guyane  
Autres clairières forestières  
Bancs de sable et berges sableuses des cours d'eau  
Berges tropicales arbustives, fourrés ripicoles  
Berges tropicales herbacées  
Bords de routes et de pistes  
Cambrouses de Guyane  
Cours et abords des maisons  
Criques en sous-bois de forêt dense de basse altitude  
Criques en sous-bois de forêt dense de moyenne altitude  
Cultures d'Anthurium et autres cultures florales sous couvert forestier  
Cultures extensives ou traditionnelles  
Eboulis d'insebergs  
Forêts à Euterpe oleracea (Pinotières)  
Forêts denses de terre ferme de moyenne altitude  
Forêts denses et hautes de terre ferme de basse altitude  
Forêts denses sempervirentes humides de basse altitude de Guyane < 500 m  
Forêts hygrophiles et méso-hygrophiles secondaires ou dégradées de Guyane  
Forêts inondables de bas-fonds de basse altitude  
Forêts inondables et forêts sur flats  
Forêts marécageuses de moyenne altitude  
Forêts marécageuses, marécages boisés et forêts sur sols hydromorphes de Guyane  
Forêts ombrophiles sempervirentes tropicales - Forêts hygrophiles  
Forêts plus ou moins denses et basses de terre ferme de basse altitude  
Forêts ripicoles  
Forêts submontagnardes à mousses 700 - 850 m  
Fourrés isolés des savanes-roches, 1 à 5 m de hauteur  
Friches et brousses  
Friches secondaires arbustives à Schefflera morototoni, Cecropia spp., Phenakospermum guyanense, Ischnosiphon gracilis, Apeiba tibourbou  
Jardins botaniques  
Jardins urbains à Hibiscus rosa-sinensis

### Géomorphologie

Affleurement rocheux  
Confluence  
Crête  
Eboulis  
Escarpe, versant pentu  
Lit majeur  
Lit mineur  
Méandre, courbe  
Montagne  
Plateau  
Rivière, fleuve  
Ruisseau, torrent  
Sommet  
Source, résurgence  
Talweg  
Vallée  
Vallon  
Versant de faible pente





Lisières des savanes-roches  
 Lits des rivières et des criques tropicales  
 Pâturages  
 Prairies améliorées  
 Sauts et seuils rocheux de rivière - rapides  
 Savanes-roches - formations d'inselbergs  
 Terrains en friches et terrains vagues  
 Terrains vagues  
 Végétations rudérales basses héliophiles à Mimosa pudica, M. pigra, Dioclea violacea, Merremia macrocalyx, Borreria verticillata, Mariscus ligularis  
 Végétations secondaires sur sable blanc  
 Villages  
 Zones rudérales et terrains vagues

## Statuts de propriété

Domaine communal  
 Domaine de l'état  
 Indéterminé  
 Propriété d'une association, groupement ou société  
 Propriété privée (personne physique)

## Mesures de protection

Protections réglementaires nationales  
 Parc national, aire d'adhésion  
 Parc national, zone cœur

## Facteurs d'évolution

Implantation, modification ou fonctionnement d'infrastructures et aménagements lourds  
 Equipements sportifs et de loisirs (avéré)  
 Dépôts de matériaux, décharges (avéré)  
 Extraction de matériaux (avéré)  
 Aéroport, aérodrome, hélicoptère (avéré)  
 Habitat humain, zones urbanisées (avéré)  
 Pollutions et nuisances  
 Nuisances liées à la surfréquentation, au piétinement (avéré)  
 Rejets de substances polluantes dans les eaux (possible)  
 Rejets de substances polluantes dans les sols (possible)  
 Pratiques agricoles et pastorales  
 Abandons de systèmes culturels et pastoraux, apparition de friches (avéré)  
 Mises en culture, travaux du sol (avéré)  
 Pratiques et travaux forestiers  
 Coupes, abattages, arrachages et déboisements (avéré)  
 Pratiques liées à la gestion des eaux  
 Comblement, assèchement, drainage, poldérisation des zones humides (avéré)  
 Modification du fonctionnement hydraulique (avéré)  
 Pratiques liées aux loisirs  
 Pêche (avéré)  
 Sports et loisirs de plein-air (avéré)  
 Chasse (avéré)  
 Cueillette et ramassage (avéré)

## Critères d'intérêt

Autres intérêts de la zone  
 Géologique  
 Pédologique ou autre (préciser)  
 Historique  
 Géomorphologique  
 Scientifique  
 Archéologique  
 Paysager  
 Intérêts fonctionnels  
 Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales  
 Intérêts patrimoniaux  
 Faunistique



Floristique  
 Mammifères  
 Oiseaux  
 Amphibiens  
 Ecologique  
 Reptiles  
 Poissons  
 Phanérogames

## Sources de données

- Bibliographie: AUBLET2, 2001 - AUBLET2, février 2001.
- Bibliographie: AUBLET2, 2001 - AUBLET2, juillet 2001.
- Bibliographie: Barroz S., 2012 - Inventaire pluridisciplinaire de la ZNIEFF "Mont Belvédère de Saül" - association Kwata / DEAL Guyane
- Bibliographie: Blanc M. & Cochard A., 2012 - Inventaire pluridisciplinaire de la ZNIEFF "Mont Belvédère de Saül" - DEAL Guyane
- Bibliographie: BROUSSET A. & CHARLES-DOMINIQUE P., 1990 - The Bats from French Guiana : a taxonomic, faunistic and ecological approach. *Mammalia*, t.54, n°4.
- Bibliographie: Brunaux O., 2012 - Inventaire pluridisciplinaire de la ZNIEFF "Mont Belvédère de Saül" - Sylvétude ONF / DEAL Guyane
- Bibliographie: BUCK, W.R., 2003 - Guide to the plants of central French Guiana, Part 3. Mosses. *Mem. New York Botanical Garden* 76 (3), New York, 167 pp.
- Bibliographie: CATZEFLIS, F., 2001 - Base de données mammifères.
- Bibliographie: Gaessens O., 2012 - Inventaire pluridisciplinaire de la ZNIEFF "Mont Belvédère de Saül" - DEAL Guyane
- Bibliographie: CREMERS G. & CROZIER F., 1997 - Mission sur la savane-roche Dachine: Flore et végétation. ORSTOM, Cayenne, 19pp.
- Bibliographie: CREMERS G. & HOFF M., 1996 - Biodiversité, phytogéographie des Pteridophytes guyanaises. Actes du Colloque "Phytogéographie Tropicale, Réalité et Perspectives", Paris 1993, ORSTOM Paris, Collection Colloques et Séminaires : 51-63.
- Bibliographie: DIREN Guyane, 1992 - Fiche Znieff antérieure de 1992
- Bibliographie: DIREN Guyane, 1997 - Fichier ZNIEFF/ Faune informatisé.
- Bibliographie: Ecobios, 2009 - Inventaire floristique et faunistique. Dossier de demande du permis d'exploitation. Dossier de demande d'autorisation d'ouverture des travaux.
- Bibliographie: GASC J.P., SARTHOU C., GARROUSTE R., VILLERS J.-F., CREMERS G. & THIOLLAY J.-M., 1998 - Inselbergs et savanes-roches en Guyane : biodiversité et conservation des milieux associés aux affleurements granitiques. In : M. FLEURY & O. PONCY Ed. "Conserver, gérer la biodiversité, quelle stratégie pour la Guyane", JATBA, Revue d'Ethnobiologie, vol.
- Bibliographie: GEPOG, 2001 - Base de données Alapl. (2001)
- Bibliographie: GRADSTEIN, S.R. & A.L. ILKUNJI-BORGES., 2009 - Guide to the plants of central French Guiana, Part 4. Liverworts and Hornworts. *Mem. New York Botanical Garden* 76 (4), New York, 140 pp.
- Bibliographie: GRANVILLE J.-J. de, 1974 - A propos des zones botaniquement intéressantes en Guyane à protéger en priorité. *Multigr. ORSTOM, Cayenne* : 3 p., 1 carte.
- Bibliographie: GRANVILLE J.-J. de, 1978 - Réserves botaniques et forestières de Guyane. *Se Coll. SEPANRIT, Bordeaux* 1977, CEGET - C.N.R.S., *Bull. de Liaison de la SEPANRIT* 9 : 53 - 57.
- Bibliographie: GRANVILLE J.-J. de, 1985 - Projets de Réserves Biologiques Domaniales en Guyane. *Multigr., Centre ORSTOM de Cayenne*. 1 carte. : 1-2.
- Bibliographie: GRANVILLE J.-J. de, 1986 - Rapport de mission sur les Monts Galbao (Guyane française), 7 janvier au 3 février 1986. *Multigr. ORSTOM, Cayenne* : 20 p., 5 photos, 2 cartes.
- Bibliographie: GRANVILLE J.-J. de & al., 2001 - (sous presse).- Rapport de mission botanique au Pic Matécho, Saül, Guyane française.
- Bibliographie: GROUPE d'ETUDE et de PROTECTION des OISEAUX de GUYANE, 2001 - Base de données Alapl.
- Bibliographie: HOFF M., CREMERS G. & GRANVILLE J.-J. de, 1995 - Florule des inselbergs de Guyane. *Multigr. Institut de Botanique, Strasbourg*: 32 p.
- Bibliographie: JULIEN-LAFERRIERE D., 1991 - Organisation du peuplement de marsupiaux en Guyane française. *Rev. Ecol. (Terre Vie)* 46: 125-144
- Bibliographie: Keith, P., Le Bail, P.Y., Planquette, P., 2000 - Atlas des poissons d'eau douce de Guyane (Batrachoidiformes, Mugiliformes, Belontiiformes, Cyprinodontiformes, Synbranchiformes, Perciformes, Pleuronectiformes, Tetraodontiformes) (1) MNHN Museum National d'Histoire Naturelle Paris (FR) : 286 p.
- Bibliographie: Le Bail, P.Y., Keith, P., Planquette, P., 2000 - Atlas des poissons d'eau douce de Guyane (Siluriformes) (2) MNHN Museum National d'Histoire Naturelle Paris (FRA) : 307 p.
- Bibliographie: LESCLURE J., 1996 - Analyse de toutes les publications qui mentionnent les amphibiens de Guyane Française jusqu'en 1996 (non publié).
- Bibliographie: LESCLURE J. & MARTY C., 2000 - Atlas des amphibiens de Guyane. MNHN.
- Bibliographie: MORI S.A., CREMERS G., GRACE C., GRANVILLE J.J. de, HOFF M., MITCHELL J.D., 1997 - Flora of central French Guiana: A manual of the vascular plant families of a lowland moist forest in northeastern South America. Part I: Gymnosperms, pteridophytes, and monocotyledons. *New York Botanical Garden*.
- Bibliographie: MORI S.A., GRACE C. & MITCHELL J.-D., 1998 - Ecotourisme et protection du patrimoine naturel dans le centre de la Guyane française. In : M. FLEURY & O. PONCY Ed. "Conserver, gérer la biodiversité, quelle stratégie pour la Guyane", JATBA, Revue d'Ethnobiologie, vol. 40 (1-2) : 299-310.
- Bibliographie: MORI, S.A. et al., 2002 - Guide to the vascular plants of central French Guiana, Part 2. Dicotyledons. *Mem. New York Botanical Garden* 76 (2), New York, 776 pp.
- Bibliographie: MORI, S.A. et al., 1997 - Guide to the vascular plants of central French Guiana, Part 1. Pteridophytes, Gymnosperms and Monocotyledons. *Mem. New York Botanical Garden* 76 (1), New York, 422 pp.
- Bibliographie: PETER F., 1978 - Epidémiologie de la leishmaniose en Guyane française, en relation avec l'existence d'une espèce nouvelle de *Rangia* *Echinomyia*, *Proechinomyia* *cuvieri* sp. n. *C. R. Acad. Sci. Paris - Série D* 287: 261-264.
- Bibliographie: Planquette, P., Keith, P., Le Bail, P.Y., 1996 - Atlas des poissons d'eau douce de Guyane (Tome 1) 22 INRA MNHN Museum National d'Histoire Naturelle Conseil Supérieur de la Pêche Paris (FR) : 429 p.



Bibliographie: Ravet M., 2012 - Inventaire pluridisciplinaire de la ZNIEFF "Mont Belvédère de Saül" - DEAL Guyane

Bibliographie: THIOLLAY J.M., 1999 - Distribution des oiseaux en forêts guyanaise.

Bibliographie: TOUSTAIN O., DUJARDIN J.L., ERARD C. & THIOLLAY J. M., 1992 - Oiseaux de Guyane. Société d'études ornithologiques, Paris.

Bibliographie: Tribot J. & Cobiogo M., 2012 - Inventaire pluridisciplinaire de la ZNIEFF "Mont Belvédère de Saül" - Sylvétude ONF / DEAL Guyane

Collection: Base AUBLET2, Herbar de Guyane, AMAP, IRD, mai 2013

Collection: Base de données Alapi (GEPOG / Brucy L. & Kim A.)

Collection: Base de données Alapi (GEPOG / Cayatte M.-L.)

Collection: Base de données Alapi (GEPOG / Delafosse I. & Fortune O.)

Collection: Base de données Alapi (GEPOG / Delafosse I.)

Collection: Base de données Alapi (GEPOG / Ingels J.)

Collection: Base de données Alapi (GEPOG / Nollbos I.)

Collection: Base de données Alapi (GEPOG / Pelletier V.)

Collection: Base de données Alapi (GEPOG / Raine S.)

Collection: Base de données Alapi (GEPOG / Pollicard J.-P.)

Collection: Base de données Alapi (GEPOG / Renaudier A.)

Collection: Base de données Alapi (GEPOG / Renaudier A., Brucy L., Kim A.)

Collection: Base de données Alapi (GEPOG / Renaudier A., Cambrezy C.)

Collection: Base de données Alapi (GEPOG / Renaudier A., Rodet M.)

Collection: Base de données Alapi (GEPOG / Studer P.)

Collection: Base de données Alapi (GEPOG)

Collection: Données association Kwata - 2010

Collection: GEPOG - Base de données Alapi

Informateur: Barrioz Sébastien - Association Kwata

Informateur: BLANC Michel

Informateur: CATZEFLIS François

Informateur: CLAESSENS Olivier

Informateur: Ecobios

Informateur: Ecobios (Etat initial faune-flore de la crique Limonade, 2008)

Informateur: GEPOG - Faune-Guyane

Informateur: GERALX Hubert

Informateur: GOUGILLON Bertrand

Informateur: LESCLURE Jean

Informateur: MARTY Christian

Informateur: Michel Blanc

Informateur: Pelletier Vincent

Informateur: Renaudier Alexandre

Informateur: TOUSTAIN Olivier, THIOLLAY Jean-Marc

Informateur: Tribot Jérémie & Cobiogo Maxime



Type: 2

## Massifs centraux de la Guyane

n° régional: 00430000

n° national: 030120054

## Résumé des modifications proposées

☐ Création ☐ Désinscription ☐ Type ☐ Dénomination ☒ Contour ☐ Compléments d'informations

## Descriptif des modifications:

La délimitation de la ZNIEFF de type II « Massifs centraux de la Guyane » a été révisée sur la base des nouveaux référentiels IGN (Scan50, 2011).

Le secteur nord a été supprimé car de nombreux sites d'orpaillage ont dégradé fortement ce secteur.

Le zonage a été étendu vers la limite de bassin versant de l'Approuague à l'ouest afin d'inclure cette tête du bassin versant, non impactée à ce jour.

## Sources cartographiques:

Les contours de la ZNIEFF sont basés sur le scan50 IGN (2011), notamment sur les cours d'eau du fond IGN (BD Topo).

*Se reporter aux pages suivantes de l'atlas cartographique :*

*Zonages ZNIEFF 2003 / Modernisation des ZNIEFF de Guyane - Carte 19*

*Zonages ZNIEFF 2003 / Modernisation des ZNIEFF de Guyane - Carte 21*

*Zonages ZNIEFF 2003 / Modernisation des ZNIEFF de Guyane - Carte 22*

*Zonages ZNIEFF 2003 / Modernisation des ZNIEFF de Guyane - Carte 24*

## Localisation

## Relations type I/II

- 1 - Massif des Emérillons et piton Baron
- 1 - Monts Bakra et pic Coudreau
- 1 - Sommet Tabulaire

## Communes

Camopi  
Maripasoula  
Régina  
Saül

## Superficie

257631,59 ha

## Altitude(s)

De 52m à 815m

## Commentaire général

La ZNIEFF des Massifs Centraux de la Guyane (type II) se situe au sud-est de Saül et s'étend entre les bassins versants de la rivière Camopi et du haut Approuague. Au même titre que la région de Saül, les reliefs de cette zone constituent un véritable château d'eau, source pour de nombreuses rivières alimentant aussi bien le bassin versant du Maroni que celui de l'Oyapock.

Cette région comprend un ensemble de hauts reliefs sur plus de 50 km de longueur qui s'inscrivent au sein de la chaîne Inini-Camopi, massif formé des plus hauts sommets de Guyane.

Dans cet ensemble, plusieurs entités constituant des ZNIEFF de type I incluses peuvent être distinguées.

Les monts Bakra et le pic Coudreau ainsi que le massif des Emérillons font partie d'un même ensemble géomorphologique en se situant sur un socle de granites caraïbes. Le Sommet Tabulaire se différencie nettement des massifs précédemment cités par sa géomorphologie, ses microclimats, sa flore et sa faune.

L'ensemble de ces formations de hauts reliefs, associant inselbergs granitiques et crêtes et plateaux sur gabbros, confère à la zone une grande diversité d'habitats, dominée d'une manière générale et commune par la forêt primaire de moyenne altitude présentant un caractère submontagnard. Toutefois, certains milieux particuliers contrastent au sein de cette forêt primaire. Ainsi, les savanes-roches à tendance xérique des monts Bakra et du massif des Emérillons se distinguent des formations hyper humides du Sommet Tabulaire. Sur ce dernier, il faut noter l'exceptionnelle profusion de fougères arborescentes (Cyatheaaceae).

La flore de ces milieux submontagnards et des savanes roches se révèle riche en espèces rares et endémiques, tout particulièrement les orchidées des monts Bakra. La faune, notamment le peuplement d'oiseaux, est caractéristique des régions d'altitude de Guyane avec des cortèges d'espèces associées de manière très étroite à certains habitats. En dehors de ces principales zones de reliefs, la haute vallée de l'Approuague, située entre le massif des Emérillons et les monts Bakra, ne présente pas de grande originalité par rapport à la forêt de plaine de Guyane en général. La zone de contact entre le Sommet Tabulaire et le massif des Emérillons est marquée par une vallée marécageuse transversale, de moins de 200 mètres d'altitude, occupée par des palmiers pinots (*Euterpe oleracea*) et des palmiers-bâches (*Mauritia flexuosa*), entre lesquels on trouve des zones d'eau libre. La présence d'une telle formation à *Mauritia flexuosa*, isolée en plein centre de la Guyane, revêt un caractère exceptionnel, formation relique, témoignant d'une époque au climat plus sec en Guyane (Pliocène, début de l'Eocène). Ce secteur particulier n'a pas été prospecté sur le plan faunistique et pourrait abriter certaines espèces originales par leur présence ou leur densité pour le massif.





intérieur guyanais. Enfin, la zone des schistes de l'Orapu est caractérisée par une succession de petites collines aux pentes assez fortes, couvertes de forêts à tendance sèche, à sous-bois clair, riche en palmiers tels *Astrocaryum* spp. et *Syagrus inajai*.

Cette grande ZNIEFF bénéficie désormais de la protection du parc Amazonien de Guyane.

### Bilan des connaissances

Mammifères: Moyen	Reptiles: Faible	Pteridophytes: Moyen	Champignons: Nul
Oiseaux: Moyen	Insectes: Nul	Bryophytes: Faible	Algues: Nul
Amphibiens: Moyen	Phanérogames: Moyen	Lichens: Nul	Habitats: Moyen
Poissons: Faible			

### Critères de délimitation

La délimitation est basée sur les critères suivants :

- Formations végétales, étages de végétation
- Répartition des espèces (faune, flore)
- Répartition et agencement des habitats

La ZNIEFF est limitée de la manière suivante :

N: Au nord, la limite suit la rive droite de la crique Cent Sous depuis son affluence avec l'Approuague (point A) jusqu'à un affluent au point B. Puis elle suit ce cours d'eau jusqu'à sa source, suit le talweg jusqu'à rejoindre la source d'un affluent de la crique Gros Montagne (point C). Elle suit cette crique pour rejoindre la crique Gros Montagne puis remonte cette dernière jusqu'à un affluent au point D. Elle emprunte alors un petit affluent vers l'est jusqu'à sa source puis continue dans le talweg jusqu'à rejoindre un affluent de la crique Parépou au point E. Elle descend cet affluent jusqu'à une confluence au point F puis remonte l'affluent jusqu'au point G puis un autre affluent jusqu'au point H. La bordure nord suit alors le talweg pour rejoindre la crique Parépou au point I, la suit jusqu'au point J. Elle emprunte alors un affluent est jusqu'au point K (sa source) puis continue dans le talweg jusqu'à rejoindre la crique Grand Kwata au point L. Elle remonte cette crique jusqu'à sa confluence avec un affluent sans nom (point M) et remonte ce dernier jusqu'au point N pour emprunter un talweg vers l'est jusqu'à atteindre la source d'un affluent de la crique Camopi au point O. La limite descend ce affluent puis la crique Camopi jusqu'au point P, sa confluence avec la crique Sapokai.  
E: A l'est, la limite longe la rive droite de la crique Sapokai du point P jusqu'à sa source au point Q puis emprunte le talweg menant au point R, source d'un affluent de la crique Duvernet. La limite suit ensuite cet affluent jusqu'à sa confluence, puis la crique Duvernet et enfin la crique Alicorne jusqu'à sa confluence avec la rivière Camopi, au niveau du lieu-dit Bienvenue (point S). La ZNIEFF est ensuite délimitée par la rive droite de la rivière Camopi, du point S au point T, confluence avec la crique Grand Tamouri.  
S: Au sud, la ZNIEFF est limitée par la rive droite de la crique Grand Tamouri puis de la crique Petit Tamouri, du point T au point U, source de la crique Petit Tamouri.  
W: A l'ouest, la limite suit ensuite le talweg du point U au point V, source de la crique Verdun, puis longe la crique Verdun, la crique Petite Waki et enfin la crique Carbet Brûlé jusqu'au point W. Depuis le point W, la limite ouest emprunte un talweg jusqu'au point X, source d'un affluent de la crique Sai, puis suit cet affluent jusqu'au point Y. Pour finir, la ZNIEFF suit les limites du bassin-versant de l'Approuague jusqu'au point Z, une des sources de l'Approuague, puis longe la rive gauche du fleuve Approuague, du point Y au point A.

Coordonnées des points mentionnés (WGS84 UTM 22 nord):

A (270761m; 377966m) - B (271616m; 375775m) - C (273343m; 374758m) - D (276239m; 372109m) - E (277846m; 372751m) - F (279669m; 373454m) - G (279698m; 372440m) - H (280254m; 372255m) - I (281426m; 372099m) - J (281611m; 371545m) - K (282017m; 371434m) - L (283121m; 370528m) - M (291302m; 370175m) - N (291297m; 367653m) - O (292578m; 367285m) - P (305876m; 370209m) - Q (311493m; 353134m) - R (311367m; 352305m) - S (312138m; 344483m) - T (291963m; 317970m) - U (262322m; 329337m) - V (261762m; 329626m) - W (262616m; 357237m) - X (262313m; 357931m) - Y (262917m; 361296m) - Z (261385m; 374791m)

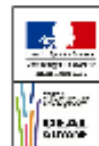
### Compléments descriptifs

#### Typologie des milieux

Abattis de Guyane  
Autres clairières forestières  
Berges tropicales herbacées  
Cultures de manioc  
Forêts à Euterpe oleracea (Pinotières)  
Forêts denses et hautes de terre ferme de basse altitude  
Forêts denses sempervirentes humides de basse altitude de Guyane < 500 m

#### Géomorphologie

Affleurement rocheux  
Montagne  
Plateau  
Rivière, fleuve  
Terrasse alluviale



Forêts denses sempervirentes humides de moyenne altitude et forêts submontagnardes 500 - 700 m  
Forêts inondables de bas-fonds de basse altitude  
Forêts inondables et forêts sur flats  
Forêts marécageuses, marécages boisés et forêts sur sols hydromorphes de Guyane  
Forêts plus ou moins denses et basses de terre ferme de basse altitude  
Forêts ripicoles  
Forêts ripicoles sur sable et limons des berges concaves  
Forêts sur rochers à épiphytes d'îlots de sauts  
Friches et brousses  
Lits des rivières et des criques tropicales  
Sauts et seuils rocheux de rivière - rapides  
Zones rudérales et terrains vagues

### Statuts de propriété

Domaine de l'état  
Indéterminé

### Mesures de protection

Protections réglementaires nationales  
Parc national, aire d'adhésion  
Parc national, zone cœur

### Facteurs d'évolution

## Critères d'intérêt

### Autres intérêts de la zone

Scientifique  
Paysager  
Géomorphologique

### Intérêts fonctionnels

Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales

### Intérêts patrimoniaux

Ecologique  
Amphibiens  
Oiseaux  
Mammifères  
Faunistique  
Poissons  
Reptiles  
Floristique  
Phanérogames

## Sources de données

Bibliographie: AUBLET2, 2001 - AUBLET2, février 2001.

Bibliographie: AUBLET2, 2001 - AUBLET2, juillet 2001.

Bibliographie: BOUDRIE, M., 2010 - Les Ptéridophytes du mont Itoupé - Sommet Tabulaire, rapport préliminaire de mission (18 mars - 2 avril 2010) ; PAG - DEAL, 29 pp.

Bibliographie: Brosse S., 2010 - Les communautés de poissons du Mont Itoupé ; Influence relative des facteurs biogéographique, du gradient amont-aval et du micro-habitat sur la structure des communautés, la richesse spécifique et l'abondance des poissons. CR mission, UMR Ecolab-Univ. Tou.

Bibliographie: Brosse S. & Grenouillet G., 2010 - Inventaire pluridisciplinaire du Mont Itoupé - CNRS / Parc Amazonien de Guyane

Bibliographie: CLAESSENS, O. & A. RENAUDIER, 2010 - Inventaire ornithologique du Mont Itoupé (PAG, Sommet Tabulaire), du 1er au 10 octobre 2010 ; PAG - DEAL, 35 pp.

Bibliographie: COPPENS D'ECKENBRUGGE G., 1993 - Prospection en Guyane française (mission "génétique de l'ananas"). CIRAD, Fort de France, 109 pp.

Bibliographie: Delaval M. & Pelletier V., 2010 - Inventaire pluridisciplinaire du Mont Itoupé - Sylvétude-ONF & ECOBIOS / Parc Amazonien de Guyane

Bibliographie: DELAVAL, M., M. DEWYNTER, V. PELLETIER & N. SURUGUE, 2010 - Le peuplement de Chiroptères du Mont Itoupé ; PAG - ONF - DEAL, 26 pp.

Bibliographie: Dewynter M., 2010 - Inventaire pluridisciplinaire du Mont Itoupé - Sylvétude-ONF / Parc Amazonien de Guyane

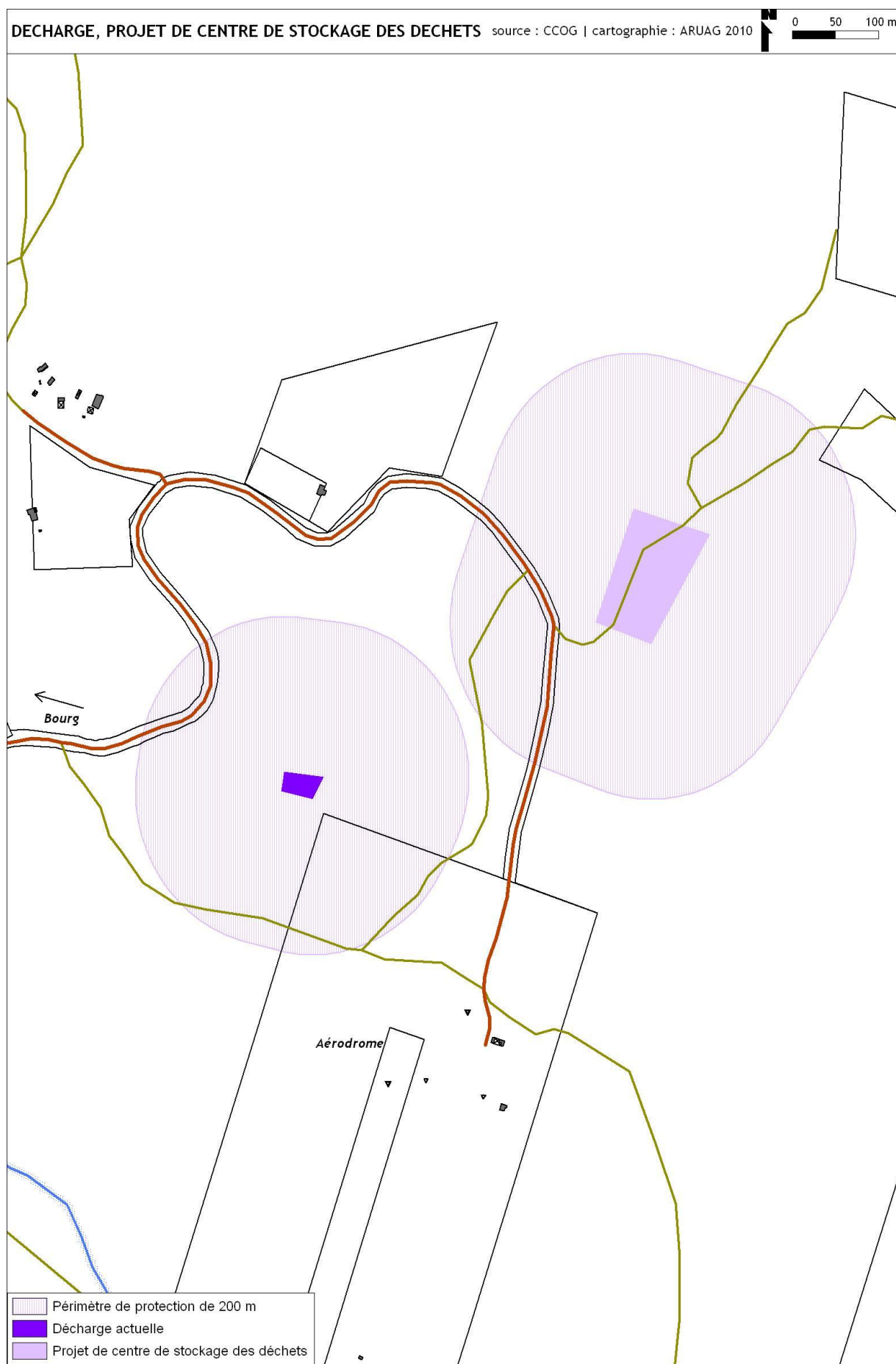
Bibliographie: DEWYNTER, M., V. PELLETIER, N. SURUGUE & M. DELAVAL, 2010 - L'herpétofaune du Mont Itoupé ; ONF - PAG, 28 pp.



- Bibliographie:** Gasc J.-P., 2005 - *Le faciès savane-roche des inselbergs et sa participation à la biodiversité des écosystèmes guyanais. Pour une connaissance et la gestion de milieux patrimoniaux fragiles: les savanes-roches des inselbergs.* IRD/MNHN, 367p.
- Bibliographie:** GASC J.-P., 2005 - « Le faciès savane-roche des inselbergs et sa participation à la biodiversité des écosystèmes guyanais ». Rapport juin 2005. Maître d'ouvrage ECOFOG / SILVOLAB / IRD. Coordination : MNHN, Prof. J.-P. GASC ; 285 pp.
- Bibliographie:** GEPOG, 2001 - Base de données Alapi. (2001)
- Bibliographie:** Gonzales S., 2010 - Inventaire pluridisciplinaire du Mont Itoupé - IRD / Parc Amazonien de Guyane
- Bibliographie:** GRANVILLE J.-J. de, 1974 - A propos des zones botaniquement intéressantes en Guyane à protéger en priorité. Multigr. ORSTOM, Cayenne : 3 p., 1 carte.
- Bibliographie:** GRANVILLE J.-J. de, 1978 - Recherches sur la Flore et la Végétation Guyanaises. Première partie : "Contribution à l'étude de la flore et de la végétation des inselbergs des Tumuc-Humac (Guyane française)". Deuxième partie : "Monocotylédones et contraintes écologiques : l'exemple de
- Bibliographie:** GRANVILLE J.-J. de, 1978 - Réserves botaniques et forestières de Guyane. 5e Coll. SEPANRIT, Bordeaux 1977, CEGET - C.N.R.S., Bull. de Liaison de la SEPANRIT 9 : 53 - 57.
- Bibliographie:** GRANVILLE J.-J. de, 1980 - Du Sommet Tabulaire aux Monts Bakra, premières observations sur la flore et le milieu naturel. La Nature et l'Homme en Guyane, ORSTOM, Centre de Cayenne : 1 - 15, 2 fig.
- Bibliographie:** GRANVILLE J.-J. de, 1985 - Projets de Réserves Biologiques Domaniales en Guyane. Multigr., Centre ORSTOM de Cayenne. 1 carte. : 1-2.
- Bibliographie:** GRANVILLE J.-J. de, CREMERS G. & HOFF M., 1992 - Introduction à la flore et à la végétation de la région des Montagnes de la Trinité.
- Bibliographie:** GRANVILLE, J.-J. de, 1980 - Du Sommet Tabulaire aux Monts Bakra ; premières observations sur la flore et le milieu naturel. Coll. La Nature et l'Homme en Guyane, ORSTOM, Cayenne, 15 pp.
- Bibliographie:** GROUPE d'ETUDE et de PROTECTION des OISEAUX de GUYANE, 2001 - Base de données Alapi.
- Bibliographie:** HOFF M., CREMERS G. & GRANVILLE J.-J. de, 1995 - Florule des inselbergs de Guyane. Multigr. Institut de Botanique, Strasbourg : 32 p.
- Bibliographie:** Keith, P., Le Bail, P.Y., Planquette, P., 2000 - Atlas des poissons d'eau douce de Guyane (Batrachoidiformes, Mugiliformes, Belontiiformes, Cyprinodontiformes, Synbranchiiformes, Perciformes, Pleuronectiformes, Tetraodontiformes) (1) MNHN Museum National d'Histoire Naturelle Paris (FR) : 286 p.
- Bibliographie:** Le Bail, P.Y., Keith, P., Planquette, P., 2000 - Atlas des poissons d'eau douce de Guyane (Siluriformes) (2) MNHN Museum National d'Histoire Naturelle Paris (FRA) : 307 p.
- Bibliographie:** Léotard G., Boudrie M., Tostain O. & Pelletier V., 2010 - Inventaire pluridisciplinaire du Mont Itoupé - ECOBIOS / Parc Amazonien de Guyane
- Bibliographie:** MOLINO, J.-F., D. SABATIER, M. TARCY & M.-F. PREVOST, 2011 - Flore et végétations du massif du Mont Itoupé (Parc Amazonien de Guyane), caractérisation des communautés végétales arborescentes ; rapport final, IRD - DEAL - PAG, 58 pp.
- Bibliographie:** Montoya J., 2010 - Ichtyologie du Mont Itoupé - Rapport de mission Parc Amazonien ; 25P.
- Bibliographie:** Planquette, P., Keith, P., Le Bail, P.Y., 1996 - Atlas des poissons d'eau douce de Guyane (Tome 1) 22 INRA MNHN Museum National d'Histoire Naturelle Conseil Supérieur de la Pêche Paris (FR) : 429 p.
- Bibliographie:** Renaudier A. & Claessens O., 2010 - Inventaire pluridisciplinaire du Mont Itoupé - GEPOG / Parc Amazonien de Guyane
- Bibliographie:** TOSTAIN O. & al., 1993 - Mission biologique héliportée dans les Monts Bakra autour du Pic Coudreau - 13 au 21 avril 1993. DIREN.
- Bibliographie:** TOSTAIN, O., 2010 - Mission d'inventaire biologique pluridisciplinaire sur les Monts Itoupé ; rapport préliminaire ; DEAL - PAG - ECOBIOS, 23 pp.
- Collection:** Base AUBLET2, Herbar de Guyane, AMAP, IRD, mai 2013
- Collection:** Base de données Alapi (GEPOG / Nollbos I.)
- Collection:** Données association Kwata - 2010
- Collection:** GEPOG - Base de donnée Alapi
- Informateur:** BOUDRIE M. (Pteridophytes)
- Informateur:** Delaval M., Dewynter M., Pelletier V. & Surugue N.
- Informateur:** DEWYNTER Mael
- Informateur:** Laboratoire Hydreco
- Informateur:** Léotard G., Pelletier V. & Tostain O.
- Informateur:** Renaudier Alexandre - GEPOG
- Informateur:** Renaudier Alexandre & Claessens Olivier - GEPOG

### 3b | Protection autour des décharges

Il est interdit de construire dans un périmètre de 200m autour des décharges.





## Chapitre 3 | Le règlement national d'urbanisme

Conformément à l'article R162-1 du code de l'urbanisme, dans les territoires couverts par la carte communale, les autorisations d'occuper et d'utiliser le sol sont instruites et délivrées sur le fondement du règlement national d'urbanisme et des autres dispositions législatives et réglementaires applicables.

Conformément à l'article R162- du code de l'urbanisme, les documents graphiques sont opposables aux tiers.

Conformément à l'article R111-1 du code de l'urbanisme, le règlement national d'urbanisme est applicable aux constructions et aménagements faisant l'objet d'un permis de construire, d'un permis d'aménager ou d'une déclaration préalable ainsi qu'aux autres utilisations du sol régies par le présent code. Toutefois :

1° Les dispositions des articles R. 111-3, R. 111-5 à R. 111-19 et R. 111-28 à R. 111-30 ne sont pas applicables dans les territoires dotés d'un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu ;

2° Les dispositions de l'article R. 111-27 ne sont applicables ni dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, ni dans les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, ni dans les territoires dotés d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur approuvé en application de l'article L. 313-1.

Les termes utilisés par le règlement national d'urbanisme peuvent être définis par un lexique national d'urbanisme, pris par arrêté du ministre chargé de l'urbanisme.

Suivent les principales dispositions réglementaires du règlement national d'urbanisme.

### 1 | LOCALISATION, IMPLANTATION ET DESSERTE DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENTS

#### ► Article R111-2 du code de l'urbanisme

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.

#### ► Article R111-3 du code de l'urbanisme

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est susceptible, en raison de sa localisation, d'être exposé à des nuisances graves, dues notamment au bruit.

#### ► Article R111-4 du code de l'urbanisme

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

#### ► Article R111-5 du code de l'urbanisme

Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Il peut également être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

#### ► Article R111-6 du code de l'urbanisme

Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable peut imposer la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers nécessaires au respect des conditions de sécurité mentionnées au deuxième alinéa de l'article R. 111-5.

Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, le projet peut n'être autorisé que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

#### ► Article R111-7 du code de l'urbanisme

Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable peut imposer le maintien ou la création d'espaces verts correspondant à l'importance du projet.

Lorsque le projet prévoit des bâtiments à usage d'habitation, l'autorité compétente mentionnée aux articles L. 422-1 à L. 422-3 peut exiger la réalisation, par le constructeur, d'aires de jeux et de loisirs situées à proximité de ces logements et correspondant à leur importance.

► **Article R111-8 du code de l'urbanisme**

L'alimentation en eau potable et l'assainissement des eaux domestiques usées, la collecte et l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ainsi que l'évacuation, l'épuration et le rejet des eaux résiduaires industrielles doivent être assurés dans des conditions conformes aux règlements en vigueur.

► **Article R111-9 du code de l'urbanisme**

Lorsque le projet prévoit des bâtiments à usage d'habitation, ceux-ci doivent être desservis par un réseau de distribution d'eau potable sous pression raccordé aux réseaux publics.

► **Article R111-10 du code de l'urbanisme**

En l'absence de réseau public de distribution d'eau potable et sous réserve que l'hygiène générale et la protection sanitaire soient assurées, l'alimentation est assurée par un seul point d'eau ou, en cas d'impossibilité, par le plus petit nombre possible de points d'eau.

En l'absence de système de collecte des eaux usées, l'assainissement non collectif doit respecter les prescriptions techniques fixées en application de l'article R. 2224-17 du code général des collectivités territoriales.

En outre, les installations collectives sont établies de manière à pouvoir se raccorder ultérieurement aux réseaux publics.

► **Article R111-11 du code de l'urbanisme**

Des dérogations à l'obligation de réaliser des installations collectives de distribution d'eau potable peuvent être accordées à titre exceptionnel, lorsque la grande superficie des parcelles ou la faible densité de construction ainsi que la facilité d'alimentation individuelle font apparaître celle-ci comme nettement plus économique, mais à la condition que la potabilité de l'eau et sa protection contre tout risque de pollution puissent être considérées comme assurées.

Des dérogations à l'obligation de réaliser des installations collectives peuvent être accordées pour l'assainissement lorsque, en raison de la grande superficie des parcelles ou de la faible densité de construction, ainsi que de la nature géologique du sol et du régime hydraulique des eaux superficielles et souterraines, l'assainissement individuel ne peut présenter aucun inconvénient d'ordre hygiénique.

► **Article R111-12 du code de l'urbanisme**

Les eaux résiduaires industrielles et autres eaux usées de toute nature qui doivent être épurées ne doivent pas être mélangées aux eaux pluviales et aux eaux résiduaires industrielles qui peuvent être rejetées en milieu naturel sans traitement. Cependant, ce mélange est autorisé si la dilution qui en résulte n'entraîne aucune difficulté d'épuration. L'évacuation des eaux résiduaires industrielles dans le système de collecte des eaux usées, si elle est autorisée, peut être subordonnée notamment à un prétraitement approprié.

Lorsque le projet porte sur la création d'une zone industrielle ou la construction d'établissements industriels groupés, l'autorité compétente peut imposer la desserte par un réseau recueillant les eaux résiduaires industrielles les conduisant, éventuellement après un prétraitement approprié, soit au système de collecte des eaux usées, si ce mode d'évacuation peut être autorisé compte tenu notamment des prétraitements, soit à un dispositif commun d'épuration et de rejet en milieu naturel.

► **Article R111-13 du code de l'urbanisme**

Le projet peut être refusé si, par sa situation ou son importance, il impose soit la réalisation par la commune d'équipements publics nouveaux hors de proportion avec ses ressources actuelles, soit un surcroît important des dépenses de fonctionnement des services publics.

► **Article R111-14 du code de l'urbanisme**

En dehors des parties urbanisées des communes, le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation ou sa destination :

1° A favoriser une urbanisation dispersée incompatible avec la vocation des espaces naturels environnants, en particulier lorsque ceux-ci sont peu équipés ;

2° A compromettre les activités agricoles ou forestières, notamment en raison de la valeur agronomique des sols, des structures agricoles, de l'existence de terrains faisant l'objet d'une délimitation au titre d'une appellation d'origine contrôlée ou d'une indication géographique protégée ou comportant des équipements spéciaux importants, ainsi que de périmètres d'aménagements fonciers et hydrauliques ;

3° A compromettre la mise en valeur des substances mentionnées à l'article L. 111-1 du code minier ou des matériaux de carrières inclus dans les zones définies à l'article L. 321-1 du même code.

► **Article R111-15 du code de l'urbanisme**

Une distance d'au moins trois mètres peut être imposée entre deux bâtiments non contigus situés sur un terrain appartenant au même propriétaire.

► **Article R111-16 du code de l'urbanisme**

Lorsque le bâtiment est édifié en bordure d'une voie publique, la distance comptée horizontalement de tout point de l'immeuble au point le plus proche de l'alignement opposé doit être au moins égale à la différence d'altitude

entre ces deux points. Lorsqu'il existe une obligation de construire au retrait de l'alignement, la limite de ce retrait se substitue à l'alignement. Il en sera de même pour les constructions élevées en bordure des voies privées, la largeur effective de la voie privée étant assimilée à la largeur réglementaire des voies publiques. Toutefois une implantation de la construction à l'alignement ou dans le prolongement des constructions existantes peut être imposée.

► **Article R111-17 du code de l'urbanisme**

A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite parcellaire, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à trois mètres.

► **Article R111-18 du code de l'urbanisme**

Lorsque, par son gabarit ou son implantation, un immeuble bâti existant n'est pas conforme aux prescriptions de l'article R. 111-17, le permis de construire ne peut être accordé que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de l'implantation ou du gabarit de cet immeuble avec ces prescriptions, ou pour des travaux qui sont sans effet sur l'implantation ou le gabarit de l'immeuble.

► **Article R111-19 du code de l'urbanisme**

Des dérogations aux règles édictées aux articles R. 111-15 à R. 111-18 peuvent être accordées par décision motivée de l'autorité compétente mentionnée aux articles L. 422-1 à L. 422-3, après avis du maire de la commune lorsque celui-ci n'est pas l'autorité compétente.

En outre, le préfet peut, après avis du maire, apporter des aménagements aux règles prescrites aux articles R. 111-15 à R. 111-18, sur les territoires où l'établissement de plans locaux d'urbanisme a été prescrit, mais où ces plans n'ont pas encore été approuvés.

► **Article R111-20 du code de l'urbanisme**

Les avis de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévus à l'article L. 111-5 sont réputés favorables s'il ne sont pas intervenus dans un délai d'un mois à compter de sa saisine par le préfet de département.

## **2 | DENSITE ET RECONSTRUCTION DES CONSTRUCTIONS**

► **Article R111-21 du code de l'urbanisme**

La densité de construction est définie par le rapport entre la surface de plancher de cette construction et la surface de terrain sur laquelle elle est ou doit être implantée.

La superficie des terrains cédés gratuitement en application de l'article R. 332-16 est prise en compte pour la définition de la densité de construction.

► **Article R111-22 du code de l'urbanisme**

La surface de plancher de la construction est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades après déduction :

1° Des surfaces correspondant à l'épaisseur des murs entourant les embrasures des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur ;

2° Des vides et des trémies afférentes aux escaliers et ascenseurs ;

3° Des surfaces de plancher d'une hauteur sous plafond inférieure ou égale à 1,80 mètre ;

4° Des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules motorisés ou non, y compris les rampes d'accès et les aires de manœuvres ;

5° Des surfaces de plancher des combles non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial ;

6° Des surfaces de plancher des locaux techniques nécessaires au fonctionnement d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle au sens de l'article L. 231-1 du code de la construction et de l'habitation, y compris les locaux de stockage des déchets ;

7° Des surfaces de plancher des caves ou des celliers, annexes à des logements, dès lors que ces locaux sont desservis uniquement par une partie commune ;

8° D'une surface égale à 10 % des surfaces de plancher affectées à l'habitation telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des alinéas précédents, dès lors que les logements sont desservis par des parties communes intérieures.

### 3 | PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES ET ENERGETIQUES

#### ▶ Article R111-23 du code de l'urbanisme

Pour l'application de l'article L. 111-16, les dispositifs, matériaux ou procédés sont :

- 1° Les bois, végétaux et matériaux biosourcés utilisés en façade ou en toiture ;
- 2° Les systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables, lorsqu'ils correspondent aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée. Un arrêté du ministre chargé de l'urbanisme précise les critères d'appréciation des besoins de consommation précités ;
- 3° Les équipements de récupération des eaux de pluie, lorsqu'ils correspondent aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée ;
- 4° Les pompes à chaleur ;
- 5° Les brise-soleils.

#### ▶ Article R111-24 du code de l'urbanisme

La délibération par laquelle, en application du 2° de l'article L. 111-17, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent délimite un périmètre dans lequel les dispositions de l'article L. 111-16 ne s'appliquent pas fait l'objet des procédures d'association du public et de publicité prévues aux articles L. 153-47 et R. 153-20.

L'avis de l'architecte des Bâtiments de France mentionné au 2° de l'article L. 111-17 est réputé favorable s'il n'est pas rendu par écrit dans un délai de deux mois après la transmission du projet de périmètre par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent matière de plan local d'urbanisme.

### 4 | REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

#### ▶ Article R111-25 du code de l'urbanisme

Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable peut imposer la réalisation d'installations propres à assurer le stationnement hors des voies publiques des véhicules correspondant aux caractéristiques du projet.

Il ne peut être exigé la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement lors de la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat.

L'obligation de réaliser des aires de stationnement n'est pas applicable aux travaux de transformation ou d'amélioration de bâtiments affectés à des logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat, y compris dans le cas où ces travaux s'accompagnent de la création de surface de plancher, dans la limite d'un plafond de 50 % de la surface de plancher existant avant le commencement des travaux.

### 5 | PRESERVATION DES ELEMENTS PRESENTANT UN INTERET ARCHITECTURAL, PATRIMONIAL, PAYSAGER OU ECOLOGIQUE

#### ▶ Article R111-26 du code de l'urbanisme

Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable doit respecter les préoccupations d'environnement définies aux articles L. 110-1 et L. 110-2 du code de l'environnement. Le projet peut n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si, par son importance, sa situation ou sa destination, il est de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement.

#### ▶ Article R111-27 du code de l'urbanisme

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

#### ▶ Article R111-28 du code de l'urbanisme

Dans les secteurs déjà partiellement bâtis, présentant une unité d'aspect et non compris dans des programmes de rénovation, l'autorisation de construire à une hauteur supérieure à la hauteur moyenne des constructions avoisinantes peut être refusée ou subordonnée à des prescriptions particulières.

#### ▶ Article R111-29 du code de l'urbanisme

Les murs séparatifs et les murs aveugles apparentés d'un bâtiment doivent, lorsqu'ils ne sont pas construits avec les mêmes matériaux que les murs de façades principales, avoir un aspect qui s'harmonise avec celui des façades.

#### ▶ Article R111-30 du code de l'urbanisme

La création ou l'extension d'installations ou de bâtiments à caractère industriel ainsi que de constructions légères ou provisoires peut être subordonnée à des prescriptions particulières, notamment à l'aménagement d'écrans de verdure ou à l'observation d'une marge de reculement.



## **6 | DISPOSITIONS PARTICULIERES A LA GUADELOUPE, LA GUYANE, LA MARTINIQUE, LA REUNION ET MAYOTTE**

### **▶ Article R111-52 du code de l'urbanisme**

En Guadeloupe, en Guyane, en Martinique et à La Réunion, en ce qui concerne les bâtiments situés sur un terrain appartenant au même propriétaire, la distance entre les façades en vis-à-vis doit être au moins égale à la hauteur de la façade la plus élevée, sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

### **▶ Article R111-53 du code de l'urbanisme**

En Guadeloupe, en Guyane, en Martinique et à La Réunion, lorsqu'il s'agit de bâtiments ou d'ensembles de bâtiments à usage d'habitation comprenant plusieurs logements, chaque logement doit être disposé de telle sorte que la moitié au moins des pièces habitables prenne jour sur une façade exposée aux vents dominants.

### 1 | CONVENTION D'APPLICATION DE LA CHARTE DU PAG SUR LA COMMUNE DE SAUL (2014-2017)



#### Charte du Parc amazonien de Guyane

### Convention d'application Commune de SAÛL Mars 2014 à mars 2017

Entre,

L'établissement public du **Parc amazonien de Guyane**, ci-après désigné par « l'établissement public du PAG », représenté par son Président, M. Claude SUZANON,

Et d'autre part,

La **commune de Saül**, représentée par le Maire, M. Hermann CHARLOTTE.

## Charte du Parc amazonien de Guyane

# Convention d'application Commune de SAÛL Mars 2014 à mars 2017

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L et R 331 et suivants ;

Vu le décret n°266-2007 du 27 février 2007 créant le parc national dénommé « Parc amazonien de Guyane » ;

Vu le décret n°2013-968 du 28 octobre 2013 portant approbation de la charte du Parc amazonien de Guyane ;

Vu la délibération n°2014-170 du 13 mars 2014 du conseil d'administration du PAG validant la présente convention et autorisant le Président à la signer ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Saül prise en séance du 23 janvier 2014 décidant de l'adhésion de la commune à la charte du PAG ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Saül prise en séance du 06 mars 2014 validant la présente convention et autorisant le Maire à la signer ;

La charte du Parc amazonien de Guyane est le projet de développement durable et de protection des patrimoines naturels, paysagers et culturels des territoires concernés par le parc national. Ce projet a vocation à être mis en œuvre de manière partenariale : il identifie pour chacune des mesures proposées les pilotes et partenaires pressentis ainsi que le rôle que l'établissement public du PAG pourra jouer.

Les conventions d'application de la charte sont des outils de déclinaison territoriale et opérationnelle de la charte et prévoient les partenariats entre l'établissement public du PAG et les collectivités territoriales. L'établissement public du PAG conventionne de manière bilatérale avec chacune des collectivités concernées, il peut également signer des contrats de partenariats avec des acteurs privés.

Par la présente convention d'application, la commune de Saül et l'établissement public du PAG donnent un cadre formel à leurs partenariats, à leurs engagements et projets communs permettant ainsi de mettre en œuvre de manière concrète la charte du Parc amazonien de Guyane sur le territoire de Saül.

La commune de Saül et l'établissement public du PAG conviennent ensemble ce qui suit :

### Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet principal :

- D'identifier les actions permettant la mise en œuvre des orientations et des objectifs de la charte du PAG sur le territoire de la commune de Saül :
  - les actions impliquant un partenariat entre la commune et l'établissement public du PAG (annexe 1-1) ;
  - et les actions menées par l'établissement public du PAG sur le territoire communal sans implication directe de la commune (annexe 1-2) ;
- De définir les modalités de partenariat pour chacune des actions ;
- De favoriser l'échange régulier entre les signataires.

Les actions identifiées dans cette convention qui le nécessitent feront l'objet d'une convention particulière, notamment en cas de plan de financement complexe.

### Article 2 : Périmètre concerné par la convention

L'ensemble du territoire communal de Saül inclus dans la zone de cœur et dans la zone d'adhésion du PAG est concerné par la présente convention.

### Article 3 : Date d'effet, durée de validité et avenants à la convention

La présente convention d'application prend effet à la date de sa signature pour une durée de trois ans.

Elle peut faire l'objet d'avenants, en particulier suite aux bilans intermédiaires prévus à l'article 6. Conformément aux délibérations visées ci-dessus, le conseil municipal de Saül et le conseil d'administration du PAG délèguent respectivement au Maire et au Président du PAG la possibilité de définir et signer des avenants, lorsque ceux-ci ne portent que sur la description ou des modalités de mise en œuvre des actions (annexe 2).

Tout avenant portant modification au corps de la présente convention nécessitera quant à lui des délibérations préalables du conseil municipal de Saül et du conseil d'administration du PAG.

### Article 4 : Engagements généraux des deux parties

Pendant la période de mise en œuvre de la convention, l'établissement public du PAG s'engage, dans la limite de ses moyens techniques, humains et financiers, à :

- Prendre en compte les attentes de la commune et l'associer étroitement à l'élaboration et la mise en œuvre des projets qui la concernent ;
- Simplifier dans la mise en œuvre des actions listées en annexes 1-1 et 1-2 selon les modalités de partenariat définies en annexe 2 ;
- Informer régulièrement la commune sur les actions mises en œuvre, que celle-ci soit directement impliquée ou non ;
- Communiquer sur les actions menées avec la commune.

De son côté, pendant la même période, la commune de Saül s'engage, dans la limite de ses moyens techniques, humains et financiers, à :

- Prendre en compte les orientations de développement durable et les objectifs de protection des patrimoines définis par la charte dans la mise en œuvre de sa politique communale ;
- Associer l'établissement public du PAG dans la réflexion sur ses projets d'aménagement et de développement local ;
- S'impliquer dans la mise en œuvre des actions listées en annexe 1-1 selon les modalités de partenariat définies en annexe 2 ;
- Communiquer sur les actions menées avec l'établissement public du PAG.

Article 5 : Déclinaison des orientations et des objectifs de la charte du PAG sur le territoire communal

Dans le cadre de cette première convention d'application, la commune de Saül et l'établissement public du PAG s'entendent pour décliner les orientations et objectifs de la charte comme ci-dessous. Leur mise en œuvre se concrétise au travers des actions listées et décrites en annexe.

Enjeux charte	Orientations et objectifs charte	Déclinaison spécifique pour le territoire de Saül
<b>Enjeu (I)</b> <i>Préservation de l'écosystème forestier amazonien et des interactions entre l'homme et le milieu</i>	OR I-3 et OR I-2  OR I-1 / OR I-2 et OR I-1 et OR I-3	<ul style="list-style-type: none"><li>■ Lutter contre l'orpaillage illégal, en priorité à proximité des zones de vie et en zone de cœur du PAG</li><li>■ Mettre en place des programmes de connaissance et faire de Saül un lieu de référence pour la recherche scientifique et d'étude de la biodiversité amazonienne</li></ul>
<b>Enjeu (II)</b> <i>Reconnaissance et valorisation de la diversité culturelle et transmission des valeurs, savoirs et savoir-faire</i>	OR II-1 / OR II-3 et OR II-1  OR II-2	<ul style="list-style-type: none"><li>■ Valoriser l'histoire et les sites culturels du territoire et du bourg de Saül, notamment en vue d'une valorisation écotouristique</li><li>■ Transmettre et valoriser les connaissances, savoirs et savoir-faire des habitants de Saül, en particulier celles liées à l'utilisation des ressources naturelles (usages du bois, plantes médicinales, etc.)</li></ul>
<b>Enjeu (III)</b> <i>Amélioration de la qualité de vie des habitants et développement économique local adapté</i>	OR III-1  OR III-2 et OR II-1 et OR III-2  OR III-2 et OR I-1 / OR II-2	<ul style="list-style-type: none"><li>■ Aménager des espaces de vie et de détente dans le bourg de Saül, à destination des habitants, des visiteurs et de tout type de public (notamment des personnes handicapées)</li><li>■ Développer une offre écotouristique, basée sur la randonnée pédestre et la découverte des patrimoines naturels et culturels de Saül</li><li>■ Faciliter l'émergence d'activités économiques durables et de pratiques écoresponsables</li></ul>

Article 6 : Modalités de mise en œuvre et suivi de la convention

La commune désigne un élu référent pour cette convention. Il est l'interlocuteur privilégié pour l'établissement public du PAG et relaie auprès de la population.

Le chef de la délégation territoriale Centre est le référent au sein de l'établissement public du PAG pour cette convention. Il est l'interlocuteur privilégié de la commune et s'assure de la coordination des actions prévues par la présente convention sur le territoire communal.

L'élu référent et le chef de la délégation territoriale veillent à l'échange régulier d'informations sur les différentes actions et au respect des termes de la convention.

Une fois par an, à date anniversaire de la convention, une rencontre des parties est organisée afin de réaliser un bilan intermédiaire de sa mise en œuvre, de procéder à d'éventuels ajustements et, le cas échéant, d'ajouter de nouvelles actions identifiées en cours de convention.

Autant que de besoin, l'une ou l'autre des parties peut solliciter d'autres rencontres. A la demande du Maire, le chef de la délégation Centre du PAG intervient en conseil municipal pour informer sur l'état d'avancement des actions prévues par cette convention.

En fin de convention, une réunion est tenue afin de tirer le bilan de celle-ci et d'engager, le cas échéant, la rédaction de la convention d'application suivante.

Cette convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de différends rencontrés dans l'exécution de la présente convention, les contractants s'engagent à se réunir pour chercher un règlement à l'amiable. En cas d'impossibilité d'aboutir à une solution de compromis, les partenaires conviennent de s'en remettre à l'arbitrage du Préfet de Guyane.

Fait à Remire-Montjoly, le 17 mars 2014



Le Maire de la commune de Saül,  
M. Hermann CHARLOTTE



Le Président du Parc amazonien de Guyane,  
M. Claude SUZANON



Annexe 1 : Liste des actions et concordance avec la charte

Annexe 1-1 : Actions partenariales impliquant la commune de Saül, l'établissement public du PAG et, le cas échéant, d'autres partenaires

Annexe 1-2 : Autres actions prévues sur le territoire communal n'impliquant pas directement la commune de Saül

Annexe 1-3 : Concordance entre la charte et les actions prévues dans la convention

Annexe 1-1 : Actions partenariales impliquant la commune de Saül, l'établissement public du PAG et, le cas échéant, d'autres partenaires  
La description de ces mesures ainsi que leurs modalités de mise en œuvre sont détaillées en annexe 2.

N°	Actions	Période
<b>Valoriser l'histoire et les sites culturels du territoire et du bourg de Saül, notamment en vue d'une valorisation écotouristique</b>		
1	Accompagner la commune dans la formalisation de sa politique culturelle et touristique	2014-2015-2016
2	Promouvoir le territoire et la richesse des patrimoines naturels et culturels de Saül	2014-2015-2016
3	Accompagner la restauration de la maison Agasso en vue de la création d'un lieu d'accueil thématique, témoin de l'époque de l'orpillage traditionnel	2015-2016
4	Mener une étude archéologique sur l'histoire de l'orpillage à Saül	2014-2015
5	Éditer un ouvrage sur l'histoire de la commune de Saül	2014
6	Contribuer à l'animation culturelle et touristique locale au travers l'organisation d'événements annuels sur la commune de Saül	2014-2015-2016
<b>Aménager des espaces de vie et de détente dans le bourg de Saül, à destination des habitants, des visiteurs et de tout type de public (notamment personnes handicapées)</b>		
7	Favoriser la transmission des savoir-faire traditionnels à travers la construction du carbet communal de Saül	2014
<b>Développer une offre écotouristique, basée sur la randonnée pédestre et la découverte des patrimoines naturels et culturels de Saül</b>		
8	Soutenir le projet communal de développement écotouristique	2014-2015-2016
9	Concevoir et développer un accueil de scientifiques et de découverte sur le site des Monts Gabano – Saül	2014-2015-2016
10	Accompagner la mise en œuvre du projet « tourisme et handicap »	2014-2015-2016
11	Finaliser et entretenir la signalétique directionnelle sur les sentiers de randonnée pédestre	2014-2015-2016
12	Réaliser une carte technique des sentiers de Saül à destination des randonneurs	2014
13	Participer à l'entretien du réseau d'itinéraires de randonnée pédestre	2014-2015-2016
<b>Faciliter l'émergence d'activités économiques durables et de pratiques écoresponsables</b>		
14	Favoriser l'intégration des micro-filières locales au développement touristique	2014-2015-2016
15	Mettre en œuvre des actions de sensibilisation et de réduction des déchets	2014-2015-2016

Annexe 1-2 : Autres actions prévues sur le territoire communal n'impliquant pas directement la commune de Saül

La description de ces mesures ainsi que leurs modalités de mise en œuvre sont détaillées en annexe 2.

N°	Actions	Période
Lutter contre l'orpillage illégal, en priorité à proximité des zones de vie et en zone de cœur du PAG		
16	Surveiller le territoire et mettre en œuvre la police de l'environnement	2014-2015-2016
17	Évaluer et suivre les impacts portés à l'environnement par les activités d'orpillage illégal	2014-2015-2016
Mener des programmes de connaissance et faire de Saül un lieu de référence pour la recherche scientifique et d'étude de la biodiversité amazonienne		
18	Faire du Mont Galibou un site de référence scientifique	2014-2015-2016
19	Suivre les ressources gibier et évaluer leur pérennité (Programme chasse)	2014-2015-2016
20	Étudier l'écologie et la répartition spatiale du pécaré à lèvres blanches (Programme BEST SOPPAG)	2014
21	Participer au réseau national de suivi temporel des oiseaux communs (Programme STOC-EPS)	2014-2015-2016
22	Caractériser les habitats forestiers de Guyane (Programme habitats 2)	
23	Contribuer au plan national d'action du palmier <i>Astrocoryum minus</i>	2014-2015-2016
24	Participer au réseau national et régional de surveillance de la qualité des cours d'eau (Programme petites masses d'eau)	2014-2015
Valoriser l'histoire et les sites culturels du territoire et du bourg de Saül, notamment en vue d'une valorisation écotouristique		
25	Développer des outils d'interprétation des patrimoines naturels, paysagers et culturels en lien notamment avec le réseau d'itinéraires de randonnée pédestre	2015-2016
Transmettre et valoriser les connaissances, savoirs et savoir-faire des habitants de Saül, en particulier celles liées à l'utilisation des ressources naturelles (usages du bois, plantes médicinales, etc.)		
26	Entretenir et développer le jardin des plantes médicinales en vue de réaliser des animations de découverte du patrimoine local	2014-2015-2016
27	Mettre en œuvre des inventaires participatifs du patrimoine culturel avec les habitants de Saül	2014-2015-2016
28	Étudier les possibilités de valorisation en agroforesterie d'une essence patrimoniale, le Cèdre San	2014-2015
Faciliter l'émergence d'activités économiques durables et de pratiques éco responsables		
29	Accompagner les porteurs de projets économiques sur les plans technique, administratif et financier	2014-2015-2016
30	Professionnaliser les acteurs économiques par la formation et l'échange l'expérience	2014-2015-2016
31	Animer le GAL Saül LEADER	2014-2015-2016
32	Contribuer à l'installation et à l'adaptation des équipements et des services aux territoires : animer les conventions cadres entre l'établissement public du PAO et CCDO, ONP, EDF, Rectorat, DAC et animer les relations institutionnelles avec les services de l'État et les collectivités (PAPA, etc.)	2014-2015-2016
33	Animer avec l'école de Saül des projets d'éducation à l'environnement, au développement durable et sur le patrimoine culturel local	2014-2015-2016
34	Favoriser le déploiement des programmes régionaux d'éducation à l'environnement et au développement durable sur la commune de Saül	2014-2015-2016

Annexe 1-3 : Concordance entre la charte et les actions prévues dans la convention Pour la zone d'adhésion

CHARTRE		CONVENTION
Orientations	Sous-orientations	N° actions
OR I-1 Favoriser l'utilisation durable des ressources naturelles et pérenniser les pratiques humaines associées	OR I-1-1 Connaître les ressources, les pratiques humaines et leurs interactions	19, 24, 28
	OR I-1-2 Co-construire, avec les collectivités et les communautés locales, des mesures de gestion des ressources naturelles et d'accès aux espèces	19
	OR I-1-3 Mettre en œuvre les mesures de gestion des ressources naturelles	
OR I-2 Protéger les paysages et les habitats remarquables	OR I-2-1 Caractériser et cartographier la biodiversité et les conditions environnementales, assurer le suivi de leurs dynamiques	18, 20, 21, 22, 23, 24
	OR I-2-2 Produire, valoriser des données et organiser leur collection en vue de leur restitution au public	18, 20, 21, 22, 23, 24
	OR I-2-3 Sensibiliser les populations et les usagers à la préservation de l'environnement	2, 6, 9, 15, 18, 25, 33, 34
OR I-3 Participer à l'objectif d'éradication de l'orpillage illégal	OR I-3-1 Mettre en œuvre la police de l'environnement	16
	OR I-3-2 Consolidier le dispositif de surveillance et d'alerte sur les activités d'orpillage illégal	16
	OR I-3-3 Assurer un diagnostic efficace des impacts environnementaux et humains de l'orpillage illégal	17
OR II-1 Préserver les patrimoines culturels matériels et immatériels	OR II-1-1 Optimiser la lutte contre l'orpillage illégal sur le territoire du parc national	16, 17
	OR II-1-2 Identifier les patrimoines culturels des territoires	1, 2, 5, 27
	OR II-1-3 Favoriser un libre accès aux sources patrimoniales	1, 3, 4, 5, 26, 27
OR II-2 Favoriser les initiatives de sensibilisation et de transmission des valeurs, savoirs et savoir-faire locaux entre les générations	OR II-2-1 Protéger, de manière adéquate, les savoirs traditionnels et les expressions culturelles traditionnelles	6
	OR II-2-2 Soutenir les initiatives et l'action culturelle locale	
	OR II-2-3 Proposer des outils de médiation culturelle	1, 7, 15, 25, 26, 27
OR II-3 Partager la richesse culturelle du territoire et promouvoir le dialogue interculturel	OR II-3-1 Renforcer la capacité des acteurs du développement culturel local	33, 34
	OR II-3-2 Développer des liens avec l'école	
	OR II-3-3 Évaluer pour la reconnaissance publique de la diversité culturelle	1, 2
OR III-1 Contribuer à la mise en place d'infrastructures et des services pertinents au contexte local	OR III-1-1 Favoriser les espaces de rencontres et de dialogue entre les cultures	1, 7
	OR III-1-2 Associer les populations aux choix et à la mise en œuvre des équipements et services	15, 32
	OR III-1-3 Promouvoir des équipements et services adaptés au contexte, respectueux de l'environnement et des hommes	15, 32
OR III-2 Accompagner le développement d'une économie locale adaptée et durable	OR III-1-4 Dénicher les territoires	32
	OR III-1-5 Anticiper l'offre de santé sur les territoires concernés par le Parc national et mettre en place les outils permettant aux populations d'être actrices de leur santé	32
	OR III-1-6 Adapter l'école aux spécificités des territoires et des populations qui y vivent	32
OR III-3 Accompagner le développement d'une économie locale adaptée et durable	OR III-2-1 Promouvoir un aménagement du territoire permettant un développement local adapté et durable	8
	OR III-2-2 Développer l'attractivité du territoire	2, 8
	OR III-2-3 Renforcer la capacité des acteurs du développement économique local	30
OR III-4 Promouvoir des activités économiques et des pratiques respectueuses de l'environnement et des hommes	OR III-2-4 Faciliter la structuration de filières locales de produits et services de qualité	8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 26
	OR III-2-5 Promouvoir des activités économiques et des pratiques respectueuses de l'environnement et des hommes	6, 8, 14, 28, 33, 34
	OR III-2-6 Accompagner les porteurs de projets économiques	29, 30

Annexe 2 : Description des actions prévues dans la convention

Pour la zone de cœur			
CHARTRE			CONVENTION
Objectifs	Sous-objectifs		N° actions
OPP I-1 Maintenir l'intégrité, les fonctionnalités et la diversité d'un patrimoine naturel et paysager exceptionnel	OPP I-1-1	Caractériser et cartographier la biodiversité et les conditions environnementales, assurer le suivi de tous dynamiques	18, 20, 21, 22, 23, 24
	OPP I-1-2	Produire, valoriser des données et organiser les collections en vue de leur restitution au public	18, 20, 21, 22, 23, 24
	OPP I-1-3	Sensibiliser les populations et les usagers à la préservation de l'environnement	2, 6, 18, 25, 33, 34
	OPP I-1-4	Organiser une surveillance renforcée de la zone de cœur	16
OPP I-2 Éradiquer l'orpillage de la zone de cœur	OPP I-2-1	Consolider le dispositif de surveillance et d'alerte sur les activités d'orpillage	16
	OPP I-2-2	Évaluer les impacts environnementaux et restaurer les écosystèmes dégradés	17
	OPP I-2-3	Optimiser la lutte contre l'orpillage en zone de cœur	16, 17
OPP I-3 Favoriser l'utilisation durable des ressources naturelles et pérenniser les pratiques humaines associées	OPP I-3-1	Connaître les ressources, les pratiques humaines et leurs interactions	19, 24, 28
	OPP I-3-2	Co-construire, avec les communautés locales, des mesures de gestion des ressources naturelles et d'accès aux espèces	19
	OPP I-3-3	Mettre en œuvre les mesures de gestion des ressources naturelles	
OPP II-1 Préserver les patrimoines culturels matériels et immatériels	OPP II-1-1	Identifier les patrimoines culturels des territoires	1, 4, 5
OPP II-2 Respecter les modes de vie des communautés d'habitants et les pratiques locales	OPP II-2-2	Favoriser un libre accès aux sources patrimoniales	4, 5
OPP III-1 Rechercher l'exemplarité dans l'intégration des aménagements et des projets (écocorresponsabilité, réversibilité...)			
OPP III-2 Mettre en œuvre une politique d'accueil du public adaptée			





## Action n°1

### Accompagner la commune dans la formalisation de sa politique culturelle et touristique

#### Contribution aux orientations et objectifs de la charte

##### Zone d'adhésion

##### Orientation II-1 Préserver les patrimoines culturels matériels et immatériels

- > Sous-orientation II-1-1 Identifier les patrimoines culturels des territoires
- > Sous-orientation II-1-2 Favoriser un libre accès aux sources patrimoniales

##### Orientation II-2 Favoriser les initiatives de sensibilisation et de transmission des valeurs, savoirs et savoir-faire locaux entre les générations

- > Sous-orientation II-2-2 Proposer des outils de médiation culturelle

##### Orientation II-3 Partager la richesse culturelle du territoire et promouvoir le dialogue interculturel

- > Sous-orientation II-3-1 Œuvrer pour la reconnaissance publique de la diversité culturelle
- > Sous-orientation II-3-2 Favoriser les espaces de rencontres et de dialogue entre les cultures

#### Description de l'action

Depuis de nombreuses années, la commune de Saül développe des projets culturels sur son territoire. Elle souhaiterait aujourd'hui formaliser sa politique culturelle et éventuellement se doter d'un outil permettant :

- d'assurer la cohérence entre l'ensemble des projets culturels existants et à développer sur le territoire communal,
- de faciliter la recherche de partenariats et de financements et d'avoir une garantie d'implication financière et technique pérenne (État-collectivités territoriales-Europe...),
- de mettre en œuvre une offre culturelle élargie, attirant supplémentaire pour la fréquentation touristique.

Le label "Ville ou pays d'art et d'histoire", attribué par le Ministère de la culture et de la communication, pourrait répondre à ces objectifs. Il est attribué à des territoires, communes ou regroupements de communes qui, conscients de l'enjeu que représente l'appropriation de leur patrimoine par les habitants, s'engagent dans une démarche active de connaissance, de conservation, de médiation et de valorisation de la qualité de l'architecture du patrimoine bâti et du cadre de vie. Ce label implique notamment la création d'un service d'animation de l'architecture et du patrimoine, avec la création d'un emploi d'animateur, dont la principale mission est de faire le lien entre les différents patrimoines culturels afin de consolider la politique culturelle et touristique de la commune.

La commune de Saül souhaite présenter une candidature au label "Ville ou pays d'art et d'histoire", dont la première étape, indispensable à la rédaction du dossier de candidature, est de formaliser une politique culturelle communale. Elle est en cela soutenue par le PAG et la DAC qui proposent leur appui technique et financier et travaillent en étroite relation avec les référents culturels de la mairie, porteurs du projet.

#### Implication de l'établissement public du PAG

Partenaire technique et financier

#### Implication de la commune de Saül

Porteur du projet

#### Autres partenaires

DAC

#### Période de mise en œuvre

2014 : formalisation de la politique communale / montage du dossier de candidature au label « Ville ou pays d'art et d'histoire »

2014-2016 : consolidation de la politique culturelle de la commune facilitée par le recrutement d'un chargé de mission dans le cas où le label est obtenu – accompagnement du PAG, de la DAC et de leurs partenaires techniques et financiers pour la mise en œuvre des projets culturels identifiés et validés par la commune dans le cadre de sa politique culturelle.

#### Plan de financement

- PAG : Temps agent appui technique (montage pré-dossier de candidature) + financement stagiaire (étude sur l'histoire de Saül – voir action n°5).

- DAC : Temps agent appui technique + financement chargé de mission pour aider à consolider la politique culturelle de la commune et finaliser le dossier de candidature

#### Indicateur(s) de réalisation / résultat

Production d'un rapport de candidature au label « Ville ou pays d'art et d'histoire », comprenant la formalisation d'une politique culturelle

Obtention du label





Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül

Action n°2

Promouvoir le territoire

et la richesse des patrimoines naturels et culturels de Saül



#### Contribution aux orientations et objectifs de la charte

##### Zone d'adhésion

##### **Orientation II-1 Préserver les patrimoines culturels matériels et immatériels**

- > **Sous-orientation II-1-1** Identifier les patrimoines culturels des territoires
- > **Sous-orientation II-1-2** Favoriser un libre accès aux sources patrimoniales

##### **Orientation II-2 Favoriser les initiatives de sensibilisation et de transmission des valeurs, savoirs et savoir-faire locaux entre les générations**

- > **Sous-orientation II-2-2** Proposer des outils de médiation culturelle

##### **Orientation II-3 Partager la richesse culturelle du territoire et promouvoir le dialogue interculturel**

- > **Sous-orientation II-3-1** Œuvrer pour la reconnaissance publique de la diversité culturelle
- > **Sous-orientation II-3-2** Favoriser les espaces de rencontres et de dialogue entre les cultures

#### Description de l'action

Cette action doit contribuer au rayonnement et à l'attractivité du territoire de Saül en :

- Attirant les touristes et favoriser le développement endogène de cette filière économique ;
- Attirant les scientifiques et favoriser le développement des connaissances naturalistes ;
- Développant le tourisme professionnel (donner envie aux professionnels de venir travailler sur le territoire communal) ;
- Développant un sentiment d'appartenance valorisant pour les habitants et plus largement pour les Guyanais ;
- Développant l'intégration des problématiques de développement du sud guyanais dans les politiques régionales.

Il s'agit de contribuer à la promotion/valorisation du territoire et de la richesse des patrimoines naturels et culturels de Saül à travers :

- Des actions globales de communication du PAG (site web, événementiel, média) ;
- Des actions ciblées comme par exemple :
  - l'organisation d'événements valorisant les patrimoines locaux comme l'événement « Saül, jardin d'Amazonie » (voir action n°6) ;
  - la conception, l'édition et la distribution de brochures thématiques dont par exemple la carte guide de Saül, la carte technique des sentiers de randonnée (voir action n°12) ;

- la sensibilisation et la fourniture d'informations et d'images aux médias, aux organismes chargés de la promotion du territoire, aux éditions touristiques, aux agences de voyage, aux prestataires, etc.

#### Implication de l'établissement public du PAG

Pilote ou partenaire

#### Implication de la commune de Saül

Pilote ou partenaire

#### Autres partenaires

Organismes chargés de la promotion du territoire (Comité du tourisme de Guyane – Office de tourisme)

#### Période de mise en œuvre

2014, 2015, 2016

#### Plan de financement

#### Indicateur(s) de réalisation / résultat



Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Sauil

### Action n°3



Accompagner la restauration de la maison Agasso  
en vue de la création d'un lieu d'accueil thématique,  
témoin de l'époque de l'opailage traditionnel

#### Contribution aux orientations et objectifs de la charte

##### Zone d'adhésion

**Orientation II-1 Préserver les patrimoines culturels matériels et immatériels**  
→ Sous-orientation II-1-2 Favoriser un libre accès aux sources patrimoniales

##### Description de l'action

M. Simplicie Agasso, décédé en 2010, était une figure emblématique de Sauil. Saint-lucien d'origine, sa famille a participé à cette vague de migrants venus dans le sud de Guyane pour exploiter l'or de manière traditionnelle et qui ont fait l'histoire du bourg et de la commune de Sauil.

Son ancienne maison située au cœur du village, remarquable « lieu d'ambiance » reflétant le cadre de vie des opailleurs traditionnels, est un ensemble caractéristique de l'habitat traditionnel de Sauil. L'habitation est composée d'une maison principale avec deux pièces en enfilade et d'une salle d'eau, de bâtiments annexes dont une cuisine, un pouliller, des sanitaires communiquant à l'extérieur par un carbet couvert, d'un petit espace à ciel ouvert et d'un jardin potager clôturé. L'ensemble est aujourd'hui dans un état très dégradé.

De son vivant, M. Agasso avait exprimé son souhait de voir sa maison restaurée comme témoin de l'histoire de Sauil et de ses habitants pour les générations futures. A son décès, les habitants ont manifesté la volonté de réaliser son vœu.

L'action consiste à restaurer la maison Agasso, pour en faire un lieu de découverte du patrimoine de la commune à l'attention des habitants et des visiteurs. Cette action s'inscrit dans le projet plus global de valorisation du patrimoine historique et culturel de la commune en vue notamment d'en développer l'attractivité touristique. Elle pourra s'inscrire dans la démarche « Ville ou pays d'art et d'histoire » (voir action n°1). Un partenariat est déjà amorcé entre la commune, la DAC et le PAG.

Dans le cadre d'une action conjointe entre la DAC et le PAG et dans un but de sauvegarde, une partie des objets patrimoniaux ayant appartenu à M. Agasso a été triée et archivée à la maison du PAG. Ces objets pourraient être présentés dans le lieu restauré.

##### Implication de l'établissement public du PAG

Pilote ou partenaire (technique et/ ou financier)

Implication possible dans la gestion participative du site

##### Implication de la commune de Sauil

Pilote ou partenaire

Entretien & maintenance du site en tant que propriétaire

##### Autres partenaires

DAC dont l'architecte des bâtiments de France (ABF)

Association à créer (partenariat public/privé) pour gérer l'exploitation et l'entretien du site

Habitants de Sauil

##### Période de mise en œuvre

2015, 2016

##### Plan de financement

##### Indicateur(s) de réalisation / résultat

Restauration de la maison Agasso

Ouverture du site au public



Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül



Action n°4

Mener une étude archéologique sur l'histoire de l'orpillage à Saül

Contribution aux orientations et objectifs de la charte

**Zone d'adhésion**

**Orientation II-1 Préserver les patrimoines culturels matériels et immatériels**

- > Sous-orientation II-1-1 Identifier les patrimoines culturels des territoires
- > Sous-orientation II-1-2 Favoriser un libre accès aux sources patrimoniales

**Description de l'action**

Riches de son histoire liée à l'orpillage artisanale, Saül a conservé de nombreux vestiges liés à ces activités. Afin de mettre en valeur ce patrimoine culturel remarquable, un travail de collecte réalisé par Pierre Rostand va être mené, avec l'appui du PAG.

L'ensemble de ce travail, conduit en étroite collaboration avec le service régional d'archéologie (SRA), pourrait se traduire par :

- la collecte et la description du matériel d'orpillage trouvé sur les sites archéologiques identifiés, avec son dépôt au PAG dans l'attente de la création d'une structure plus adaptée (écomusée) dans le village pour les accueillir ;
  - la production d'un rapport contenant la description des sites reconnus, la lecture des emprunts laissés dans le paysage, des propositions de panneaux d'information et d'interprétation pour de futurs circuits de visite, etc.
- Les sites les moins accessibles feront l'objet d'une étude uniquement bibliographique, notamment sur les techniques traditionnelles d'orpillage mises en œuvre.

Des propositions seront faites pour la sauvegarde de sites ou de matériel d'intérêt particulier.

Les résultats attendus et la forme sous laquelle ils seront présentés, pourront être redéfinis en fonction des souhaits de la mairie, en lien avec la DAC (SRA - Service régional d'archéologie) et le PAG. Ils donneront lieu à la publication d'un document spécifique sur la place de l'orpillage passé dans l'histoire et les paysages de Saül, sur les techniques de l'orpillage passé ...

Les données recueillies lors de cette étude viendront nourrir les réflexions menées sur la politique communale de valorisation du patrimoine culturel, en vue notamment de porter au candidature au label « Pays d'Art et d'Histoire » (voir action n°1).

**Implication de l'établissement public du PAG**

Partenaire financier et technique pour la phase d'étude

**Implication de la commune de Saül**

A définir pour la phase étude  
Maître d'ouvrage pour la valorisation des résultats

**Autres partenaires**

Projet porté par M. Pierre Rostand, à titre individuel  
DAC / SRA : partenaire technique pour la phase étude

**Période de mise en œuvre**

2014, 2015

**Plan de financement**

Soutien financier 100% PAG (dans l'attente d'un éventuel partenariat DAC)

**Indicateur(s) de réalisation / résultat**

Nombre de sites archéologiques identifiés  
Nombre d'objets collectés sur ces sites  
Production de valorisation (livret d'interprétation sur l'histoire, les techniques de l'orpillage passé et l'emprunte sur les paysages de la commune de Saül)



Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül



## Action n°5

Éditer un ouvrage sur l'histoire de la commune de Saül

<b>Contribution aux orientations et objectifs de la charte</b>
<b>Zone d'adhésion</b> <b>Orientation II-1 Préserver les patrimoines culturels matériels et immatériels</b> > <b>Sous-orientation II-1-1</b> Identifier les patrimoines culturels des territoires > <b>Sous-orientation II-1-2</b> Favoriser un libre accès aux sources patrimoniales
<b>Description de l'action</b> Dans le cadre de la démarche de candidature au label « Ville ou pays d'art et d'histoire » engagée par la commune (voir action n°1), et afin d'étayer le dossier de candidature sur la partie historique, le PAG envisage de financer un stagiaire pour réaliser un travail approfondi d'inventaire bibliographique, d'analyse des archives départementales et d'entretiens auprès des habitants pour élaborer un rapport le plus exhaustif possible sur l'histoire de la commune. Ce stage pourrait également faire des propositions sur les moyens et les supports pour présenter ces données historiques aux habitants de Saül et aux visiteurs. Un des objectifs à terme est l'édition d'un ouvrage grand-public sur l'histoire de la commune de Saül, ce qui répondrait à une préconisation du conseil scientifique du PAG, dans un domaine porteur d'intérêt pour les élus locaux et la population.
<b>Implication de l'établissement public du PAG</b> Pilote technique et financier de l'étude
<b>Implication de la commune de Saül</b> Partenaire technique Facilitateur de la démarche participative Co-porteur à terme avec le PAG pour la phase de valorisation des résultats
<b>Autres partenaires</b> -
<b>Période de mise en œuvre</b> 2014

**Plan de financement**  
PAG : financement stagiaire (approfondissement de l'histoire de Saül) et financement logistique

**Indicateur(s) de réalisation / résultat**  
Production d'un rapport de synthèse sur les données recueillies et classement de la bibliographie existante  
Identification d'actions pour valoriser les données historiques





Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Sauil

Action n°6



Contribuer à l'animation culturelle et touristique locale  
à travers l'organisation d'événements annuels sur la commune de Sauil

Contribution aux orientations et objectifs de la charte

**Zone d'adhésion :**

**Orientation-1-2 Protéger les paysages et les habitats remarquables**

> Sous orientation -1-2-3 Sensibiliser les populations et les usagers à la préservation de l'environnement

**Orientation II-2 Favoriser les initiatives de sensibilisation et de transmission des valeurs, savoirs et savoir-faire locaux entre les générations**

> Sous orientation II-2-1 Soutenir les initiatives et l'action culturelle locale

**Orientation III-2 : Accompagner le développement d'une économie locale adaptée et durable**

> Sous orientation III-2-5 Promouvoir des activités économiques et des pratiques respectueuses de l'environnement et des hommes

**Zone de cœur :**

**Objectif I-1 Maintenir l'intégrité, les fonctionnalités et la diversité d'un patrimoine naturel et paysager exceptionnel**

> Sous-objectifs I-1-3 Sensibiliser les populations et les usagers à la préservation de l'environnement

**Description de l'action**

Afin de dynamiser l'animation autour des patrimoines naturels et culturels locaux et dans le but d'améliorer l'attractivité de la destination de Sauil, il est proposé d'organiser annuellement au moins deux événements d'ampleur régionale sur le territoire de la commune.

Ces événements doivent permettre de faire découvrir aux guyanais et aux visiteurs, voire de faire redécouvrir aux habitants de Sauil, les richesses naturelles et culturelles de la commune.

Cette action s'inscrit dans la continuité d'initiatives déjà mises en œuvre par le PAG dans le cadre de la déclinaison des « Journées du patrimoine », des « rendez-vous au jardin » ou du « Joli mois de l'Europe ». Il s'agit notamment de pérenniser l'événement « Sauil, Jardin d'Amazonie » organisé en 2013 par le PAG, qui a proposé aux habitants et aux visiteurs la restitution de programmes scientifiques menés l'année sur Sauil, la découverte et la dégustation des plantes aromatiques et médicinales traditionnelles locales, la visite guidée de sentiers de randonnées à proximité du village ...

L'organisation de ses manifestations est coordonnée par le PAG, avec l'appui de la commune. Il est nécessaire d'anticiper et de préparer les animations et interventions mais surtout l'accueil d'un nombre important de visiteurs : coordination avec Air Guyane pour la desserte aérienne, avec les hébergeurs et les restaurateurs voire avec les autres opérateurs touristiques de Sauil (guides, ...).

La communication autour de ces événements est assurée par le PAG.

Implication de l'établissement public du PAG  
Pilote

Implication de la commune de Sauil  
Partenaire technique

**Autres partenaires**

Air Guyane

Les restaurateurs et hébergeurs

Certains habitants de la commune à titre personnel

**Période de mise en œuvre**

2014, 2015, 2016

**Plan de financement**

PAG 100%

**Indicateur(s) de réalisation / résultat**

Nombre de visiteurs accueillis à Sauil à l'occasion de ces événements

Nombre d'animations mises en œuvre lors de ces événements



Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül



## Action n°7

Favoriser la transmission des savoir-faire traditionnels  
à travers la construction du carbet communal de Saül

### Contribution aux orientations et objectifs de la charte

#### Zone d'adhésion :

**Orientation II-2 Favoriser les initiatives de sensibilisation et de transmission des valeurs, savoirs et savoirs faire locaux entre les générations.**

> **Sous-orientation II-2-2 Proposer des outils de médiation culturelle et plus particulièrement la sous-orientation II.2.3 et les mesures II.2.3.1.**

**Orientation II-3 Partager la richesse culturelle du territoire et promouvoir le dialogue interculturel.**

> **Sous-orientation II-3-2 Favoriser les espaces de rencontres et de dialogue entre les cultures.**

### Description de l'action

En 2012, la mairie de Saül a sollicité le soutien du PAG pour la construction d'un nouveau carbet communal sur la place de fêtes du bourg.

Ce carbet communal, situé dans le périmètre d'un bâtiment classé monument historique, doit être une vitrine des savoir-faire traditionnels sauliens en termes de construction bois. Ce projet de construction donnera lieu à des sessions d'échange sur les techniques traditionnelles de construction avec la population à toutes les phases du chantier, depuis l'exploitation du bois (reconnaissance des essences, abattage ...) jusqu'à la construction proprement dite. Ces échanges permettront de transmettre les savoirs et savoir-faire traditionnels et d'échanger sur l'amélioration des méthodes de construction locales. Ils pourraient donner lieu à la rédaction d'un document de bonne pratique de construction adaptée au contexte local.

### Implication de l'établissement public du PAG

Partenaire technique et financier

### Implication de la commune de Saül

Maire d'ouvrage

### Autres partenaires

DAC pour avis sur l'architecture du bâtiment et l'insertion dans l'environnement du monument historique

CIRAD pour contribuer à diversifier la palette de bois utilisés dans la construction

ONF pour la fourniture de bois sur pied

Période de mise en œuvre  
2014

### Plan de financement

Leader (conseil général + FEADER) : 53 189 € en numéraire

PAG : 9 500 € en numéraire

Mairie : 15 640 € en valorisation du temps de travail agents

ONF : 1 200 € en valorisation de mise à disposition de bois

TOTAL = 79 529 €

### Indicateur(s) de réalisation / résultat

Organisation de la formation abattage des arbres

Construction du carbet

Utilisation de bois locaux dans la construction

Nombre de sessions d'échange autour de la construction organisées avec la population



Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül

Action n°8

Soutenir le projet communal de développement éco-touristique



<b>Contribution aux orientations et objectifs de la charte</b>
<b>Zone d'indication</b> <b>Orientation III-2 Accompagner le développement d'une économie locale adaptée et durable</b> > <b>Sous-orientation III-2-1 Promouvoir un aménagement du territoire permettant un développement local adapté et durable</b> > <b>Sous-orientation III-2-2 Développer l'attractivité du territoire</b> > <b>Sous-orientation III-2-4 Faciliter la structuration de filières locales de produits et services de qualité</b> > <b>Sous-orientation III-2-5 Promouvoir des activités économiques et des pratiques respectueuses de l'environnement et des hommes</b>
<b>Description de l'action</b> La commune de Saül a déjà une stratégie de développement de l'écotourisme sur son territoire qui consiste notamment à : <ul style="list-style-type: none"><li>- Conforter le positionnement de Saül comme un site incontournable de la randonnée découverte de la Forêt guyanaise ;</li><li>- Diversifier l'offre touristique actuelle en développant une offre de tourisme culturel principalement tournée sur l'histoire contemporaine du village (ornementation traditionnelle, architecture, patrimoine culturel matériel et immatériel) ;</li><li>- Initier le développement de l'accessibilité universelle de la destination (projet « tourisme et handicap », voir action n°10).</li></ul> Cette action consiste à soutenir la commune de Saül techniquement et/ou financièrement dans la mise en œuvre d'actions concrètes de développement éco-touristique dans les domaines suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- Communication et promotion ;</li><li>- Formation et professionnalisation ;</li><li>- Qualité, marque, labels ;</li><li>- Aménagement et équipement touristique et de valorisation du patrimoine ;</li><li>- Interprétation des patrimoines ;</li><li>- Accompagnement des porteurs de projets dans le secteur touristique ;</li><li>- Expertise et ingénierie de projets touristiques ;</li><li>- Observatoire ;</li><li>- Événementiel ;</li><li>- Tourisme durable ;</li></ul>

- Accessibilité ; - Planification.
<b>Implication de l'établissement public du PAG</b> Partenaire de la mise en œuvre du projet communal de développement éco-touristique Implication à définir en fonction des actions concrètes déclinaées
<b>Implication de la commune de Saül</b> Pilote
<b>Autres partenaires</b> Autres organismes intervenant dans le secteur du tourisme
<b>Période de mise en œuvre</b> 2014, 2015, 2016
<b>Plan de financement</b>
<b>Indicateur(s) de réalisation / résultat</b>



Convention d'application de la charte des territoires du PAG  
Commune de Saïu



## Action n°9

Concevoir et développer un accueil de scientifiques et de découverte  
sur le site des Monts Galbao – Saïu

### Contribution aux orientations et objectifs de la charte

#### Zone d'adhésion

**Orientation I-2 Protéger les paysages et les habitats remarquables**

> **Sous-orientation I-2-3 Sensibiliser les populations et les usagers à la préservation de l'environnement**

**Orientation III-2 Accompagner le développement d'une économie locale adaptée et durable**

> **Sous-orientation III-2-4 Faciliter la structuration de filières locales de produits et services de qualité**

#### Description de l'action

Cette action consiste à concevoir et à développer un programme d'accueil, d'aménagement et d'animation visant le développement de missions de recherche scientifique ainsi que des séjours touristiques de vulgarisation scientifique et de découverte des patrimoines naturels.

Cette action implique concrètement la mise en œuvre :

- d'infrastructures, aménagement et équipement (la réhabilitation du carbet Galbao mais aussi l'aménagement d'accès et d'itinéraires de randonnées aux alentours du site voire d'autres équipements d'accueil) ;
- d'animations et services liés à l'organisation de missions scientifiques ;
- d'animations touristiques de découverte et de vulgarisation scientifique.

Cette action présente 3 axes avec des objectifs propres :

- un **axe scientifique** dont les objectifs sont de :
  - Développer la connaissance scientifique de la zone en facilitant et encourageant l'accueil et l'organisation de missions scientifiques sur les Monts Galbao ;
  - Créer une station de recherche permanente sur le site, qui pourra être intégrée à un réseau de placettes de suivi de l'environnement dont l'objectif est notamment de suivre et mesurer les changements climatiques globaux ;
  - Développer la notoriété et l'attractivité scientifique des Monts Galbao et contribuer à la reconnaissance de l'intérêt écologique de ce site ;
- un **axe de développement local** dont les objectifs sont de :
  - Contribuer au développement économique de Saïu via le développement de la fréquentation scientifique et de découverte (Guide – hébergement – restauration – logistique) ;
  - Contribuer à l'attractivité touristique de la commune en élargissant l'offre locale d'activité et en intégrant la recherche scientifique dans l'identité du territoire ;
  - Développer une démarche pilote en recherchant l'exemplarité dans l'intégration des aménagements (minimisation des impacts en phase travaux et sur le fonctionnement sur long terme).

- un **axe de communication et de sensibilisation** dont les objectifs sont de :

- Contribuer au rayonnement de la commune de Saïu et du PAG à travers le développement d'un projet vitrine ;
- Sensibiliser les populations et les visiteurs aux patrimoines naturels et aux enjeux locaux, nationaux et internationaux de conservation et de connaissance.

La mise en œuvre de cette action implique :

- une phase de préfiguration, avec une concertation locale sur l'intérêt de l'action et sur les contours du projet (quels infrastructures, aménagements et équipements mettre en place) ;
- la validation par la commune de Saïu ;
- une étude de faisabilité et la recherche de financements ;
- la mise en œuvre du projet puis l'exploitation.

#### Implication de l'établissement public du PAG

Pilote du projet

#### Implication de la commune de Saïu

Partenaire

#### Autres partenaires

ONF

Collectivités territoriales

Services déconcentrés de l'Etat

ADEME

Partenaires scientifiques et financiers à déterminer (dont Europe).

#### Période de mise en œuvre

Lancement de la préfiguration en 2014

#### Plan de financement

Financements à rechercher

#### Indicateur(s) de réalisation / résultat

Définition d'un projet en concertation

Validation par la commune de Saïu





Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül



Action n°10

Accompagner la mise en œuvre du projet « tourisme et handicap »

Contribution aux orientations et aux objectifs de la charte

Zone d'adhésion

Orientation III-2 Accompagner le développement d'une économie locale adaptée et durable

> Sous-orientation III-2-4 Faciliter la structuration de filières locales de produits et services de qualité

**Description de l'action**

Cette action a pour objectif de contribuer au développement de la filière touristique de Saül en permettant l'accessibilité universelle (accessibilité aux personnes atteintes des différents types de handicap) à la commune et à ses espaces naturels. Elle s'inscrit dans la politique communale de développement de la filière éco-touristique.

En préfiguration de cette action, le Parc amazonien de Guyane a commandé en 2013 une expertise qui a permis de définir les axes de développement d'un projet d'accueil adapté intitulé « Saül, l'Amazonie pour tous ».

Cette action consiste à mettre en œuvre de ce projet, découpé en deux tranches consécutives :

Tranche 1 (2014) :

- Qualification de l'offre existante et organisation de deux formations à l'attention des acteurs locaux volontaires : formation à l'accueil adapté et formation à l'auto construction pour l'amélioration de l'accessibilité ;

- Organisation d'un séjour adapté « test », avec la participation d'experts eux-mêmes en situation de handicap. Ce test doit permettre de constater la réalité de l'accueil handicap à Saül afin de proposer des ajustements de la programmation de formation, d'aménagements et d'équipements ainsi que les ambitions du projet.

Tranche 2 (2015-2016) : Programmation et mise en œuvre des actions de formation, aménagements et équipements proposés à l'issue de la tranche 1.

**Implication de l'établissement public du PAG**

Pilote de l'animation du projet

**Implication de la commune de Saül**

Partenaire

**Autres partenaires**

Opérateurs touristiques de Saül

**Période de mise en œuvre**

2014-2015-2016

**Plan de financement**

**Indicateur(s) de réalisation / résultat**

Nombre d'opérateurs locaux ayant suivi les formations

Organisation du séjour test

Etablissement de la programmation de la tranche 2



Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül

Action n°11

Finaliser et entretenir la signalétique directionnelle  
sur les sentiers de randonnée pédestre



Indicateur(s) de réalisation / résultat  
Etat général des panneaux de signalisation  
Mise en place des stations d'information

<b>Contribution aux orientations et objectifs de la charte</b> <b>Zone d'adhésion</b> <b>Orientation III-2 Accompagner le développement d'une économie locale adaptée et durable</b> <b>&gt; Sous-orientation III-2-4 Faciliter la structuration de filières locales de produits et services de qualité</b>
<b>Description de l'action</b> L'objectif de cette action est d'améliorer la qualité des équipements du réseau de sentiers de Saül. Elle consiste à : <ul style="list-style-type: none"><li>- Entretien des panneaux et balises de signalétique directionnelle déjà existants sur le réseau de sentiers, mis à disposition par le PAG en 2013 (environ 60 panneaux directionnels et 60 balises).</li><li>- Concevoir et réaliser, avec les partenaires, deux stations d'information sur le réseau de sentiers de randonnée : au centre bourg et à l'aérodrome.</li></ul>
<b>Implication de l'établissement public du PAG</b> Pilote
<b>Implication de la commune de Saül</b> Partenaire
<b>Autres partenaires</b> Conseil général ONF Comité du tourisme de Guyane
<b>Période de mise en œuvre</b> 2014, 2015, 2016
<b>Plan de financement</b> PAG 100%



Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül

Action n°12



Réaliser une carte technique des sentiers de Saül  
à destination des randonneurs

Contribution aux orientations et objectifs de la charte

**Zone d'adhesion**

**Orientation III-2 Accompagner le développement d'une économie locale adaptée et durable**  
> **Sous-orientation III-2-4 Faciliter la structuration de filières locales de produits et services de qualité**

**Description de l'action**

L'objectif de cette action est de contribuer à la stratégie touristique de la commune en positionnant Saül comme un site incontournable de la randonnée de découverte de la forêt tropicale guyanaise.

Il s'agit de développer une carte « Tout terrain » dédiée au réseau de sentier de Saül, adaptée aux conditions d'utilisations des randonneurs.

Cet outil propose :

- une description de chaque sentier aménagé sur le territoire communal ;
- une interprétation des espaces naturels accessibles en parcourant les sentiers.

**Implication de l'établissement public du PAG**

Pilote

**Implication de la commune de Saül**

Partenaire

**Autres partenaires**

Partenaire de distribution à identifier

**Période de mise en œuvre**

2014

**Plan de financement**

PAG 100%

**Indicateur(s) de réalisation / résultat**

Réalisation et impression de la carte

Nombre d'exemplaires distribués



Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül



Action n°13

Participer à l'entretien du réseau d'itinéraire de randonnée pédestre

<b>Contribution aux orientations et objectifs de la charte</b>
<b>Zone d'adhésion</b> <b>Orientation III-2 Accompagner le développement d'une économie locale adoptée et durable</b> <b>&gt; Sous-orientation III-2-4 Faciliter la structuration de filières locales de produits et services de qualité</b>
<b>Description de l'action</b> Cette action doit contribuer à l'entretien du réseau d'itinéraire pédestre de la commune pour favoriser la qualité et la sécurité des itinéraires. Concrètement, il s'agit pour le PAG : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'accompagner la commune dans la conception et l'élaboration d'un programme d'entretien du réseau d'itinéraires de randonnée pédestre ;</li><li>- de contribuer techniquement et financièrement à la mise en œuvre du programme d'entretien, selon des modalités non encore définies.</li></ul>
<b>Implication de l'établissement public du PAG</b> Partenaire
<b>Implication de la commune de Saül</b> Pilote
<b>Autres partenaires</b> ONF Conseil général Comité du tourisme de Guyane
<b>Période de mise en œuvre</b> 2014, 2015, 2016
<b>Indicateur(s) de réalisation / résultat</b> Programme d'entretien Convention PAG-Commune sur l'entretien des sentiers





Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saïl



Action n°14

Favoriser l'intégration des micro-filières locales au développement touristique

**Contribution aux orientations et objectifs de la charte**

**Zone d'adhésion**

**Orientation III-2. Accompagner le développement d'une économie locale adaptée et durable**

- > **Sous-orientation III-2-4** Faciliter la structuration de filières locales de produits et services de qualité
- > **Sous-orientation III-2-5** Promouvoir des activités économiques et des pratiques respectueuses de l'environnement et des hommes

**Description de l'action**

La stratégie de développement économique de la commune s'articule largement autour de l'écotourisme.

Aussi, nombre d'activités locales, existantes ou à développer, valorisant les ressources naturelles et les savoir-faire locaux, pourraient être valorisées et s'articuler avec le développement du tourisme : valorisation des productions agricoles dans les restaurants et les hébergements locaux, vente d'artisanat ou de productions agro transformés aux visiteurs, etc.

Concrètement, cette action consiste à :

- accompagner les initiatives locales allant dans le sens d'une valorisation des produits et services du territoire ;
- faciliter l'accès aux dispositifs d'accompagnement des porteurs de projets entrant dans ce champ ;
- favoriser une structuration en micro-filières en favorisant les rapprochements entre acteurs du tourisme, productions agricoles, artisanales, restauration, guidage, hébergement...

**Implication de l'établissement public du PAG**

Partenaire et/ou appui technique

**Implication de la commune de Saïl**

Pilote de la politique touristique et culturelle

**Autres partenaires**

Acteurs locaux

**Période de mise en œuvre**

2014, 2015, 2016

**Indicateur(s) de réalisation / résultat**

Retombées économiques du tourisme pour les acteurs locaux

Amélioration qualitative de l'offre touristique en l'enrichissant des dimensions qualitatives des savoir-faire locaux



Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül

Action n°15



Mettre en œuvre des actions de sensibilisation et de réduction des déchets

Contribution aux orientations et objectifs de la charte

Zone d'adhésion

**Orientation 1-2 Protéger les paysages et les habitats remarquables**

> **Sous-orientation 1-2-3 Sensibiliser les populations et les usagers à la préservation de l'environnement**

**Orientation II-2 Favoriser les initiatives de sensibilisation et de transmission des valeurs, savoirs et savoir-faire locaux entre les générations**

> **Sous-orientation II-2-2 Proposer des outils de médiation culturelle**

**Orientation III-1 Contribuer à la mise en place d'infrastructures et des services publics adaptés au contexte local**

> **Sous-orientation 3-1-1 Associer la population aux choix et à la mise en œuvre des équipements et services**

> **Sous-orientation 3-1-2 Promouvoir des équipements et services adaptés au contexte, respectueux de l'environnement et des hommes**

Description de l'action

Cette action vise à soutenir les initiatives et partenariats pour l'amélioration globale du service de collecte et traitement des déchets :

- maintien des animations en milieu scolaire autour de la problématique des déchets et leur gestion (en lien avec les actions n° 33 et 34) ;
- mise en place de démarches pédagogiques sur le tri des déchets et l'utilisation des déchets organiques (composteur) ;
- amélioration de l'existant en matière de collecte et stockage des déchets dans la commune ;
- recherche de mise en place d'un système de tri sélectif des déchets, à vocation expérimentale et transitoire ;
- Assurer les relations institutionnelles avec les partenaires autour des attentes de la commune, ainsi que des projets et moyens de la CCOG (voir action n°32).

Implication de l'établissement public du PAG

L'établissement public du Parc amazonien de Guyane apporte de l'information et sensibilise les acteurs à différents niveaux (collectivités, préfecture, services déconcentrés de l'Etat, ministères,...) mais n'intervient pas directement dans la gestion et le pilotage de ces projets.

Pour cela le PAG s'inscrit dans des relations pluriannuelles avec la Communauté de Communes de l'Ouest Guyanais (CCOG) par une convention cadre qui peut être renouvelées et évoluer dans le temps (voir action n°32).

Cette convention cadre est déclinée sous forme de conventions d'application multi-partenariales pour la mise en œuvre concrète des opérations.

Implication de la commune de Saül

Partenaire

Autres partenaires

Communautés de communes (CCOG)

Etat (Préfecture, SGAR)

Conseil Général

Eco-organismes ...

Période de mise en œuvre

2014, 2015, 2016

Plan de financement

Financements croisés en matière d'investissements (Europe FEDER, FEADER, Collectivités, Etat, Offices, etc) définis en partenariat lors de la mise en place des projets.

Financements PAG pour les moyens matériels et d'ingénierie (fournitures et acheminement, temps de travail)

Indicateur(s) de réalisation / résultat

Nombre d'animations réalisées sur le thème des déchets

Nombre d'actions mutualisées

Mise en place de structures intermédiaires de stockage des déchets et ordures ménagères

Mise en place d'un système de tri



Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Sauti



Action n°16

Surveiller le territoire et mettre en œuvre la police de l'environnement

Contribution aux orientations et objectifs de la charte

**Zone d'adhésion**

**Orientation 1-2 Protéger les paysages et les habitats remarquables**

> **Sous-orientation 1-2-4** Mettre en œuvre la police de l'environnement

**Orientation 1-3 Participer à l'objectif d'éradication de l'orpaillage illégal**

> **Sous-orientation 1-3-1** Consolider le dispositif de surveillance et d'alerte sur les activités d'orpaillage illégal

> **Sous-orientation 1-3-3** Optimiser la lutte contre l'orpaillage illégal sur le territoire du Parc national

**Zone de cœur**

**Objectif 1-1 Maintenir l'intégrité, les fonctionnalités et la diversité d'un patrimoine naturel et paysager exceptionnel**

> **Sous-objectif 1-1-4** Organiser une surveillance renforcée de la zone de cœur

**Objectif 1-2 Éradiquer l'orpaillage de la zone de cœur**

> **Sous-objectif 1-2-1** Consolider le dispositif de surveillance et d'alerte sur les activités d'orpaillage

> **Sous-objectif 1-2-3** Optimiser la lutte contre l'orpaillage en zone de cœur

**Description de l'action**

L'établissement public du PAG depuis sa création a mis en place un parcours de professionnalisation adapté pour un certain nombre de ses agents ayant permis d'instaurer une brigade nature composée début 2014 de 17 agents commissionnés assermentés. Ceux-ci remplissent les missions de surveillance du territoire et de police de l'environnement qui incombent au PAG. Leurs actions s'inscrivent dans le cadre d'un protocole d'accord avec le parquet qui définit depuis juin 2013 la politique pénale en vigueur sur les territoires concernés par le PAG.

Annuellement, les agents commissionnés et assermentés de la brigade nature dont certains en poste sur Sauti au sein de la délégation territoriale Centre, assurent des missions de surveillance terrestres (fréquence hebdomadaire) et fluviales (plus ponctuellement), et en cas de besoin le guidage éventuel sur le terrain des forces de l'ordre en présence.

Le territoire de la commune de Sauti impacté par les activités d'orpaillage illégal fait également l'objet de trois missions aériennes par an, assurées en partenariat avec l'expertise de l'ONF, permettant de suivre l'évolution de ces activités et de diagnostiquer leurs impacts.

A un rythme bi-mensuel, les agents mènent des relevés du niveau de turbidité sur certaines criques autour du village de Sauti, dans un objectif de veille et de suivi du retour à un bon niveau de qualité des eaux (voir action n°17).

L'ensemble des informations ainsi recueillies par ces diverses missions permettent à travers une veille et un diagnostic de contribuer à l'observatoire de l'activité minière (OAM) et d'alerter régulièrement les partenaires en charge de la lutte contre l'orpaillage illégal au sein du dispositif Harpie pour la prise en compte des priorités territoriales de la commune (zones de vie et d'activités de développement durable, zone de cœur).

**Implication de l'établissement public du PAG**

Pilote

**Implication de la commune de Sauti**

-

**Autres partenaires**

Gendarmerie sur le terrain (brigade mobile) et autres partenaires du dispositif Harpie de la lutte contre l'orpaillage illégal (LCOI).

**Période de mise en œuvre**

2014, 2015, 2016

**Plan de financement**

100% PAG :

- Temps agent en mission
- Matériel logistique et équipement sécurité
- Prestation hélicoptère pour surveillance aérienne et expertise ONF

**Indicateur(s) de réalisation / résultat**

3 rapports par an de résultats des suivis aériens

Rapports techniques des missions terrestres et fluviales

1 bilan annuel des impacts (bilan patrimonial)

Prise en compte du territoire de la commune dans les priorités de lutte du dispositif Harpie



Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül

Action n°17



Évaluer et suivre les impacts portés à l'environnement  
par les activités d'orpillage illégal

Contribution aux orientations et objectifs de la charte

**Orientation 1-3 Participer à l'objectif d'éradication de l'orpillage illégal**

> **Sous-orientation 1-3-2 Assurer un diagnostic efficace des impacts environnementaux et humains de l'orpillage illégal**

> **Sous-orientation 1-3-3 Optimiser la lutte contre l'orpillage illégal sur le territoire du Parc national**

**Objectif 1-2 Éradiquer l'orpillage de la zone de cœur**

> **Sous-objectif 1-2-2 Évaluer les impacts environnementaux et restaurer les écosystèmes dégradés**

> **Sous-objectif 1-2-3 Optimiser la lutte contre l'orpillage en zone de cœur**

**Description de l'action**

Les activités d'orpillage illégal demeurent la principale pression et menace pour l'intégrité des écosystèmes forestiers au sein des territoires concernés par le PAG.

Dans le cadre de ses missions de suivis et d'alerte des autorités compétentes pour la lutte, le PAG s'est engagé dans la mise en place d'un dispositif d'évaluation des impacts des activités d'orpillage illégal sur l'environnement.

La localisation, l'identification et l'évaluation des impacts peuvent être menées au travers des programmes de missions terrestres et fluviales assurés par les agents commissionnés et assermentés de la brigade nature.

Mais le diagnostic des impacts sur la commune de Saül s'effectue plus particulièrement par :

1/ des relevés du niveau de turbidité sur certaines criques autour du village de Saül, à un rythme bimensuel, dans un objectif de veille et de suivi du retour à un bon niveau de qualité des eaux. Ces relevés intègrent le dispositif régional piloté par la DEAL concernant la mise en réseau des suivis turbidité pour la Guyane ;

2/ trois missions aériennes par an, assurées en partenariat avec l'expertise de l'ONF, permettant de suivre l'évolution de ces activités et de diagnostiquer leurs impacts environnementaux par l'analyse complémentaire des images satellitaires.

Un bilan patrimonial (évaluation et évolution des impacts environnementaux) annuel est ainsi établi par l'ONF pour l'ensemble du territoire du PAG et par grand secteur géographique (territoire communal de Saül notamment).

**Implication de l'établissement public du PAG**

Pilote

**Implication de la commune de Saül**

**Autres partenaires**

ONF partenaire technique

**Période de mise en œuvre**

2014, 2015, 2016

**Plan de financement**

100% PAG :

- Temps agent en mission

- Matériel logistique et équipement turbidité

- Prestation héliportée pour surveillance aérienne et expertise ONF

**Indicateur(s) de réalisation / résultat**

3 rapports par an de résultats des suivis aériens

Rapports techniques des missions terrestres et fluviales

Base de données des niveaux de turbidité contribuant au réseau régional

1 bilan annuel des impacts (bilan patrimonial)





Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül

Action n°18



Faire du Mont Galbao un site de référence scientifique

#### Contribution aux orientations et objectifs de la charte

##### Zone d'adhésion

##### Orientation 1-2 Protéger les paysages et les habitats remarquables

> **Sous-orientation 1-2-1 :** Caractériser et cartographier la biodiversité et les conditions environnementales, assurer le suivi de leurs dynamiques

> **Sous-orientation 1-2-2 :** Produire, valoriser des données et organiser les collections en vue de leur restitution au public

> **Sous-orientation 1-2-3 :** Sensibiliser les populations et les usagers à la préservation de l'environnement

##### Zone de cœur

**Objectif 1-1 Maintenir l'intégrité, les fonctionnalités et la diversité d'un patrimoine naturel et paysager exceptionnel**

> **Sous-orientation 1-1-1 :** Caractériser et cartographier la biodiversité et les conditions environnementales, assurer le suivi de leurs dynamiques

> **Sous-orientation 1-1-2 :** Produire, valoriser des données et organiser les collections en vue de leur restitution au public

> **Sous-orientation 1-1-3 :** Sensibiliser les populations et les usagers à la préservation de l'environnement

##### Description de l'action

Il s'agit de créer une station de recherche permanente sur le site du Mont Galbao, qui pourra être intégrée à un réseau d'observatoires de l'environnement et des écosystèmes dont l'objectif est notamment de suivre et mesurer les changements globaux (changements climatiques).

L'aménagement du site pourra comprendre :

- un hébergement pour les scientifiques mais également d'autres visiteurs (voir action n°9) ;

- des placettes référencées ainsi que des capteurs permettant de mesurer les changements globaux et de caractériser le milieu ;

- des équipements scientifiques pour les mesures pérennes, entretenus et opérés à l'année par les agents du PAG.

Le PAG prévoit également d'acquérir des images LIDAR du Mont Galbao.

Cette action est menée de manière conjointe avec l'action n°9 « Concevoir et développer un accueil de scientifiques et de découverte sur le site des Monts Galbao - Saül ».

#### Implication de l'établissement public du PAG

Pilote

#### Implication de la commune de Saül

Partenaire promotionnel de l'intérêt scientifique du site

#### Autres partenaires

Laboratoires de recherche...

#### Période de mise en œuvre

2014, 2015, 2016

#### Plan de financement

#### Indicateur(s) de réalisation / résultat

Enrichissement de l'état des connaissances sur le territoire de Saül

Renforcement de l'attractivité de Saül pour le tourisme scientifique



Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül

Action n°19

Suivre les ressources gibier et évaluer leur pérennité  
(Programme chasse)



#### Contribution aux orientations et objectifs de la charte

##### Zone d'adhésion

**Orientation 1-1 : Favoriser l'utilisation durable des ressources naturelles et pérenniser les pratiques humaines associées**

- > **Sous-orientation 1-1-1 :** Connaître les ressources, les pratiques humaines et leurs interactions
- > **Sous-orientation 1-1-2 :** Co-construire, avec les collectivités et les communautés locales, des mesures de gestion des ressources naturelles et d'accès aux espaces

##### Zone de Cœur

**Objectif 1-3 : Favoriser l'utilisation durable des ressources naturelles et pérenniser les pratiques humaines associées**

- > **Sous-objectif 1-3-1 :** Connaître les ressources, les pratiques humaines et leurs interactions
- > **Sous-objectif 1-3-2 :** Co-construire, avec les communautés locales, des mesures de gestion des ressources naturelles et d'accès aux espaces

##### Description de l'action

Il s'agit d'un programme d'étude participatif dans lequel les scientifiques et les populations locales participent ensemble à l'amélioration de la connaissance des pratiques de chasse et de l'évolution des populations de gibier à proximité des bassins de vie. Ce programme vise la mise en œuvre d'une gestion durable de la ressource.

Il comprend :

- un volet d'enquête de chasse (2/3 des chasseurs présents sur les bassins de vie), devant permettre d'appréhender les pratiques de chasse sur le territoire ;
- un volet de comptage de faune par la méthode des indices kilométriques d'abondance (IKA), devant permettre d'évaluer les populations de gibier près des bassins de vie.

Si le premier volet est aujourd'hui achevé, le second volet est permanent (pratiqué par l'ONCFS puis par le PAG depuis 2005). L'analyse des résultats des IKA et de leur évolution avec les populations locales doit permettre de proposer des mesures de gestion de la faune chassée.

#### Implication de l'établissement public du PAG

Pilote

#### Implication de la commune de Saül

##### Autres partenaires

ONCFS ; OHM Oyapock CNRS.

##### Période de mise en œuvre

2014, 2015, 2016

##### Plan de financement

PAG 100% (temps de travail des agents et prise en charge de la logistique)

##### Indicateur(s) de réalisation / résultat

Nombre de comptages IKA réalisés sur le territoire de Saül (IKA = Indices Kilométriques d'Abondances, Grandeur utilisée en Amazonie pour évaluer l'effet de la gestion de la faune sur son état (croissance, disparition,...)).



Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül



Action n°20

## Étudier l'écologie et la répartition spatiale du pécarí à lèvres blanches (Programme BEST SOPAG)

### Contribution aux orientations et objectifs de la charte

#### Zone d'adhésion

##### Orientation 1-2 Protéger les paysages et les habitats remarquables

- > **Sous orientation 1-2-1** Caractériser et cartographier la biodiversité et les conditions environnementales, assurer le suivi de leurs dynamiques
- > **Sous orientation 1-2-2** Produire, valoriser des données et organiser les collections en vue de leur restitution au public.

#### Zone de cœur

##### Objectif 1-1 Maintenir l'intégrité, les fonctionnalités et la diversité d'un patrimoine naturel et paysager exceptionnel

- > **Sous objectif 1-1-1** Caractériser et cartographier la biodiversité et les conditions environnementales, assurer le suivi de leurs dynamiques
- > **Sous objectif 1-1-2** Produire, valoriser des données et organiser les collections en vue de leur restitution au public

#### Description de l'action

L'objectif de cette étude sur la biologie et l'écologie du pécarí à lèvres blanches (tayassu pecarí) est de comprendre les fluctuations des populations de cette espèce en Guyane française. Cette étude contribue aux travaux menés actuellement par la communauté scientifique sud américaine (Pecarí Specialists Group-USCN). Elle correspond également à une priorité régionale, au regard de la diminution importante des populations de pécarí à lèvres blanches au cours des dix dernières années.

Dans le cadre du partenariat PAG/ONCFS, en partie financée par les fonds BEST de l'Union européenne, plusieurs axes d'étude sont mis en œuvre :

- L'analyse des ressources bibliographiques disponibles et un inventaire des connaissances locales sur l'espèce afin d'établir un état de l'art complet ;
  - L'organisation de formations de capture pour une partie des agents du PAG et la mise en place d'un réseau d'informateurs ;
  - La capture d'individus adultes pour la mise en place de colliers satellite et le suivi de l'espèce (déplacements, habitats, domaines vitaux, etc.) ;
  - La collecte et le stockage de matériel génétique (principalement issus des retours de chasse) pour l'étude génétique ultérieure ;
  - La réalisation de supports de communication pour la restitution des premiers résultats et la sensibilisation des populations locales.
- A partir de ces premiers résultats, un programme d'étude plus complet pourrait être envisagé à plus long terme (recherche des financements LIFE, InterReg,...).

### Implication de l'établissement public du PAG

Coordinateur

Certains agents de la DT Centre sont formés aux techniques de capture et peuvent être amenés à participer aux missions de capture.

### Implication de la commune de Saül

-

### Autres partenaires

ONCFS

### Période de mise en œuvre

2014 (poursuite éventuelle au-delà en fonction des financements)

### Plan de financement

Programme de 218 536 € financé à :

- 24% par le PAG (temps agents, frais de mission et déplacements, achat équipement) ;
- 18% par l'ONCFS ;
- 58% par l'UE.

### Indicateur(s) de réalisation / résultat

Capture effective de pécarí à lèvres blanches et récupérations des données du collier.

Nombre d'échantillons ADN collectés sur le territoire.



Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül



Action n°21

Participer au réseau national de suivi temporel des oiseaux communs  
(Programme STOC-EPS)

Contribution aux orientations et objectifs de la charte

**Zone d'adhésion**

**Orientation 1-2 Protéger les paysages et les habitats remarquables**

- > **Sous-orientation 1-2-1** : Caractériser et cartographier la biodiversité et les conditions environnementales, assurer le suivi de leurs dynamiques
- > **Sous-orientation 1-2-2** : Produire, valoriser des données et organiser les collections en vue de leur restitution au public

**Zone de cœur**

**Objectif 1-1 Maintenir l'intégrité, les fonctionnalités et la diversité d'un patrimoine naturel et paysager exceptionnel**

- > **Sous-orientation 1-1-1** : Caractériser et cartographier la biodiversité et les conditions environnementales, assurer le suivi de leurs dynamiques
- > **Sous-orientation 1-1-2** : Produire, valoriser des données et organiser les collections en vue de leur restitution au public

**Description de l'action**

Le STOC-EPS (suivi temporel des oiseaux communs – Échantillonnages ponctuels simples) est un programme national de suivi des populations d'oiseaux communs, compatible avec les autres suivis européens et mondiaux. L'objectif est de produire un indicateur d'évolution des populations d'oiseaux communs sur de vastes territoires. L'acquisition de données se fait par écoute des chants d'oiseaux par des ornithologues souvent amateurs répartis sur le territoire étudié. Le programme STOC permet de produire un indicateur environnemental (qui participe à suivre la qualité des milieux naturels) retenu parmi les indicateurs développement durable par la France.

L'association GEPOG coordonne ce programme pour la Guyane. Elle accompagne l'établissement public dans la mise en place du protocole sur le territoire du PAG.

**Implication de l'établissement public du PAG**

Le PAG est porteur de ce suivi sur son territoire.

**Implication de la commune de Saül**

**Autres partenaires**

GEPOG

**Période de mise en œuvre**

2014, 2015, 2016

**Plan de financement**

PAG 100%, en temps agents (8 hommes-jours par an à Saül).

**Indicateur(s) de réalisation / résultat**

Nombre de relevés de suivi et de comptage des oiseaux communs





Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül



Action n°22

## Caractériser les habitats forestiers de Guyane (Programme habitats 2)

<b>Contribution aux orientations et objectifs de la charte</b>
<b>Zone d'adhésion</b> <b>Orientation 1-2 Protéger les paysages et les habitats remarquables</b> <ul style="list-style-type: none"><li>&gt; <b>Sous-orientation 1-2-1</b> : Caractériser et cartographier la biodiversité et les conditions environnementales, assurer le suivi de leurs dynamiques</li><li>&gt; <b>Sous-orientation 1-2-2</b> : Produire, valoriser des données et organiser les collections en vue de leur restitution au public</li></ul>
<b>Zone de cœur</b> <b>Objectif 1-1 Maintenir l'intégrité, les fonctionnalités et la diversité d'un patrimoine naturel et paysager exceptionnel</b> <ul style="list-style-type: none"><li>&gt; <b>Sous-orientation 1-1-1</b> : Caractériser et cartographier la biodiversité et les conditions environnementales, assurer le suivi de leurs dynamiques</li><li>&gt; <b>Sous-orientation 1-1-2</b> : Produire, valoriser des données et organiser les collections en vue de leur restitution au public</li></ul>
<b>Description de l'action</b> Il s'agit de la deuxième phase du programme « Habitats » qui avait pour objectifs d'étudier les relations entre sol, végétation et grande faune (KA – voir action n°19) pour définir une typologie objective des habitats forestiers de terre ferme qui couvrent plus de 80% du territoire guyanais. Au cours des 3 ans du programme, subventionnés par le PO-FEDER, 12 sites ont été précisément décrits, dont 6 dans le parc national. Les principaux résultats du programme ont été présentés au conseil scientifique du PAG en décembre 2012 et les analyses se poursuivent pour approfondir la connaissance des sols et améliorer les modèles cartographiques. La phase 2 du programme visera à étudier d'autres sites et ainsi compléter la caractérisation des habitats de Guyane.
<b>Implication de l'établissement public du PAG</b> Partenaire
<b>Implication de la commune de Saül</b> -

**Autres partenaires**  
ONF (pilote), CIRAD, Herbière de Guyane, DEAL...

**Période de mise en œuvre**  
Les dates ne sont pas encore connues et sont dépendantes du financement qu'obtiendra le pilote du programme.

**Plan de financement**

**Indicateur(s) de réalisation / résultat**  
Nombre de publications scientifiques  
Cartographie des habitats de Guyane



Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül

Action n°23

Contribuer au plan national d'action du palmier *Astrocaryum minus*



#### Contribution aux orientations et objectifs de la charte

##### Zone d'adhésion

##### Orientation 1-2 Protéger les paysages et les habitats remarquables

- > **Sous-orientation 1-2-1** Caractériser et cartographier la biodiversité et les conditions environnementales, assurer le suivi de leurs dynamiques
- > **Sous-orientation 1-2-2** Produire, valoriser des données et organiser les collections en vue de leur restitution au public

##### Zone de cœur

**Objectif 1-1 Maintenir l'intégrité, les fonctionnalités et la diversité d'un patrimoine naturel et paysager exceptionnel**

- > **Sous-objectif 1-1-1** Caractériser et cartographier la biodiversité et les conditions environnementales, assurer le suivi de leurs dynamiques
- > **Sous-objectif 1-1-2** Produire, valoriser des données et organiser les collections en vue de leur restitution au public

##### Description de l'action

Le palmier *Astrocaryum minus* a été identifié sur le plan national comme l'une des espèces prioritaires en termes de conservation et a pour cela fait l'objet en 2009 de l'élaboration d'un plan national d'actions (PNA – DEAL/ONF). Il est en effet connu au plan mondial du spécimen type récolté au Brésil et de quelques individus en Guyane française répartis au sein de 4 petites populations très localisées, dont une d'une trentaine de spécimens découverte récemment aux alentours du village de Saül.

Face à l'enjeu de conservation pour cette espèce et la responsabilité qui incombe au PAG, les agents sont engagés dans la mise en œuvre des actions prioritaires identifiées au PNA : prospections pour localisation des peuplements, inventaire, évaluation et état des populations (nombre d'individus, adultes et juvéniles, stades de reproduction...), mesure de la hauteur des spécimens et suivis de croissance, suivis des stades de reproduction et de la fertilité des graines, prélèvements pour échantillons en vue d'analyse génétique, identification des menaces, mise en œuvre d'éventuelles mesures de protection, etc.

L'ensemble de ces actions intègre ainsi le dispositif de mise en œuvre du PNA piloté par la DEAL Guyane.

##### Implication de l'établissement public du PAG

Pilote pour Saül dans le cadre d'un pilotage régional DEAL

##### Implication de la commune de Saül

Installation concertée de mesures conservatoires éventuelles

##### Autres partenaires

DEAL, ONF, Conservatoire Botanique, Experts botanistes

##### Période de mise en œuvre

2014, 2015, 2016

##### Plan de financement

Prise en charge PAG : temps agent prospections, collectes et suivis de population  
Financement propre au PNA pour étude génétique

##### Indicateur(s) de réalisation / résultat

Atteinte des objectifs du PNA :

- Connaissance des populations du palmier sur Saül : évaluation et cartographie des peuplements,
- Suivis de reproduction
- Acquisition en biologie de l'espèce, résultats génétiques
- Préservation des peuplements localisés



Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Sauli



Action n°24

Participer au réseau national et régional de surveillance  
de la qualité des cours d'eau  
(Programme petites masses d'eau)

#### Contribution aux orientations et objectifs de la charte

##### Zone d'adhésion

**Orientation 1-1 Favoriser l'utilisation durable des ressources naturelles et pérenniser les pratiques humaines associées**

> Sous-orientation 1-1-1 : Connaître les ressources, les pratiques humaines et leurs interactions

##### Orientation 1-2 Protéger les paysages et les habitats remarquables

> Sous-orientation 1-2-1 : Caractériser et cartographier la biodiversité et les conditions environnementales, assurer le suivi de leurs dynamiques

> Sous-orientation 1-2-2 : Produire, valoriser des données et organiser les collections en vue de leur restitution au public

##### Zone de cœur

**Objectif 1-1 Maintenir l'intégrité, les fonctionnalités et la diversité d'un patrimoine naturel et paysager exceptionnel**

> Sous-orientation 1-1-1 : Caractériser et cartographier la biodiversité et les conditions environnementales, assurer le suivi de leurs dynamiques

> Sous-orientation 1-1-2 : Produire, valoriser des données et organiser les collections en vue de leur restitution au public

##### Description de l'action

La Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) et le PAG ont lancé une étude sur la qualité des petites masses d'eau en partenariat avec de nombreux partenaires scientifiques afin de mettre en place des indices de qualité de l'eau et du milieu aquatique et apporter des réponses vis-à-vis de la réglementation. La directive cadre européenne sur l'eau fixe en effet des objectifs de qualité de l'eau à atteindre à l'horizon 2015 or, aucune réglementation n'existe pour mesurer cette qualité.

Pour construire des indices de qualité de l'eau, les chercheurs ont capturé des poissons, des invertébrés, décrit les habitats aquatiques, les relations trophiques et prélevé des substrats. Les assemblages de ces différentes espèces donneront des indices sur la qualité de l'eau. Ces indices sont actuellement en cours de construction.

Une centaine de stations situées sur des zones intactes et des zones soumises à des pressions humaines, quelles soient agricoles, liées à l'exploitation forestière et à l'orpaillage (légal et illégal) ont été évaluées.

#### Implication de l'établissement public du PAG

Partenaire financier

Implication de la commune de Sauli

#### Autres partenaires

Hydrec, IRD, ONF, Université Paul Sabatier de Toulouse, INRA de Rennes, EPOC (CNRS-Université de Bordeaux)

Période de mise en œuvre

2014, 2015

#### Plan de financement

Coût total du programme : 1,8 M€

#### Indicateur(s) de réalisation / résultat

Construction des indices de qualité poissons et invertébrés

Plaquettes de vulgarisation des résultats du programme

Publications scientifiques



Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül



Action n°25

### Développer des outils d'interprétation

des patrimoines naturels, paysagers et culturels

en lien notamment avec le réseau d'itinéraires de randonnée pédestre

#### Contribution aux orientations et objectifs de la charte

##### Zone d'adhésion :

##### ***Orientation-1-2 Protéger les paysages et les habitats remarquables***

> *Sous-orientation 1-2-3 Sensibiliser les populations et les usagers à la préservation de l'environnement*

##### ***Orientation II-1 Préserver les patrimoines culturels matériels et immatériels***

> *Sous-orientation II-1-2 Favoriser un libre accès aux sources patrimoniales*

##### ***Orientation II-2 Favoriser les initiatives de sensibilisation et de transmission des valeurs, savoirs et savoir-faire locaux entre les générations***

> *Sous-orientation II-2-2 Proposer des outils de médiation culturelle*

##### ***Orientation III-2 Accompagner le développement d'une économie locale adaptée et durable***

> *Sous-orientation III-2-5 Promouvoir des activités économiques et des pratiques respectueuses de l'environnement et des hommes*

##### Zone de cœur :

***Objectif 1-1 Maintenir l'intégrité, les fonctionnalités et la diversité d'un patrimoine naturel et paysager exceptionnel***

> *Sous-objectifs 1-1-3 Sensibiliser les populations et les usagers à la préservation de l'environnement*

##### Description de l'action :

Les visiteurs de la commune de Saül, aujourd'hui majoritairement attirés par le réseau d'itinéraires pédestres de la commune et l'accessibilité de sa forêt très bien préservée, sont également en demande d'information sur les patrimoines naturels, culturels et paysagers locaux.

La diversité, la richesse et la spécificité des biotopes accessibles, la recherche scientifique, l'agriculture, l'histoire du village intimement liée à l'épopée de l'orpillage, l'architecture locale, l'archéologie précolombienne ou minière, la pharmacopée traditionnelle ou la vie actuelle à Saül sont autant de thèmes qui valent d'être de véritables sujets d'intérêt touristique.

La démarche d'interprétation permet d'une part d'informer le visiteur sur une thématique donnée mais également de relier les thématiques entre elles afin de développer la compréhension du territoire et de ses spécificités à travers une vision globale.

La démarche d'interprétation pourra être développée à Saül à travers différents outils :

- Panneaux et tables d'interprétation ;

- Affiches, brochures, guides et livrets ;

- Animations et visites guidées ;

- Aménagement de sites et itinéraires thématiques (maison Agasso, sentiers d'interprétation).

- NTC : Média web, audio guide etc.

Etapes d'élaboration et de mise en œuvre de la démarche d'interprétation :

- Etape 1 : Conception/élaboration d'un plan d'interprétation des patrimoines de la commune pour organiser, hiérarchiser et prioriser les contenus et les outils adaptés.

- Etape 2 : Recherche de financements (complémentaires au financement PAG si besoin.).

- Etape 3 : Mise en œuvre et développement du plan.

#### **Implication de l'établissement public du PAG**

Partenaire technique et financier

#### **Implication de la commune de Saül**

Pilote

#### **Autres partenaires**

DAC, CR, CG, ONF, CTG, DRET.

#### **Période de mise en œuvre**

2015, 2016

#### **Plan de financement**

PAG et autre partenaire financier à définir selon les besoins

#### **Indicateur(s) de réalisation / résultat**

Élaboration du plan d'interprétation

Nombre d'outils et d'infrastructures d'interprétation mis en œuvre





## Entretien et développer le jardin des plantes médicinales en vue de réaliser des animations de découverte du patrimoine local

<b>Contribution aux orientations et objectifs de la charte</b>
<b>Zone d'adhésion</b> <b>Orientation II-1 Préserver les patrimoines culturels matériels et immatériels</b> > <b>Sous-orientation II-1-2 Favoriser un libre accès aux sources patrimoniales</b> <b>Orientation II-2 Favoriser les initiatives de sensibilisation et de transmission des valeurs, savoirs et savoir-faire locaux entre les générations</b> > <b>Sous-orientation II-2-2 Proposer des outils de médiation culturelle</b> <b>Orientation III-2 Accompagner le développement d'une économie locale adaptée et durable</b> > <b>Sous-orientation III-2-4 Faciliter la structuration de filières locales de produits et services de qualité</b>
<b>Description de l'action</b> L'aménagement d'un jardin de plantes de la pharmacopée traditionnelle créole a été engagé au bourg de Saül aux abords de la maison du PAG depuis 2010. Ce jardin est un support de valorisation et de transmission des connaissances locales sur les plantes médicinales et aromatiques et leur utilisation. Ce jardin est entretenu régulièrement par les agents de la délégation territoriale du PAG. L'objectif poursuivi par le PAG est d'en faire un support d'animation thématique : <ul style="list-style-type: none"><li>- en visite libre, toute l'année, pour les habitants et les touristes ;</li><li>- pour les élèves de l'école de Saül, au rythme d'au moins une animation par an ;</li><li>- pour le grand public, à l'occasion d'événements annuels : « Jardins d'Amazonie », « Journées du patrimoine » ...</li></ul> Pendant la durée de cette convention, le jardin sera développé avec : <ul style="list-style-type: none"><li>- la conception de panneaux de présentation des espèces plantées, afin de vulgariser les connaissances sur les plantes et leur utilisation ;</li><li>- un bac pourrait être ajouté pour augmenter le nombre de plantes aromatiques et médicinales présentées ;</li><li>- la possibilité pour les visiteurs de faire des plants des plantes présentées à emmener chez eux.</li></ul>
<b>Implication de l'établissement public du PAG</b> Pilote

### Implication de la commune de Saül

#### Autres partenaires

Habitants de Saül, autres porteurs de savoir sur les plantes médicinales et aromatiques locales.

#### Période de mise en œuvre

2014, 2015, 2016

#### Plan de financement

100% PAG :

- Temps agent pour l'entretien et les animations
- Matériaux pour réalisation des bacs, conception et fabrication des supports de communication

#### Indicateur(s) de réalisation / résultat

Nombre de plantes présentées et documentées

Nombre de visiteurs annuels du jardin dans le cadre des animations mises en œuvre (scolaires + événements annuels)



Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül

Action n°27



Mettre en œuvre des inventaires participatifs du patrimoine culturel  
avec les habitants de Saül

Contribution aux orientations et objectifs de la charte

#### Zone d'adhésion

**Orientation II-1 Préserver les patrimoines culturels matériels et immatériels**

> **Sous-orientation II-1-1 Identifier les patrimoines culturels des territoires**

> **Sous-orientation II-1-2 Favoriser un libre accès aux sources patrimoniales**

**Orientation II-2 Favoriser les initiatives de sensibilisation et de transmission des valeurs, savoirs et savoir-faire locaux entre les générations**  
> **Sous-orientation II-2-2 Proposer des outils de médiation culturelle**

#### **Description de l'action**

Dans le cadre de la définition de la politique culturelle de la commune, la mise en œuvre d'inventaires participatifs a été identifiée comme étant une étape importante de diagnostic du patrimoine connu et détenu par les habitants de Saül.

Une première initiative en ce sens, pilotée par le Parc amazonien de Guyane, a déjà eu lieu dans le cadre de la semaine du développement durable (les 26 et 27 mars 2012) : les habitants de la commune ont été invités à réunir et documenter différents objets appartenant au défunt M. Simplicie Agasso. Cet événement fut l'occasion pour les participants de partager leurs savoirs et connaissances afin de revaloriser leur patrimoine culturel. Il leur a permis de se retrouver, d'échanger, mais aussi de se questionner sur la notion de patrimoine local.

Cet effort d'inventaire mérite d'être développé et pourrait donner lieu à des initiatives annuelles dans le cadre des journées européennes du patrimoine par exemple. Les supports de collectes sont à penser spécifiquement pour ce contexte (questionnaires, fiches-types de collecte, interview audio, vidéo...) en prenant appui sur le retour d'expériences similaires menées ailleurs en Guyane et notamment à Awala-Yalimapo. Il s'agira également de délimiter le territoire de l'enquête (bourg ou marges de Saül pour les aspects archéologiques) et de planifier les opérations par secteurs d'intervention.

Aux opérations d'identification du patrimoine matériel, s'ajoute la nécessité de prendre en compte le patrimoine culturel immatériel, dont l'identification et la sauvegarde ne peuvent se faire que grâce à des expérimentations partagées entre ceux qui pratiquent ces patrimoines et des professionnels (en termes d'outils, de méthodes et de traitement des données). Cet élargissement trouve toute sa pertinence dans le contexte saüléen pour soutenir l'enjeu de pérennité de l'identité de ce village et la fragilité du lien entre passé/présent/avenir étant régulièrement évoquée par les habitants.

Cette démarche concertée d'inventaire, facteur de cohésion et de revitalisation pour ce territoire, permettra de :

- participer à la compréhension culturelle, historique et esthétique du territoire ;
- compléter le diagnostic sur le patrimoine matériel et immatériel de Saül, par son étude et sa documentation ;

- contribuer à faire de cette richesse culturelle une ressource pour un développement durable en matière de cohésion sociale, de valorisation économique et touristique et d'amélioration de la qualité de vie.

#### **Implication de l'établissement public du PAG**

Pilote pour le premier inventaire mené, rôle à définir pour la suite (pilote simple, appui technique...)

#### **Implication de la commune de Saül**

A définir, pilotage fortement envisagé dans le cadre du label « Ville ou pays d'art et d'histoire

#### **Autres partenaires**

Habitants de Saül

DAC Guyane

Région Guyane (service langues et patrimoines)

#### **Période de mise en œuvre**

2014, 2015, 2016

#### **Plan de financement**

A définir

#### **Indicateur(s) de réalisation / résultat**

Fiches patrimoine culturel matériel et/ou immatériel renseignées

Nombre d'habitants participants



Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül

Action n°28

Étudier les possibilités de valorisation en agroforesterie  
d'une essence patrimoniale, le Cèdre Sam



#### Contribution aux orientations et objectifs de la charte

##### Zone d'adhésion

**Orientation I-1 Favoriser l'utilisation durable des ressources naturelles et pérenniser les pratiques humaines associées**

> **Sous-orientation I-1-1 Connaître les ressources, les pratiques humaines et leurs interactions**

**Orientation III-2 Accompagner le développement d'une économie locale adoptée et durable**

> **Sous-orientation III-2-5 Promouvoir des activités économiques et des pratiques respectueuses de l'environnement et des hommes**

##### Description de l'action

Peu utilisée sur le reste du territoire guyanais, le cèdre Sam est une espèce connue à Saül pour la qualité de son bois et fréquemment utilisée dans les constructions du village. En 2012, le CIRAD et l'UMR Ecofag, en partenariat avec le PAG, ont réalisé une étude sur l'écologie et la croissance de l'espèce ainsi que sur les propriétés technologiques de son bois. Cette étude confirme, par des mesures de densité et d'élasticité, les propriétés particulièrement intéressantes de ce bois : bois à la fois léger et rigide et présentant un faible retrait au séchage. Elle a également montré que cette espèce se caractérisait par une croissance particulièrement rapide (40 cm en 30 ans). Par ailleurs, le Cèdre Sam figure parmi les essences pionnières, c'est-à-dire qui poussent en milieu ouvert. Ces différentes caractéristiques en font un bon candidat pour la plantation. Le Cèdre Sam est d'ailleurs utilisé en plantation, notamment au Costa Rica dans des systèmes agroforestiers à cacao et café.

La mise en place de tests de plantations paysannes de Cèdre Sam à Saül contribuerait à l'étude du comportement des variétés de Guyane en plantation. L'action consiste donc à réaliser des plantations sur des parcelles de 3000 m<sup>2</sup> qui seraient suivies par des habitants de Saül. Le bois pourrait à terme être utilisé pour compenser la rarefaction des individus de Cèdre Sam de gros diamètre dans les alentours de Saül.

##### Implication de l'établissement public du PAG

Partenaire

##### Implication de la commune de Saül

Facilitateur

**Autres partenaires**  
CIRAD, ONF

##### Période de mise en œuvre

2014 – 2015 pour le lancement des plantations  
Puis suivi par le CIRAD et/ou l'ONF sur 10 ans minimum.

##### Plan de financement

##### Indicateur(s) de réalisation / résultat

Nombre de parcelles test mises en place

Nombre d'arbres plantés

Pérennité du suivi des plantations





Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül

Action n°29

Accompagner les porteurs de projets économiques  
sur les plans technique, administratif et financier



Contribution aux orientations et objectifs de la charte

Zone d'adhésion

**Orientation III- 2 Accompagner le développement d'une économie locale adoptée et durable**  
→ **Sous-orientation III-2-6 Accompagner les porteurs de projets économiques**

Description de l'action

Les besoins en termes de développement économique sont très importants sur le territoire. Les initiatives individuelles sont relativement nombreuses mais les porteurs de projets sont confrontés à d'importants freins et contraintes dans le développement d'activités formelles déclarées : difficultés à produire les documents nécessaires, méconnaissance des circuits administratifs, difficultés d'accès aux bonnes informations et aux bons interlocuteurs, difficultés d'accéder aux financements (subventions et aides mais aussi accès aux prêts bancaires, etc.)

Le PAG a pour mission d'accompagner les porteurs de projets économiques privés :

- en les orientant vers les bons interlocuteurs ;
- en leur permettant d'accéder aux financements, notamment dans le cadre du programme LEADER ;
- ou en les accompagnant dans le cadre du dispositif Microprojet Sud Guyane.

Constatant que les dispositifs d'aides et d'accompagnement en place n'étaient souvent pas adaptés aux porteurs de projets du Sud de la Guyane (projets peu formalisés, très faible capacité de financement, niveau de formation faible...), le PAG a souhaité proposer un dispositif particulier : Microprojet Sud Guyane. Celui-ci est porté et mis en œuvre par le PAG et bénéficie de financement du programme LEADER Sud. Ce programme vise à professionnaliser les porteurs de projets à dimension économique via un accompagnement individualisé et un plan de formation expérimentel. Parmi les outils au service de ce public, la possibilité de dispenser des formations spécifiques aux projets, de mettre à disposition du matériel pédagogique pour mettre le porteur de projet en situation d'activité.

Le PAG et ses partenaires interviennent aussi indirectement en menant une action de fond sur l'adaptation des équipements et services au territoire (voir action 32). Cette action a pour objectif de faciliter le développement d'activités économiques adaptées sur le territoire.

Implication de l'établissement public du PAG

Le PAG assure l'animation du programme LEADER et Microprojets sur la commune de Saül. Pour ces missions, il met à disposition une équipe pluridisciplinaire et de proximité au service des porteurs de projets depuis l'accompagnement quotidien, l'appui administratif aux projets, et une réelle expertise thématique assurée par les chargés de mission du siège de l'établissement.

De plus, le PAG se porte candidat pour piloter ces fonds au service de son territoire, il peut être partenaire financier ou en nature de certains projets s'inscrivant dans la charte et il œuvre pour déployer des partenariats pour augmenter l'offre de services à destination des porteurs de projet.

PAG peut être :

Pilote, partenaire et facilitateur dans le cadre des programmes LEADER 2009-2015 et Microprojet Sud Guyane et futur programme 2014-2020

Implication de la commune de Saül

Partenaire et facilitateur

Autres partenaires

Europe  
DAAF  
Conseil Régional  
Conseil Général  
CNEC  
Agence Régionale de Développement et d'Innovation  
DIECTE  
Boutique de Gestion  
Ouest Guyane Initiative  
Centre est Guyane Initiative  
ADIE  
Chambres consulaires  
...

Période de mise en œuvre

2014, 2015, 2016

Plan de financement

Indicateur(s) de réalisation / résultat

Nombre de projets économiques financés par le LEADER GAL Sud sur la commune de Saül entre 2014 et 2016

Nombre de porteurs accompagnés dans le cadre du dispositif microprojets





Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül

Action n°30

Professionaliser les acteurs économiques  
par la formation et l'échange d'expérience



Contribution aux orientations et objectifs de la charte

**Zone d'adhésion**

**Orientation III- 2 Accompagner le développement d'une économie locale adaptée et durable**

> **Sous-orientation III-2-3 Renforcer la capacité des acteurs du développement économique local**

> **Sous-orientation III-2-6 Accompagner les porteurs de projets économiques**

**Description de l'action**

Le développement économique local des territoires concernés par le PAG concerne :

- l'évolution d'activités traditionnelles, valorisant souvent des savoirs, savoir-faire et des ressources du territoire, comme la foresterie ou l'agriculture ;
- l'émergence de nouvelles activités comme les activités de services en forte augmentation, notamment dans les principaux bourgs.

Ces nouvelles activités, ainsi que le glissement de l'informel vers le formel, nécessitent de développer localement des compétences et des références nouvelles. Ainsi, l'action vise à appuyer les actions de formation et de professionnalisation, adaptées au contexte local et aux besoins identifiés en matière de compétences techniques mais aussi administratives, juridiques et technologiques. Ces actions sont généralement destinées à des acteurs des différents bassins de vie concernés le PAG, dont ceux de la commune de Saül.

L'objectif est de renforcer la capacité des acteurs économiques locaux à construire et mettre en œuvre des projets de manière autonome et efficace, notamment dans les secteurs du tourisme, de l'artisanat, de la filière forêt-bois et de l'agriculture. Par ailleurs, l'organisation de formations collectives et de voyages d'étude favorise le développement de réseaux interprofessionnels.

Le programme Microprojets, qui consiste à professionnaliser les petits porteurs de projets à dimension économique peut intervenir en complément pour accompagner individuellement des initiatives au travers des formations expérimentelles.

**Implication de l'établissement public du PAG**

Le PAG peut assurer la maîtrise d'ouvrage sur des programmes de professionnalisation de courtes durées, et être partenaire technique et/ou financier.

**Implication de la commune de Saül**

Facilitateur

**Autres partenaires**

Europe  
DAAF  
Conseil Régional  
Conseil Général  
CNEC  
Agence Régionale de Développement et d'Innovation  
DIECCTE  
Boutique de Gestion  
Ouest Guyane Initiative  
Centre est Guyane Initiative  
ADIE  
Chambres consulaires  
CFPPA

**Période de mise en œuvre**

2014, 2015, 2016

**Plan de financement (si connu)**

Le plan de financement sera spécifiquement défini pour chaque formation ou action.

**Indicateur(s) de réalisation / résultat**

Nombre de formation dispensées / Nombre de personnes formées  
Nombre de voyage d'étude organisés / Nombre de participants



Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül

Action n°31

Animer le GAL Sud LEADER



#### Contribution aux orientations et objectifs de la charte

En fonction des projets soutenus, contribution potentielle à toutes les orientations de la zone d'adhésion

#### Description de l'action

Le Parc amazonien porte le programme LEADER du groupe d'action locale Sud. Ce programme européen en faveur des zones rurales défavorisées et s'appuie sur le fond européen FEADER 2009-2013. Le fil rouge de ce programme, ou priorité ciblée, a été lancé fin 2009 et s'inscrit : Créer un véritable tissu économique en valorisant les ressources locales dans le respect des modes de vie.

Ce programme permet au sud de la Guyane d'avoir accès à des financements spécifiques pour soutenir des projets de développement de porteurs de projets privés et publics dans les domaines suivants :

- Création et développement d'activités économiques
- Services à la population (projet d'intérêt général)
- Tourisme
- Agriculture et produits transformés
- Exploitation forestière et transformation du bois
- Valorisation du patrimoine
- Formation dans tous ces domaines

A titre d'exemple, le programme LEADER GAL Sud a soutenu 4 projets sur la commune de Saül, avec deux projets de la commune, et deux projets portés par des privés, pour un investissement en fonds LEADER proche de 170 000 €.

Ce programme est gouverné par le groupe d'action locale Sud (GAL Sud) qui est un ensemble de 34 partenaires émanant des secteurs public et privé qui œuvrent par leurs actions sur le territoire. Le comité de programmation, composé de 14 membres (collectivités du territoire, associations locales et du littoral), se tient deux fois par an dans chacune des communes du PAG, pour décider des projets à soutenir et mettre en œuvre la stratégie LEADER.

Le PAG gère le programme à travers la cellule animation LEADER, composée d'agents de développement du Parc amazonien, qui se charge de l'animation du territoire, de monter et présenter les projets au comité de programmation, ainsi que du suivi de la consommation des fonds.

Ainsi, le programme LEADER s'inscrit totalement dans la mise en œuvre de la charte du PAG. Il a permis dès son lancement d'identifier les freins au développement (géographique, administratif, technique, réglementaire, juridique) et d'amener les acteurs et partenaires à se mobiliser pour les lever.

Le Parc amazonien de Guyane souhaite candidater pour porter un futur programme LEADER 2014-2020, afin d'assurer la continuité des actions mises en œuvre depuis 2009. Le travail d'élaboration du futur programme devrait démarrer fin 2014 début 2015 afin de commencer le nouveau LEADER en septembre 2015.

#### Implication de l'établissement public du PAG

Pilote dans l'animation du GAL Sud LEADER 2009-2015 et éventuellement pour le futur programme 2014-2020  
Pilote, partenaire ou facilitateur pour la mise en œuvre des actions soutenues par le programme

#### Implication de la commune de Saül

Partenaire et facilitateur

#### Autres partenaires

Europe  
DAAF  
Conseil Régional  
Conseil Général  
CNES  
Agence Régionale de Développement et d'Innovation  
DIECTE  
Boutique de Gestion  
Ouest Guyane Initiative  
Centre est Guyane Initiative  
ADIE  
Chambres consulaires  
...

#### Période de mise en œuvre

2014, 2015, 2016

#### Plan de financement

#### Indicateur(s) de réalisation / résultat

Nombre de projets financés par le LEADER GAL Sud sur la commune de Saül  
Montant total de l'intervention du LEADER GAL Sud sur la commune de Saül (en €)



Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül



Action n°32

Contribuer à l'installation et à l'adaptation des équipements et des services aux territoires : animer les conventions cadres entre l'établissement public du PAG et CCOG, ONF, EDF, Rectorat, DAC et animer les relations institutionnelles avec les services de l'Etat et les collectivités (PPA, etc.)

#### Contribution aux orientations et objectifs de la charte

##### Zone d'adhésion

**Orientation III-1 Contribuer à la mise en place d'infrastructures et des services publics adaptés au contexte local**

- > **Sous-orientation III-1-1 Associer la population aux choix et à la mise en œuvre des équipements et services**
- > **Sous-orientation III-1-2 Promouvoir des équipements et services adaptés au contexte, respectueux de l'environnement et des hommes**
- > **Sous-orientation III-1-3 Désenclaver les territoires**
- > **Sous-orientation III-1-4 Améliorer l'offre de santé sur les territoires concernés par le Parc national et mettre en place les outils permettant aux populations d'être actrices de leur santé**
- > **Sous-orientation III-1-5 Adopter l'école aux spécificités des territoires et des populations qui y vivent**

##### Description de l'action

Les besoins de développement, passant notamment par la mise en place des services de base à la population, restent aujourd'hui élevés dans le Sud de la Guyane.

Cette convention d'application vise à soutenir les actions et partenariats pour l'amélioration globale du niveau de services. Les domaines visés sont :

- les services de bases essentiels : adduction d'eau potable, assainissement des eaux usées, voirie, électrification, déchets ;
  - le rattrapage des retards liés à l'enclavement : éducation, culture, gestion des ressources ;
  - le cadre de vie au sens la géo, adapté aux attentes des habitants ;
  - les pré requis à la structuration des filières bois, agriculture, artisanat, tourisme.
- Les principaux objectifs de cette mise en réseau sont de :

- Assurer les relations institutionnelles avec les partenaires autour des projets de la commune ;
- Mettre au service des démarches une fonction support d'ingénierie ;
- Soutenir l'animation des questions transversales au territoire en matière de services de bases, cadre de vie, développement des filières, culture et patrimoine (adaptation de la réglementation, planification pluriannuelle, etc.) ;
- Maintenir une démarche permanente de co-construction multipartenariale des projets ;
- Articuler les politiques publiques aux différents échelons territoriaux autour du projet communal.

Implication de l'établissement public du PAG

L'établissement public du PAG apporte de l'information et sensibilise les acteurs à différents niveaux (collectivités, préfecture, services déconcentrés de l'Etat, ministères,...) mais n'intervient pas directement dans la gestion et le pilotage des projets.

Pour cela le PAG s'inscrit dans des relations pluriannuelles avec les partenaires (conventions cadres pour une durée de trois ans en général) qui peuvent être renouvelées et évoluer dans le temps.

Ces conventions cadres sont déclinées sous forme de conventions d'application multi-partenariales pour la mise en œuvre concrète des opérations.

- Afin de répondre aux attentes des communes et de la préfecture de Guyane, le PAG s'est également placé en configuration de travail pour soutenir les projets en cours ou à venir de manière très concrète par :
  - La mobilisation d'agents dédiés (ingénieur tourisme, développement, forêt, etc.) pour assurer une assistance technique à la commune, EPIC et services de l'Etat ;
  - La constitution de groupes de travail internes au PAG regroupant les agents des délégations territoriales et les chargés de mission thématiques, dans une approche opérationnelle de mise en œuvre des projets.

##### Implication de la commune de Saül

Portage des opérations d'investissement pour lesquelles la collectivité est compétente

##### Autres partenaires

Commune de Saül, Communautés de communes (CCCG et CCOG), Etat (Préfecture, SCAR, DAAF, DEAL, DAC, ONF, Rectorat), Conseil Régional, Conseil Général, Electricité de France, CNES, Office de l'eau, ADEME, AFD, etc.

##### Période de mise en œuvre

2014, 2015, 2016

##### Plan de financement

Financements croisés en matière d'investissements (Europe FEDER, FEADER, Collectivités, Etat, Offices, etc) définis en partenariat lors de la mise en place des projets.

Financements PAG pour les moyens matériels (fournitures et achèvement)

Financements PAG pour les moyens d'ingénierie (temps de travail)

##### Indicateur(s) de réalisation / résultat

Nombre de partenariats établis / renouvelés

Nombre d'actions mutualisées

Nombre de comités de pilotage / comités techniques

Approche qualitative de l'intensité du partenariat





Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül



Action n°33

Animer avec l'école de Saül des projets d'éducation à l'environnement, ou développement durable et sur le patrimoine culturel local

<b>Contribution aux orientations et objectifs de la charte</b>
<b>Zone d'adhésion</b>
<b>Orientation I-2 Protéger les paysages et les habitats remarquables</b>
> <b>Sous orientation I-2-3 Sensibiliser les populations et les usagers à la préservation de l'environnement</b>
<b>Orientation II-2 Favoriser les initiatives de sensibilisation et de transmission des valeurs, savoirs et savoir-faire locaux entre les générations</b>
> <b>Sous orientation II-2-4 Développer des liens avec l'école</b>
<b>Orientation III-2 Accompagner le développement d'une économie locale adaptée et durable</b>
> <b>Sous Orientation III-2-5 Promouvoir des activités économiques et des pratiques respectueuses de l'environnement et des hommes</b>
<b>Zone de cœur</b>
<b>Objectif I-1 Maintenir l'intégrité, les fonctionnalités et la diversité d'un patrimoine naturel et paysager exceptionnel</b>
> <b>Sous-objectif I-1-3 Sensibiliser les populations et les usagers à la préservation de l'environnement</b>
<b>Description de l'action</b>
L'action vise à consolider le projet d'éducation à l'environnement, au développement durable et au patrimoine culturel déjà engagé avec l'école de Saül. L'éducation à l'environnement vers un développement durable émane de la volonté de recréer les liens entre les individus et leur environnement (naturel, social, culturel...). Il s'agit de poursuivre cette dynamique en se plaçant dans une plus grande transversalité.
Dans cette optique, l'objectif premier est de faire ressentir, faire comprendre, faire connaître l'environnement aux jeunes Saülais et de :
- Transmettre des valeurs au travers de la compréhension et l'appropriation des pratiques et de leur lien à l'environnement ;
- Diffuser de l'information pour porter à connaissance les effets des pratiques humaines. Les démarches de sensibilisation visent à accompagner les choix et prises de décision individuels et collectifs en matière de gestion des déchets, d'énergie, de consommation, etc ;
- Fonder l'action dans une démarche expérimentelle, basée sur la mise en pratique des concepts étudiés ;
En effet, dans l'environnement faunistique, floristique, et culturel de la commune il s'agit d'être un citoyen conscient, et responsable.
Le PAG s'engage à réaliser des animations dans le domaine de l'éducation à l'environnement et au développement durable :
- Avec l'éducation à l'école, ce travail se placera dans le cadre du projet pédagogique de l'établissement et du rectorat en matière d'éducation au développement durable ;

- Plus largement, un lien sera mis en place avec les associations agissant dans ce domaine et susceptibles d'intervenir, afin d'enrichir cette approche par une éducation populaire auprès de l'ensemble des habitants.

L'ensemble de ces points visent une recherche de prise de responsabilité individuelle et collective.

**Implication de l'établissement public du PAG**

L'établissement public du PAG apporte de l'animation, de l'information et sensibilise le public scolaire en intervenant dans les classes et en apportant des moyens de gestion et de pilotage des projets.

Pour cela le PAG s'inscrit dans une relation pluriannuelle avec le Rectorat (convention cadres pour une durée de trois ans en général) qui peut être renouvelée et évoluer dans le temps. Cette convention cadre est déclinée sous forme de conventions d'application multi-partenariales pour la mise en œuvre concrète des opérations.

Afin de répondre aux attentes des partenaires, le PAG s'est également placé en configuration de travail pour soutenir les projets en cours ou à venir de manière très concrète par :

- La mobilisation d'agents dédiés (agents en charge de de l'éducation à l'environnement),
- La constitution de groupes de travail internes au PAG regroupant les agents des délégations territoriales et les chargés de mission thématiques, dans une approche de complémentarité entre les savoirs et savoir-faire des agents et de capitalisation des expériences avec les différents établissements scolaires.

**Implication de la commune de Saül**

La commune de Saül s'inscrit dans une relation de partenariat avec les acteurs mobilisés sur la thématique. L'objectif est de répondre aux attentes de la commune en ciblant les thématiques prioritaires.

**Autres partenaires**

Rectorat de la Guyane-convention cadre

Associations de protection de la nature de Guyane (SEPAANGUY, KWATA, GRAINE...)

Têtes de réseaux associatifs. (Graine)

**Période de mise en œuvre**

2014, 2015, 2016

**Plan de financement (si connu)**

Financements croisés en matière d'investissements (Europe FEDER, FEADER, Collectivités, Etat, Offices, etc) définis en partenariat lors de la mise en place des projets.

Financements PAG pour les moyens matériels (fournitures et achèvement)

Financements PAG pour les moyens d'ingénierie (temps de travail)

**Indicateur(s) de réalisation / résultat**

Nombre de partenariats établis / renouvelés

Nombre d'actions réalisées

Approche qualitative de la qualité du partenariat





Convention d'application de la charte du PAG  
Commune de Saül



### Action n°34

Favoriser le déploiement des programmes régionaux d'éducation à l'environnement et au développement durable sur la commune de Saül

<b>Contribution aux orientations et objectifs de la charte</b>
<b>Zone d'adhésion</b>
<b>Orientation I-2 Protéger les paysages et les habitats remarquables</b>
<b>&gt; Sous orientation I-2-3 Sensibiliser les populations et les usagers à la préservation de l'environnement</b>
<b>Orientation I-2 Favoriser les initiatives de sensibilisation et de transmission des valeurs, savoirs et savoir-faire locaux entre les générations</b>
<b>&gt; Sous orientation I-2-4 Développer des liens avec l'école</b>
<b>Orientation II-2 Accompagner le développement d'une économie locale adaptée et durable</b>
<b>&gt; Sous Orientation II-2-5 Promouvoir des activités économiques et des pratiques respectueuses de l'environnement et des hommes</b>
<b>Zone de cœur</b>
<b>Objectif I-1 Maintenir l'intégrité, les fonctionnalités et la diversité d'un patrimoine naturel et paysager exceptionnel</b>
<b>&gt; Sous objectif I-1-3 Sensibiliser les populations et les usagers à la préservation de l'environnement</b>
<b>Description de l'action</b>
Les programmes régionaux d'éducation à l'environnement et au développement durable s'adressent aux élèves des écoles de Guyane. L'école de Saül et ses élèves se trouvent dans une position disante vis-à-vis des interventions menées sur cette thématique. L'action vise à accompagner une plus grande intégration dans les approches (voir action 33) menées en milieu scolaire en créant des partenariats avec les acteurs associatifs, institutionnels, issus de la recherche présents en Guyane.
L'objectif premier est de mobiliser les acteurs et mutualiser les efforts et moyens. Il s'agit de trouver le bon niveau de cohérence dans les interventions proposées :
- En milieu scolaire par les enseignants, avec le soutien et l'intervention du PAG ;
- Par les associations agissant dans ce domaine et susceptibles d'intervenir, afin d'enrichir cette approche par une éducation populaire auprès de l'ensemble des habitants ;
- Par la présentation des activités connexes accompagnées par le PAG (recherche notamment).
Dans cette optique, et en écho à l'action 33, l'objectif premier est de faire ressentir, faire comprendre, faire connaître l'environnement aux jeunes Saûliens et de :
- Transmettre des valeurs au travers de la compréhension et l'appropriation des pratiques et de leur lien à l'environnement,

- Diffuser de l'information pour porter à connaissance les effets des pratiques humaines. Les démarches de sensibilisation visent à accompagner les choix et prises de décision individuels et collectifs en matière de gestion des déchets, d'énergie, de consommation, etc.,

- Fonder l'action dans une démarche expérimentelle, basée sur la mise en pratique des concepts étudiés.

La finalité est de permettre l'intégration de l'école de Saül aux programmes régionaux et de faciliter l'accès des acteurs agissant dans les domaines de l'éducation à l'environnement et au développement durable.

### Implication de l'établissement public du PAG

L'établissement public du Parc amazonien de Guyane apporte de l'animation, de l'information et sensibilise les partenaires et acteurs de la mise en œuvre des programmes régionaux d'éducation à l'environnement en apportant des moyens de d'ingénierie, d'animation et de planification autour des projets et des interventions.

### Implication de la commune de Saül

La Commune de Saül s'inscrit dans une relation de partenariat avec les acteurs mobilisés sur la thématique. L'objectif est de répondre aux attentes de la commune en ciblant les thématiques prioritaires.

### Autres partenaires

Rectorat de Guyane / École de Saül

Associations et têtes de réseaux associatifs (Graine),

DEAL

### Période de mise en œuvre

2014, 2015, 2016

### Plan de financement

Financements croisés en matière d'investissements (Europe FEDER, FEADER, Collectivités, Etat, Offices, etc) définis en partenariat lors de la mise en place des projets.

Financements PAG pour les moyens matériels (fournitures et achèvement)

Financements PAG pour les moyens d'ingénierie (temps de travail)

### Indicateur(s) de réalisation / résultat

Nombre de partenariats établis / renouvelés

Nombre de conventions d'application signées

Nombre d'actions réalisées

Approche qualitative de la qualité du partenariat